

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

MAGAZINE

15 JUILLET -

22 AOÛT

4F

N° 234
Commission paritaire
N° 56.942

RÉHAULT, LIP, GRIFFET, DREYFUS, CIP, CÂBLES DE LYON
UNE EXIGENCE QUI MONTE DE PARTOUT



**ON EN PARLERA
ENCORE
À LA RENTRÉE**

- *La reprise pour qui ?*
- *Où va le P«C»F ?*

UNIFIER NOS LUTTES

**QUELLES
VACANCES ?**

- *Enquêtes*
- *Conseils*
- *Où aller ?*

MOYEN - ORIENT

**AUCUN COMLOT, AUCUN
SEPTEMBRE NOIR
N'ABATTRA LA RÉSISTANCE
PALESTINIENNE**

SÉCHERESSE



*Contre la misère
contre les profiteurs*

**PAYSANS
OUVRIERS .**

**UNITE
POPULAIRE**

EDITORIAL

Les vacances ! La bourgeoisie aimerait profiter de cette période pour faire oublier leurs problèmes aux travailleurs. C'est la période où les familles ouvrières, au terme d'une année de privations, de bas salaires, de répression, de travail à la chaîne, se prennent à rêver d'un peu de repos et de loisirs. Combien partent ? Moins d'une famille sur deux ira s'entasser dans les HLM de toile surpeuplés et hors de prix, ou dans des locations où elles se feront voler presque à coup sûr.

Pour ceux qui restent comme pour ceux qui partent, septembre, ce sera la même réalité. Les problèmes un instant estompés seront à nouveau là.

Assurément, la période des vacances cette année sera une période de réflexion, de recherches et de luttes aussi pour préparer la rentrée.

Les peuples dans le monde intensifient leurs luttes et remportent de nouveaux succès : le printemps a vu une mobilisation sans précédent des peuples d'Espagne. Des dizaines d'usines en grève, des puissantes manifestations malgré la sauvage répression du régime fasciste, une démonstration d'une ampleur jamais connue depuis la guerre civile à Bilbao le 8 juillet, tel est le visage de l'Espagne en lutte.

Résistant victorieusement à la criminelle agression syrienne, la Révolution Palestinienne et les peuples progressistes portent de nouveaux coups au sionisme et à la réaction arabe.

En Afrique australe, les puissants soulèvements des populations noires ont ébranlé les fondements mêmes de l'ignoble régime d'apartheid.

Ces luttes sont un puissant encouragement pour le peuple de notre pays.

Deux cents usines occupées ! Des dizaines de luttes pour l'emploi, les salaires, contre la répression. La classe ouvrière de France n'accepte pas de payer la crise. Partant de l'idée

qu'ils ne peuvent attendre plus longtemps pour porter des coups à la bourgeoisie, qu'ils doivent prendre eux-mêmes leurs affaires en main, malgré les obstacles dressés par les confédérations, les travailleurs ont multiplié les rencontres, les coordinations. A Besançon, à Fougères, à Barbières... ils ont commencé à poser des jalons sur la route d'une vaste coordination des luttes à l'échelle du pays.

Cette année aura été très chaude. Les records de températures ont été pulvérisés. Dans les campagnes, c'est la désolation : le maïs ne dépasse pas 50 cm, le blé ne lève pas, le bétail n'a plus rien à manger. Les spéculateurs en profitent : le prix du foin a triplé en moins d'un mois. Pour de nombreux paysans, c'est la ruine. Chirac et Bonnet invoquent la fatalité, mais ne prennent aucune mesure pour leur venir en aide. La colère gronde dans les campagnes. Les petits paysans commencent à rechercher l'unité avec les ouvriers contre leur ennemi commun.

Pour faire face à la situation, la bourgeoisie n'a pas de projet cohérent. Les réformatrices giscardiennes ayant fait long feu, les matraques de Poniatoski frappent tous ceux qui relèvent la tête.

Les rivalités de la droite éclatent au grand jour. Du côté de la gauche, Mitterrand se ménage plusieurs possibilités d'accéder au pouvoir pendant que Marchais essaie tant bien que mal de maintenir son emprise sur la classe ouvrière. Tout ce que ces messieurs proposent aux travailleurs, c'est d'attendre 78 !

La rentrée de septembre pour les travailleurs des villes et des campagnes, c'est la perspective des luttes communes, de l'unité autour de ceux qui luttent. Il fera sans doute encore chaud en automne.

Gérard Privat

Sommaire

● LUTTES OUVRIÈRES

- P. 3 - Rencontres, coordinations, «Portes ouvertes»
- P. 4 - Bourgogne Electronique : réintégration des 23
- P. 5 - Pour l'avenir des luttes dans le trust Thomson
- P. 6-7 - Le pays fougereais veut vivre (5 mois de lutte chez Réhault)
- P. 8 - Ideal-Standard : après le rallye des bradés : «les gars n'en ont pas vu l'intérêt»
- P. 10 - 421 licenciements à Rhône-Poulenc (Péage de Roussillon) «Où aller quand on a 47 ans?»
- P. 11 - Griffet vivra ! (page photos)
- P. 12 - Après la réintégration des 3 délégués SEP (Bordeaux) «Passons à la seconde étape maintenant»
- P. 13 - La France à l'heure de la «société libérale avancée»

● ON EN PARLERA ENCORE A LA RENTRÉE.

- P. 14-15 - Où va le PCF ?
- P. 16 - Berlin-Est : Une conférence du polycentrisme Remous et divergences battent leur plein au sein des partis révisionnistes européens
- P. 18 - La conférence de Berlin des «PC» européens : des tendances centrifuges qui s'affirment
- P. 20 - Un an après le plan de soutien, que nous prépare Giscard pour la rentrée ?

● SÉCHERESSE

- P. 22 - «les gros, eux, s'en tireront»
- P. 23 - Les profiteurs de l'eau
- P. 24 - Couéron : les paysans contre les accapareurs de foin
- P. 25 - Vaincre la sécheresse, c'est possible : Tatchai en 1972 en République Populaire de Chine
- P. 26-27 - Contre la misère, contre les profiteurs, engageons des centaines d'actions !

● INTERNATIONAL

- P. 28 - 15 mois de lutte contre la liquidation de la révolution palestinienne
- P. 29 - Palestine occupée : neuf mois de lutte ininterrompue contre l'occupant République Arabe Saharaoui Démocratique : tout un peuple debout contre l'invasion
- P. 30 - En Syrie, bouillonnement populaire à Homs, Hama et

Alep (interview de militants du Rassemblement des patriotes syriens en France)

- P. 31 - La résistance à Tall Zaatar, symbole de la résistance du peuple palestinien (interview d'un responsable du Bureau de l'OLP à Paris)
- P. 32 - L'internationalisme des enfants (dessins)
- P. 33 - Afrique du Sud, un peuple entre en lutte
 - P. 33 Soweto
 - P. 35 Ghettos et bantoustansLa lutte armée se développe au Zimbabwe
- P. 36 - Eté polonais les travailleurs se dressent contre la nouvelle bourgeoisie
- P. 37 - Un jeune ouvrier français témoigne
- P. 38 - L'Europe du Sud en crise
 - P. 38-39 Crise politique en Espagne
 - P. 40 - Portugal, après le score d'Otelo de Carvalho : «front de masse» : promesses et questions
 - P. 41-42 Milan - Turin Carnet de voyage
 - P. 41 - Milan
 - P. 42 - Turin : le revers des cartes postales
- CHINE
 - P. 43 - «La situation est excellente»
 - P. 44 - «Comment Yukong déplaça les montagnes ?» : L'usine de générateurs

● VACANCES

- P. 45 - La détente au rabais
- P. 46 - Location : méfiance !
- P. 47 - Le camping
- P. 48 - Nantes : l'Erdre pour tous
- Les sentiers de grande randonnée
- P. 49 - D'où vient l'isolement dans un camping ?

● CULTURE POPULAIRE

- P. 50 - Sculpture : l'histoire des bonnets rouges

● LITTÉRATURE

- P. 51 - B. Brecht : Si les requins étaient des hommes

● THÉÂTRE

- P. 52 - «Le temps des cerises» (théâtre de l'Olivier)
- Cadavres exquis de F. Rosi

Le Quotidien du Peuple reparaitra le 23 août

Le Quotidien du Peuple publication du PCRml
Adresse postale : BP 225 - 75924 Paris cédex 19 ccp 23 132 48 F Paris
Directeur de publication : Y. CHEVET
imp. IPCC Paris - distribué par les NMPP - commission paritaire : 56 942

front rouge

ORGANE CENTRAL
DU PARTI COMMUNISTE
REVOLUTIONNAIRE (marxiste-léniniste)



socialisme
répression
expulsion
L'IMMIGRÉ EN FRANCE

PASSEZ VOS COMMANDES
FRONT ROUGE BP 225 75924 PARIS
Jeudi 12 F + 3 F de port

TEXTES et DOCUMENTS
1961 du
DEUXIEME CONGRES
(juin 1976)



PARTI COMMUNISTE
REVOLUTIONNAIRE
marxiste-léniniste

front rouge



DREYFUS : 19 JUIN : à Barbières, une petite ville près de Valence, les ouvriers en lutte dans la branche HA.CUI.TEX. se rassemblent à l'initiative des gars de Dreyfus. Ils ont invité des travailleurs d'autres professions : Lip, Griffet, la Boulonnerie Calibrée, Uni-Nougat de Montélimar, les Paysans-Travailleurs de la Drôme...

CÂBLES DE LYON : 12 juin : la section CGT des «Câbles», appuyée par le comité de soutien aux 23 de Bourgogne-Electronique organise un meeting de solidarité auquel participent des licenciés de B.E., des travailleurs de Sanders-Juvisy, du Livre, des Assurances.



GRIFFET : 1^{er} Mai : journée «portes ouvertes». Sept à huit mille personnes viennent à l'usine occupée. Des délégations d'autres usines en lutte participent aux débats et viennent soutenir leurs camarades : Lip, Tanneries d'Annonay, des viticulteurs occitans...



RENCONTRES, COORDINATIONS, «PORTES OUVERTES»

RÉHAULT : 1^{er} Mai : dans l'usine qu'ils occupent depuis le 10 février 76, les «Réo» organisent une «fête des travailleurs en lutte». Dix mille personnes y participent. De toute la Bretagne, les ouvriers en lutte affluent vers Fougères : Garnier de Redon, Sicca de St Malo, Donval de Rosporden...

2 et 3 juillet : les travailleurs de Réhault invitent leurs camarades en lutte comme eux pour l'emploi à un «carrefour des luttes». Deux manifestations parcourent les rues de Fougères. Autour des «Réo», il y a les «Griffet», les «Lip», les tanneurs d'Annonay, les filles de CIP, Desombre, les imprimeurs de Caron-Ozanne, les ouvriers du textile de Rhône-Poulenc - Péage de Roussillon.

Dans les derniers mois, les journées «portes ouvertes», les galas de soutien, les rencontres se sont multipliés. Les travailleurs en lutte pour l'emploi ou contre la répression ont profité de chaque occasion qui leur était offerte pour se retrouver, échanger leurs expériences, essayer de définir des perspectives communes de lutte.

Pour beaucoup d'entre eux, cela fait des mois, voire plus d'un an qu'ils occupent leurs usines. «S'unir, coordonner nos luttes, c'est

devenu une nécessité urgente» affirme un syndicaliste de Réhault. Ce besoin, il est ressenti pour briser l'isolement, mais pas seulement. C'est aussi à partir de la compréhension qu'ils n'ont rien à attendre que d'eux-mêmes pour faire aboutir leurs luttes que les travailleurs, les syndicalistes, cherchent à se regrouper. C'est aussi parce qu'ils comprennent qu'ils ne peuvent attendre la lointaine échéance d'un hypothétique changement, que la question de la lutte pour l'emploi ou contre la répression, c'est aujourd'hui qu'elle se pose.

C'est parce que ces rencontres, ces coordinations témoignent de la volonté des travailleurs de ne pas attendre pour faire payer la crise à la bourgeoisie, qu'elles rencontrent l'opposition acharnée des partis de «la gauche» et des états-majors syndicaux qu'ils contrôlent.

D'autres rencontres sont d'ores et déjà fixées, comme celle du mois de septembre dans le Nord. L'idée qui déjà prenait forme à Réhault, c'était de rassembler toutes les usines occupées de France. G.P.

SEP : 30 juin : avec le soutien du syndicat CFDT des Métaux de la Gironde, la section CFDT de la SEP organise un gala de soutien aux travailleurs licenciés auquel participent mille deux cents personnes.

Au cours du meeting, des syndicalistes des «Câbles de Lyon» de Clichy prendront la parole pour expliquer la communauté des luttes contre la répression et la nécessité d'adopter une attitude offensive.



LIP : 7 et 8 mai : journées «portes ouvertes». Pour la première fois depuis le second dépôt de bilan, les «Lip» ouvrent les portes de leur usine.

5 et 6 juin : un mois après les journées «portes ouvertes», un week-end de réflexion et de débats réunit de nombreux travailleurs en lutte pour l'emploi.

Au cours de ces journées, sera mis en place un secrétariat de coordination. Des actions communes sont envisagées.



LES TRAVAILLEURS A LA RECHERCHE D'UNE UNITÉ DE LUTTE

REINTEGRATION DES 23

Depuis deux mois et demi, les 23 licenciés de Bourgogne-Electronique et leurs camarades de l'usine se battent pour leur réintégration. La direction en est pour ses frais : elle n'a pas réussi à créer la résignation qu'elle comptait instaurer chez les 23, ni la désaffection de leurs camarades de l'usine.

Dès la mi-juin, 8 délégués étaient réintégrés, ce qui augmentait les possibilités de riposte et renforçait la confiance dans la victoire. Fin juin, la paye des 15 qui restaient dehors était assurée grâce à une collecte à l'intérieur de l'usine, grâce à l'argent collecté par les comités de soutien, notamment par la vente des tee-shirts imprimés par les 23.

La direction comptait aussi sur l'isolement des travailleurs licenciés, le silence sur leur lutte. En prenant l'initiative, les 23 ont fait largement connaître leur combat dans tout le trust Thomson et dans tout le pays.

Dans le trust, par l'intersyndicale CFDT, la lutte a eu un large écho, et toute une frange de syndicalistes s'est révélée pour mobiliser contre la répression. Lors des débrayages qui ont précédé le 30 juin, la CGT s'est servie de faux-prétextes pour ne pas y appeler. Elle invoquait par exemple le fait que des comptes étaient demandés à ses trois délégués qui avaient voté le licenciement de Robert Vieillard, et prétendait que, par là, c'était le syndicat qui était attaqué !

Malgré cela, l'unité syndicale contre la répression a pu se réaliser dans certaines usines, comme à Brest où les 3/4 des travailleurs de l'usine ont participé au débrayage.

Des comités de soutien qui se créent partout

Répondant à l'appel lancé dès le début par les licenciés, plusieurs comités de soutien se sont constitués à Levallois, Lille, Nancy, Strasbourg... De nombreux meetings, liant ce qui se passait à B-E aux cas de répression locaux, ont toujours été l'occasion de rassembler les énergies, CGT et CFDT, syndiqués et non-syndiqués, ouvriers et progressistes.

Ils ont été l'occasion de débats enrichissants sur la politique actuelle de la bourgeoisie et la tactique à employer dans nos luttes. Particulièrement intéressant fut le meeting réalisé avec la section CGT des Câbles de Lyon de Clichy, elle aussi en butte à la répression... A un moment où à Laveline, Montluel, à la SEP-Bordeaux, etc., c'est l'offensive généralisée contre les libertés syndicales.

Sur Dijon, outre les initiatives prises par les licenciés et par la section syndicale CFDT, comme les collectes aux portes des boîtes, la popularisation, l'appel au rassemblement à la porte de B-E le 29 juin, un comité de soutien populaire s'est mis en place sur le quartier de Chenove.

Deux voies s'affrontent

Le PCF pendant cette période a essayé de se faire oublier et parle



Au cours des cinq semaines de lutte pour les 150 F, de multiples initiatives : ici le blocage du Mistral...

puddiquement de tout sauf de la lutte ; tous les discours sur « la nécessité d'un PC fort » y sont passés, mais cela n'a pas empêché la section CGT de subir une crise grave : la majorité des militants, y compris du PCF, désavouent le vote des trois du CE, ils s'étonnent de l'attitude de l'UD qui semble moins pressée de désavouer les trois qui ont voté l'exclusion que de réprimer et d'écarter de la section trois licenciés CGT en désaccord avec le programme commun.

Dans la CFDT, aux aspirations de la plupart des licenciés qui exigeaient, avec le soutien de la section syndicale, l'unité avec les licenciés CGT, le contrôle sur la lutte, une large extension du soutien dans le trust, sur Dijon et aux autres boîtes en butte à la répression, aspirations qu'ils ont traduites en actes et qui ont permis à la lutte de tenir, s'est opposée une autre conception directement inspirée du point de vue réformiste et véhiculée par certains dirigeants de l'UD. Plutôt que de construire un large rapport de force CGT-CFDT sur des bases de lutte nécessaires pour vaincre, ils essayent

de profiter de l'occasion pour concurrencer la CGT et se renforcer ainsi.

Aussi, pas question pour eux de payer les licenciés CGT avec les collectes : c'est l'attitude qu'a adoptée un permanent de l'UD lors du rassemblement du 29 juin et ceci en contradiction avec les décisions de la section CFDT de B-E ! Ils essayent de transformer la lutte en une lutte CFDT pour ravalier la façade : le rival, c'est la CGT ; la lutte des licenciés ne les intéresse que dans ces limites ; quant à développer largement l'initiative dans l'usine, dans le trust, sur Dijon et autour de B-E, avec les autres boîtes en lutte contre la répression, ils préfèrent faire confiance à la justice bourgeoise, éviter les manifestations « intempestives » qui pourraient faire pencher le tribunal de l'autre côté... en somme, ce n'est pas la lutte qui donnera la victoire mais la rigueur du dossier !

Aussi tous ceux qui veulent développer l'initiative des travailleurs, unir les 23, joindre leurs efforts aux autres boîtes, ne peuvent être à leurs yeux que des « gauchistes qui manipulent »... D'autant plus qu'après le 37^e Congrès,

où la direction réformiste a été remise en cause par plus du tiers des mandats, il leur faut contrôler la situation.

Défendre les intérêts des ouvriers ou ceux de la « gauche » ?

C'est ce raisonnement qui s'appuie sur les intérêts électoraux du PS dont la tactique est de temporiser en attendant 78. Attendre pour conserver les votes de la petite et moyenne bourgeoisie et dont le seul souci est de se saisir de chaque occasion pour se renforcer au détriment de son allié-concurrent le PC, et se retrouver à ses côtés pour réprimer les aspirations des travailleurs à la lutte et ceux qui les prennent en compte : les révolutionnaires.

Ils savent que dans la situation actuelle, plus qu'avant, le développement des aspirations ouvrières porte en lui un autre projet de société et de nouvelles expériences politiques encore plus riches pour les masses.

La lutte de B-E, comme des centaines d'autres aujourd'hui est en porte-à-faux avec la ligne de temporisation des partis de gauche.

Développons la lutte ! Réintégration des 23 !

Plus l'initiative des licenciés se développe, plus la contradiction grandit entre les exigences de la lutte et les projets de la gauche... A B-E, dans la CFDT et dans la CGT, le même processus de clarification politique est en cours entre ceux qui placent avant toute chose les intérêts des travailleurs, et ceux qui soumettent tout à leur accession à la gestion de l'Etat bourgeois. Cette ligne de démarcation passe dans la CGT comme dans la CFDT...

Avec la poursuite de la lutte, avec une mobilisation encore plus large des énergies, ces deux camps seront amenés à se préciser plus encore. Réintégration des 23 !

Y. CHEVET

POUR L'AVENIR DES LUTTES DANS LE TRUST THOMSON



INTERVIEW D'UN DÉLÉGUÉ SYNDICAL CFDT, MEMBRE DE L'INTERTRUST CFDT THOMSON - CSF

—Quotidien du Peuple : Vingt-trois licenciés à Bourgogne-Electronique, quel sens cela a-t-il dans la politique de la Thomson aujourd'hui ?

—R. : Jusqu'à présent, il n'y avait pas énormément de répression dans les usines de la Thomson à part certaines suppressions d'heures de délégation quand il y avait dépassement de l'horaire accordé, mais ce n'était pas une politique déterminée. Mais on voit que depuis qu'ils ont frappé sur B.E., la position de la Direction Générale est beaucoup plus dure. Elle dit : «Maintenant, dès qu'il y a séquestration ou semblant de séquestration ou occupation d'usine, on fera appel dans l'heure qui suit aux forces de l'ordre». C'est clair.

Par rapport à B.E. proprement dit, il y a quelque temps, un responsable CFDT était allé voir Toussaint, le directeur des «affaires sociales» de Thomson-CSF et celui-ci lui avait dit : «Vieillard, le responsable de la section CFDT de B.E. joue sa peau. En 70, c'est moi qui l'ai réintégré, je n'aurai pas dû. C'est sa peau à lui que je veux. Les quinze autres, si cela avait dépendu de nous, nous ne l'aurions pas fait. C'est la direction locale». Mais apparemment, il y a maintenant de la part de la direction une politique délibérée de réprimer.

—QdP : Pour quelles raisons, selon toi ?

—R. : Ils ont peur à mon avis que l'exemple de B.E. puisse s'étendre, car jusqu'à maintenant, tout se réglait entre des structures syndicales de collaboration de classe (certains dirigeants syndicaux particulièrement) et la direction : on s'écrivait, on prenait rendez-vous et les conflits n'avaient pratiquement jamais un aspect dur : c'étaient des quarts d'heure ou des heures de débrayages et ça finissait toujours par se régler rapidement. Maintenant, il y a des conflits de plus en plus durs, la tactique de la direction serait plutôt de laisser pourrir plutôt que de négocier. Et

elle se met à réprimer, ce qui n'existait pas auparavant de cette façon : la Thomson veut-elle montrer au gouvernement qui lui donne des marchés qu'elle est capable de tenir les affaires et d'avoir une position intransigeante ? Est-ce que c'est par rapport aux actionnaires ? Je crois que, pour l'essentiel, c'est du fait qu'il y a un durcissement significatif des luttes dans le groupe.

—QdP : Tu fais partie de l'intersyndicale CFDT du trust Thomson. Pendant les cinq semaines de lutte à B.E., il n'y a pas eu un très gros soutien de l'intertrust. C'est surtout après les vingt-trois licenciements qu'il y a eu prise de conscience de la gravité des faits et que s'est effectué un travail de soutien dans l'intertrust. Comment s'est mise en route la mobilisation ?

—R. : Quand il y a eu l'annonce des vingt-trois licenciements, il y a eu effectivement prise de conscience au sein de l'intertrust, mais cela ne s'est pas fait tout seul. Certains avançaient des arguments du genre : «Ils savaient ce qu'ils faisaient au départ de la grève, à eux de prendre leurs responsabilités et de les assumer jusqu'au bout». Il y avait deux tendances : une tendance minoritaire qui disait : «On ne peut laisser passer cela, d'autant plus que c'est la première fois que la Thomson agit avec une telle répression». L'autre tendance disait : «Bon, d'accord, il faut faire quelque chose, mais il faut l'étendre à la CGT». Ce qu'il faut quand même savoir, c'est que la CGT était plutôt mal à l'aise pour parler de B.E. du fait que le secrétaire CGT du Comité d'Entreprise avait signé le compte-rendu du CE approuvant le licenciement de Vieillard ! A partir de là, ce sont les camarades de B.E. qui ont fait le forcing au cours d'une réunion d'intertrust à Grenoble pour alerter les camarades, pour leur faire prendre conscience qu'il fallait faire quelque chose. C'est là qu'il a été décidé de lancer une heure de débrayages sur l'ensemble des centres, avec ou sans l'accord de la CGT. Ces débrayages ont effectivement eu lieu.

—QdP : Il apparaît que cela a accentué les clivages politiques au sein de l'intertrust. Il est maintenant connu qu'il y a d'un côté, des gens appartenant au PS et qui sont bien installés dans les rouages confédéraux et de l'autre une masse de gars qui développent un travail syndical offensif et qui ne sont pas rentrés dans cette logique de plier le genou. Comment s'est alors déroulée cette bataille pour le soutien aux vingt-trois ?

—R. : Il est apparu à propos de B.E. que certains qui sont effectivement proches du PS ont eu une position de recul par rapport à B.E. D'autres, certains appartenant à l'extrême-gauche ont refusé la répression de Thomson. Les seules démarches des syndicalistes «bien pensants», c'était de voir le PDG pour essayer d'arranger les choses avec lui, en disant : «C'est dégueulasse, soyez pas salauds à ce point-là». Quant aux autres, les plus offensifs, ils disaient : «La direction a fait un coup de force, à notre tour, nous devons faire un coup de force contre la Thomson pour les camarades de B.E. déjà pour montrer qu'on a un poids syndical».

(...) Les syndicalistes «bien pensants» en ont tiré les leçons et ont leurs projets concernant l'avenir de l'intertrust. On devait déterminer récemment au cours d'une réunion ce que serait l'intertrust Thomson avec l'absorption de la téléphonie, LMT, Ericsson... Ils ont essayé d'introduire un clivage à ce niveau en essayant de mettre toutes les sections contestataires dans un même groupe pour ne plus être «gênés» dans les assemblées. Ils se réservent un chapeautage de l'ensemble afin de tenir tous les rouages de la mécanique, l'information en particulier...

—QdP : Une des leçons de la lutte de B.E., c'est donc aussi que l'intertrust est un outil solide pour contrer la politique d'ensemble du trust dès l'instant qu'on mène la lutte à l'intérieur ?

—R. : Effectivement, cela peut être un outil solide dans la mesure où les travailleurs les plus combattifs prennent en charge l'organisation et la coordination de l'intertrust surtout en temps de lutte et ne les laissent pas à une poignée de gens qui cherchent surtout à avoir une image de marque auprès de la direction générale, être «représentatifs»... Mais chaque fois qu'il y a des positions dures prises à l'inter, ces gens-là ont peur d'aller en réunion avec la Direction ! En dernier ressort, ce qui va trancher, c'est le développement des luttes des travailleurs et la manière dont, nous, on est capable de les impulser. A partir de ce moment-là, ces gens-là seront écartés par les travailleurs comme cela commence à se faire dans certains centres.

—QdP : Tu as participé au comité de soutien aux vingt-trois qui s'est mis en place à Levallois. Qu'est-ce qui, à ton avis, doit être retenu comme positif dans cette initiative ?

—R. : D'abord, il a permis que l'intertrust ne reste pas en arrière : si on a pu avoir les débrayages, le comité de soutien y est pour quelque chose car il y avait eu débat au sein de l'intertrust au moment de la création de ce comité, compte-tenu que les responsables de l'inter le contestaient.

Il y a au travers du comité toute la question de la solidarité, l'argent collecté, le meeting qui permet de faire connaître les problèmes de B.E. et toute la toile d'araignée que cela tisse autour car, à chaque fois assistent des gens qui colportent la nouvelle et ça s'étend. Ce qui donne la possibilité de coordonner d'autres luttes autour.

Enfin, l'aspect important c'est que la création du comité de soutien est efficace dans la mesure où il a ses racines à l'intérieur de B.E. L'intérêt, c'est que le comité de soutien soit amené à travailler sous la direction des travailleurs directement touchés par la répression.

(propos recueillis le 6.07.76)
par Julien LEBLOND

... Loin de là, les uniformes noirs
Quelques jours auparavant
En faisant respecter l'ordre du pouvoir
Ont crevé l'œil d'une jeune fille de 17 ans.

Quand on travaille dans la chaussure
Dans la ville de Fougères
Et qu'on proteste contre les fermetures
On subit les brutalités policières.

Gilles SERVAT (Classes)



La désertification du pays fougérais fait partie d'un plan bien établi de la bourgeoisie. Son projet, c'est de faire de Fougères une «ville moyenne», véritable réserve pour touristes fortunés.

C'est une grossière insulte aux travailleurs bretons que toutes ces entreprises extrêmement coûteuses qui sont réalisées ou en cours de réalisation. Citons-en quelques-unes : la fameuse salle polyvalente qui coûtera la coquette somme de quatre milliards pour une capacité de huit cents places ; la rénovation du couvent des urbanistes, lieu d'expositions diverses où se retrouve le beau monde ; la remise en état du château et de ses douves pour lesquelles il est envisagé d'abattre la moitié d'une école ; l'aménagement d'un plan d'eau dans la forêt, le développement des centres hippiques font également partie des projets de la municipalité dirigée par Cointat, l'un des organisateurs du chômage. Enfin le clou ! La construction d'un terrain d'atterrissage qui mettrait Fougères à un peu plus d'une heure de Paris.

Pour mener à bien cet ensemble de projets, il faut naturellement que le peu d'industrie qui existe à Fougères disparaisse. C'est ainsi que depuis une quinzaine d'années, le processus de liquidation des entreprises s'est considérablement accéléré. En ne développant pas le réseau routier, en supprimant les voies ferrées, la bourgeoisie asphyxie littéralement le pays fougérais. L'activité de la ville essentiellement axée autour de la production de chaussures se ralentit rapidement. Les dizaines de petites entreprises ont fermé, maintenant ce sont les grosses.

Deux mille cinq cents chômeurs pour une population totale d'à peine trente mille habitants, c'est un record. C'est le triste privilège de Fougères, à coup sûr la capitale bretonne du chômage aujourd'hui. La situation des usines tournant encore n'est guère plus brillante. Ajoutons à cela, le souci du patronat de profiter de la situation pour imposer des bas salaires et des cadences insupportables et l'on imagine le sort des ouvriers bretons.

C'est contre ces projets que les travailleurs fougérais se sont dressés autour des «réo». C'est la signification du drapeau breton qui flotte à côté du drapeau rouge sur l'usine Réhault occupée. Le pays fougérais veut vivre. Les travailleurs de Fougères veulent vivre et travailler au pays.

le pays fougérais

5 MOIS DE LUTTE CHEZ

«Par ces temps de crise, il y aura plus d'un millier de chômeurs à Fougères en 1976». Cette «promesse», J.B. Martin, le patron des patrons de la chaussure fougéraise, Cointat, le maire, et toute la bourgeoisie locale dont la «Chronique républicaine» se fait le porte-parole l'ont répétée et assénée mois après mois aux ouvriers en 1975, comme pour les préparer à l'inévitable, tenter de désamorcer le mûrissement de leur colère, au besoin la dévoyer... «Par ces temps de crise... La bourgeoisie fougéraise, apeurée, cherche des excuses : J.B. Martin en vient à accuser ce «régime de dirigisme hypocrite qui n'attend que le dépôt de bilan pour décapiter l'entreprise». Elle se récrie des importations italiennes ou espagnoles qui inondent le marché. Elle essaie de rassurer : «Nous avons un repli stratégique à faire sur deux ou trois ans. Les subventions, c'est pour réussir sans à-coup une reconversion». Ce que ne dit pas J.B. Martin, c'est qu'il est lui-même gros importateur de chaussures italiennes...

IL N'Y A PAS DE FATALITÉ

Une nouvelle crise dans la chaussure, all fallait s'y attendre, disaient certains travailleurs. Chez une bonne partie d'entre eux naît, tout d'abord, la hantise du licenciement : «On attend la «lettre» chaque matin, «tout le monde voudrait y échapper...», «on n'ose pas parler, de peur de se singulariser». Pour conjurer la fatalité, certains accélèrent d'eux-mêmes la cadence...

D'avril à septembre 75, les mois d'incertitude passent sans que la menace du chômage massif ne s'estompe. Le fatalisme cède le pas à la révolte. A la résignation que venait renforcer la division entre les différentes entreprises, le paternalisme ambiant, certaines traditions cléricales que n'avait jamais totalement étouffé le souvenir des luttes ouvrières, succède le sentiment «qu'on ne peut plus attendre», «qu'on a été une nouvelle fois trompés». Une dizaine de manifestations combatives de septembre et octobre 75 donne à ce sentiment de révolte les moyens de s'amplifier, de développer largement l'idée de la lutte. Plusieurs milliers de travailleurs sont dans la rue.

Dans les rangs de la bourgeoisie, l'anxiété, la peur ont cédé la place à la répression sauvage : le 30 septembre,

les gardes-mobiles attaquent la manifestation de quatre mille personnes. Christine Mochon, chômeuse de dix-sept ans y perd son œil gauche.

QUAND TOMBE LE COUPERET...

«Le couperet est tombé» écrit «Ouest-France» annonçant le dépôt de bilan de Réhault et les six cents lettres de licenciement le 10 février. La colère est à son comble. Réhault est le catalyseur de l'aspiration des travailleurs de Fougères à faire barrage à cette «épidémie» de chômage. Aux banderoles de toutes les organisations syndicales, jusqu'à la CFTC, s'ajoutent celles des enseignants, des associations de quartier...

Pour les «Réo» qui ont tout de suite occupé leur usine, la réalisation de l'unité de tous les ouvriers par la mise en place du Comité de lutte inter-syndical permet les initiatives et la riposte du tac au tac : le syndicat s'est pris d'envie de couper le téléphone de l'usine, dans les dix minutes qui suivent, les «Réo» arrivent dans son bureau et l'obligent à rétablir la ligne !

La bourgeoisie, dans sa tentative de minimiser l'écho de la lutte des travailleurs fougérais, joue des piètres manœuvres de division : multiples tables-rondes dérisoires d'où rien ne sort, fausses promesses de reprises «partielles»... Après Réhault, Maunoir puis Morel et Gâté licencient... Le millier de licenciements est atteint.

«Il faut des initiatives à la mesure du coup qui est porté à tout le pays fougérais». L'idée de la «ville-morte» est lancée. «La ville sera bloquée pendant dix-sept heures. Seuls les services d'urgence pourront circuler».

DE «L'OPÉRATION VILLE-MORTE» A LA VENTE DES CHAUSSURES : CINQ MOIS DE LUTTES

La journée «ville-morte» n'a pas eu lieu. Trégaro, chef de file de FO et la vieille CFTC sur le déclin se sont désolidarisés de l'initiative. «Premier coup porté aux ouvriers de la chaussure» disent les ouvriers les plus combatifs. En fait, les travailleurs de Fougères font l'apprentissage de ce que valent ces «soutiens» qui se sont d'abord et toujours illustrés par une collaboration effrénée avec le patronat fougérais. FO, d'ailleurs, va peser de

veut vivre

RÉHAULT

son poids pour empêcher ceux de Morel et Gâté de rejoindre le combat d'ensemble contre le chômage. L'UL-CGT, saisissant ce prétexte, «met en garde» contre toute forme de lutte offensive et se «désolidarise» de l'opération «ville-morte». L'hypothèse, un instant envisagée, de recréer le front syndical fougérais s'écarte d'elle-même.

«C'est une première expérience, négative dans le sens où la journée n'aura pas lieu. On ne peut pas s'empêcher de penser qu'à partir de ce moment-là, il y a une lutte constante à mener contre l'isolement, qu'il y a derrière cela la volonté politique de certains dirigeants d'organisations syndicales de démobiliser les travailleurs», confie un syndicaliste de Réhault.

Les cinq mois écoulés sont autant de luttes qu'il a fallu mener au sein de l'assemblée générale des «Réo» pour briser cet isolement. Que ce soit dans l'organisation interne de la lutte, la garde de l'usine, dans la manière de se réapproprier le drapeau rouge qui donne au combat un sens de classe nettement marqué, dans la décision de vendre les chaussures en stock, dans l'initiative (qui sera un grand succès populaire) de faire dans l'usine une fête des travailleurs le premier mai dernier où sera discutée la nécessité de coordonner les luttes en cours.

SORTIR DE L'ISOLEMENT

Coordonner nos luttes, telle était la volonté clairement manifestée au cours des discussions dans la cour de l'usine Réhault et dans les carrefours organisés au cours de la journée de samedi. Pas seulement un échange d'expériences : «Les conflits représentés ici sont des conflits longs, beaucoup trop longs à notre gré ! Chacune de nos luttes est en butte à l'isolement et au pourrissement. Il s'agit aujourd'hui de sortir de cette situation. La voie de la recherche commune de perspectives s'impose à nous tous», disait un participant. De cette nécessité d'une action commune, les participants étaient unanimement convaincus, «d'autant plus», ajoutait un délégué de Lip, «que ce qui caractérise la situation d'aujourd'hui, c'est la multitude de ces conflits longs, dispersés, trop souvent ignorés. Pour notre part, nous en avons répertorié deux cents en cours actuellement».

Malgré ces obstacles, les «Réo», en organisant cette coordination avec le soutien de la fédération HA.CUI.TEX. CFDT ont montré qu'ils entendaient fermement se lier à toutes ces luttes, Lip, Griffet, Rhône-Poulenc, etc. pour tracer les perspectives d'une action d'ensemble contre le chômage et la crise.



Dans les vieilles rues de Fougères, cinq mille travailleurs manifestent...

UN WEEK-END DE DÉBATS AUTOUR DES LUTTES DANS L'USINE RÉHAULT LES 2 ET 3 JUILLET

Ils étaient rassemblés dès le vendredi 2 juillet dans l'après-midi au cours de l'assemblée générale des «réo» : délégations de Lip, Griffet, Cip (Haisne la Bassée), Desombre (Lille), Caron Ozanne (Caen), Rhône Poulenc (Péage de Roussillon) et d'autres entreprises non touchées par le problème de l'emploi comme Thomson (Gennevilliers) qui avaient invité les «Réo» à une vente de chaussures à la porte de leur usine il y a quelques semaines et qui entendaient témoigner sur la répression à l'œuvre dans le trust... Tous participèrent à la manifestation de soutien aux «Réo» le vendredi après-midi dans les rues de Fougères pour aller demander des comptes à Cointat, ainsi qu'à celle du lendemain qui se proposait d'aller chercher une réponse du même Cointat sur ses promesses de création d'emplois.

QUELLE COORDINATION ? QUELS OBJECTIFS ?

Quel type de coordination faut-il mettre en place ? Quels objectifs lui définir ? Notons que le débat sur cette question intervenait après la réunion des entreprises en lutte pour l'emploi dans l'usine Lip à Besançon le dimanche 6 avril et le rassemblement à l'initiative de la fédération HA.CUI.TEX. (auquel participaient également des délégations de Lip et Griffet) autour des travailleurs de Dreyfus à Barbières dans la Drôme la semaine suivante. S'agit-il de créer autant de coordinations «à la base» pour contraindre les structures syndicales à les prendre en mains et à les porter à un niveau supérieur, quitte à créer hors des instances syndicales des «structures parallèles» comme le secrétariat permanent de la coordination de Besançon, ou s'agit-il de porter ce débat et de réaliser ces coordinations dans le strict cadre des différentes instances de l'organisation syndicale comme cela se fait à l'intérieur de la fédération HA.CUI.TEX. ainsi que le rappelait Roger Toutain, son secrétaire général ? Le débat était lancé, même s'il s'appesantissait sur certaines difficultés techniques (comment faire pour pouvoir joindre toutes les entreprises quand on ne dispose pas des moyens techniques d'une fédération ou de tout autre instance syndicale ?), ou restait dans le flou d'un débat «sur les moyens».

D'autres questions apparaissent en filigrane : quelle place peuvent prendre les paysans et les autres couches populaires dans ces coordinations ? Comment élargir ces rassemblements aux entreprises qui n'y participent pas encore ? Sur ce dernier point les participants rappelaient la perspective de tenir en septembre ou octobre prochain un rassemblement des deux cents entreprises en lutte.

«LA GAUCHE AU POUVOIR ? ON SERA TOUJOURS LICENCIÉS !»

Autant de questions témoignant d'une recherche de débouchés à court terme et qui entrent en contradiction avec l'inaction ou l'opposition aux luttes d'ensemble qui sont devenues la règle dans les hautes sphères confédérales qui ont les yeux tournés vers l'horizon des législatives de 78. «La gauche au pouvoir ? Interrogeait Eugène Simon, responsable de la section CFDT de Réhault, ici, à Fougères, on sera toujours licenciés, on occupera notre boîte et rien ne se trouvera fondamentalement changé. Et il ajoutait, amorçant le bilan de ces deux journées : «Le travail fait par les camarades de Lip appelle des précisions. Cela nous semble intéressant mais encore isolé. Il faut aller plus loin. Ce qui semble important, c'est d'amener les structures syndicales à prendre en mains ce problème des coordinations. Cela aurait une efficacité certaine même si c'est un travail de plus longue haleine. Mais cela nous semble plus conséquent du point de vue des débouchés parce qu'il faut l'efficacité de la structure syndicale, en visant à ce qu'elle soit au service de la lutte des travailleurs».

S'il est apparu nettement que c'est autour des usines en lutte que doivent se faire les coordinations, le débat, tant sur la forme que sur le contenu de ces coordinations, reste ouvert.

Après Lip, après Barbières, ce week-end de réflexion et de débats chez les «Réo» pose de nouveaux jalons pour une coordination qui se renforce avec d'autres entreprises en lutte.

Julien LEBLOND

ideal-standard

L'EXPULSION PENDANT LES VACANCES, IL FAUT S'Y PREPARER

A un kilomètre de la gare de Melun, dans la région parisienne, vous prenez la rue Thibaud, vous passez sous le pont de chemin de fer, puis vous tournez à gauche. A trois cents mètres, en bordure de la voie ferrée, se trouve l'usine Ideal Standard occupée depuis onze mois, par les travailleurs qui s'opposent à la fermeture. A l'entrée, une banderole «Non au 750 licenciements», des affiches rouges «Le pouvoir veut faire pourrir notre lutte, soutenez les travailleurs d'Idéal Standard». La barrière automatique, derrière le portail fermé, ne s'est pas abaissée depuis neuf mois : tout en haut, à son extrémité, flotte un drapeau rouge, comme d'ailleurs sur l'immense bâtiment, où a été inscrit en lettres énormes à la chaux : «Idéal standard, solidarité». Dans les locaux du gardien, dans différents ateliers, les travailleurs jouent aux cartes, discutent, en accueillant d'autres.



Le groupe Idéal-Standard

Idéal Standard est une filiale de l'American Standard Compagny (USA). Ce trust emploie environ 60 000 travailleurs dans ses usines réparties dans 20 pays, dont 23 000 en Europe où il est au premier rang pour le sanitaire et le chauffage. La société française emploie 3500 travailleurs répartis dans 6 usines : Dôle, Autun, Aulnay-sous-bois, Argenteuil, Dammarie-les-Lys et Blanc Mesnil. Ses productions recouvrent 50 % du marché français de fonderie (chaudières et radiateurs).

L'accord SGF-De Dietrich

Le 22 septembre 1975, la société Ideal Standard est mise en règlement judiciaire. Un accord est conclu entre la Société Générale de Fonderie et De Dietrich, ce qui conduit au démantèlement de l'entreprise. Ce plan prévoit que deux usines seules seraient maintenues : Dôle et Autun. Au total, c'est plus de 2000 travailleurs qui sont menacés de licenciement. Ce projet ferait que seul le secteur sanitaire serait conservé.



Depuis quelques jours, le patronat tente de mettre en œuvre un nouveau moyen pour casser la lutte : suppression des allocations ASSÉDIC. En effet, depuis décembre, les travailleurs se sont inscrits au chômage pour être en mesure de tenir le coup financièrement. Ils nous le rappelleront encore avec force : « ce n'est pas que nous nous considérons comme chômeurs, non ! Notre objectif, c'est un emploi pour tous, sur place ».

Mais voilà que ces jours-ci, comme deux fois déjà, les travailleurs ont commencé à passer devant la commission paritaire, chargée trimestriellement « de voir si à Idéal-Standard, il y a une volonté de chercher du travail » !

Six travailleurs sont déjà passés : « Vous n'avez pas cherché de travail » leur a-t-on dit. Un exemple significatif est le cas de cet ouvrier se présentant à une entreprise et qui verra la direction lui refuser de lui fournir un papier prouvant qu'il était venu !

Ce problème des salaires est important : « C'est vrai que toucher 35 % au lieu de 90 %, pour ceux d'entre nous qui ont des gosses, c'est un problème ». D'ores et déjà, face à cette situation, il va falloir penser à trouver d'autres moyens. Toujours est-il que depuis quelques jours, un certain nombre de travailleurs qui avaient peu participé à la grève (espérant s'en sortir individuellement) reviennent à l'usine. Leurs camarades n'hésitent pas à leur faire des critiques mais surtout se servent de cette situation, pour leur montrer en quoi la lutte collective est nécessaire. Ce travail n'en est qu'à son début, mais doit porter ses fruits. « Si

on les rejette, que va-t-on devenir, tous seuls ? En les défendant, on se défend tous ».

La bourgeoisie aujourd'hui hésite à prononcer l'expulsion. Mais si le tribunal « n'a pas été favorable à cette décision », ce n'est pas un hasard. « Ils se sont rendus compte qu'on a autour de nous une force mobile, c'est-à-dire que les travailleurs des usines alentours sont prêts à tout instant à nous soutenir ». A la dernière séance du tribunal, des centaines de travailleurs étaient là... Alors la bourgeoisie a reculé... mais temporairement : « Cette tactique est à double tranchant. Elle va faire semblant de vouloir discuter. Après, comme ça risque de n'aboutir à rien, elle pourra dire : « On a montré une bonne volonté, maintenant l'expulsion se justifie ». A l'approche des vacances, comme dans un certain nombre d'usines occupées, ce problème de l'expulsion est réel. D'autant plus que le chantage « on organise pour vous des stages de formation professionnelles à condition que vous quittiez les locaux et que vous cédiez les stocks » a été repoussé catégoriquement. Ici, on est vigilant. Et le meilleur moyen de s'y préparer, c'est bien de mobiliser un maximum de travailleurs dès ces jours-ci. On s'y prépare : de multiples meetings vont être organisés aux portes des usines du Val-de-Marne, en juillet.

Il faut qu'Idéal-Standard redémarre, pour nous, mais aussi pour les autres : si on gagne, les patrons du Val-de-Marne réfléchiront par deux fois... Tu te rends compte de l'impact que ça aurait ! « En luttant, on aide ceux qui vont devoir le faire bientôt ».

APRES LE RALLYE DES BRADES : "LES GARS N'EN ONT PAS VU L'INTERET"



La section CGT d'Idéal Standard est une de celles qui a participé au «Rallye des brades», organisé par la confédération CGT, il y a quelques semaines. A coup sûr, ce rallye n'a pas soulevé l'enthousiasme. Les sept travailleurs qui y ont été, ont eu du mal, nous diront-ils «à faire comprendre, de retour à l'usine, l'intérêt de cette initiative».

La discussion que nous aurons, montrera que de nombreuses questions, des doutes commencent à surgir sur «l'efficacité» proclamée, les buts de ce rassemblement, ainsi que sur l'attitude des dirigeants des confédérations CFDT et CGT ces derniers mois, ceci y compris chez les militants du P«C»F.

Nous ferons remarquer que ce rallye a surtout été une tribune créée par le P«C»F pour faire valoir son projet de capitalisme, une exposition commerciale itinérante. Mais ici, non, on ne peut admettre que ce soit le projet du PCF ! Cette exposition, pour eux, avait une autre signification : «Je te donne pleinement raison, ça faisait vraiment exposition-vente. Mais c'était surtout fait pour permettre aux gens de discuter avec nous. C'est important qu'ils sachent ce qu'on fabrique». Le souci de ces militants ce n'est pas, selon toute vraisemblance, la «bonne santé» de l'économie capitaliste, sa rentabilité. «Nous défendons les secteurs nécessaires au pays, mais c'est pour défendre notre emploi. Si tu brades un secteur, tu supprimes des emplois, c'est logique !»

«Le syndic nous a dit : «Vous savez, ne vous faites pas d'illusions, les radiateurs... Mais on est prêt à faire autre chose. Pour nous, ce n'est pas un préalable. Le préalable, c'est l'emploi pour tous, à condition en plus qu'on garde tous nos avantages».

L'AGRESSION CONTRE LES TRAVAILLEURS DU PARISIEN LIBÉRÉ : POURQUOI N'Y A-T-IL PAS EU DE RIPOSTE ?

Les quelques travailleurs de l'usine qui ont participé au rallye, l'ont fait, en croyant y trouver des perspectives. C'est clair, mais disent-ils : «Il faut être honnête, c'est sûr que pour nous, cela n'a rien changé».

En fait, chez ces travailleurs, on voit qu'existent des interrogations : «C'est vrai qu'il n'y a pas eu de débat. Les discussions que nous avons eues, ont été de notre fait». Le désir de coordonner leur lutte avec d'autres était présent : la délégation de l'usine a pris des contacts avec les travailleurs d'Imro, à Rouen, d'Ottawa «parce qu'ils ont des formes de lutte intéressantes». Sans en tirer encore toutes les conséquences, les militants du PCF et les travailleurs ici prennent conscience que leur volonté de riposte unifiée face à la répression par exemple, n'a pas été prise en compte par les confédérations. «Les confédérations travaillent en bureaucratie. Ils ne nous ont jamais demandé notre avis sur le rallye», mais

surtout, ils disent «par exemple, comment se fait-il qu'on n'a pas pu répondre à l'attaque contre les travailleurs du Parisien Libéré à Melun, dernièrement ? On le regrette».

«NOUS SOMMES POUR L'UNIFICATION DES LUTTES»

Mais quelles conclusions en tire-t-on ici ?

Faut-il tout faire pour pousser les confédérations à déclencher ce mouvement ou faut-il construire un rassemblement autonome par rapport aux directions réformistes et révisionnistes des confédérations ? Que pensent ces militants des différentes rencontres des boîtes en lutte qui ont eu lieu ces derniers mois ?

Un militant du P«C»F dira : «Les coordinations des luttes, nous sommes pour, il faut bien insister là-dessus, mais elles doivent se faire dans le cadre de l'organisation syndicale, sinon, c'est la négation de l'organisation syndicale. Il doit y avoir des discussions. De là, chaque section peut envoyer un représentant».

Mais là, le débat s'anime : un autre travailleur rétorquera qu'avant il fallait tirer le bilan : «Oui, mais ce qui est malheureux, c'est que depuis un an, il n'y a eu aucun effort de fait de la part de la CGT, pour rassembler les boîtes en lutte». Et parlant des réformistes de la CFDT : «J'ai été l'autre jour à une réunion où il y avait un type de la Confédération CFDT. Nous lui avons posé la question : «Pourquoi avez-vous condamné la coordination à Lip ? Il n'a rien répondu».

«Et Caron Ozanne, qu'a fait la direction CFDT pour le faire savoir ? Ça été fait uniquement par les sections Griffet et Lip».

«CE QUI NOUS A DÉTERMINÉS, CE N'EST PAS L'ÉTIQUETTE SYNDICALE»

Un militant du PCF tentera de trouver des justificatifs, mais sans être convaincu lui-même.

En fait, l'idée de construire aujourd'hui un rassemblement autonome face aux directions syndicales fait son chemin, même si cela n'en est qu'à son début. La meilleure preuve ? Chez ces militants du P«C»F, à Idéal Standard, on voit qu'entre «la discipline à l'organisation syndicale» et le désir de mener la lutte tout de suite, de les unifier, le second l'emporte. Face à la tactique des confédérations CGT et CFDT, ils commencent à tirer des conséquences. Ainsi, une délégation a été envoyée à la journée «portes ouvertes» des Griffet et le désir de faire l'unité entre sections syndicales pour la lutte est présente. «A Griffet, la CFDT est majoritaire : pourtant on y a été parce que ce qui nous a déterminés, ce n'est pas l'étiquette syndicale, mais le fait que c'étaient des travailleurs en lutte pour l'emploi». Enfin, ce désir de coordonner les actions sans attendre est confirmé quand ces travailleurs nous diront : «Nous avons décidé de tirer notre journal à Caron Ozanne. On n'a pas choisi n'importe quelle imprimerie. Là, ça a permis le contact».

A Idéal Standard, aussi, le désir d'engager la lutte de suite, de les unifier, sans attendre les prochaines échéances électorales est fort. Comme ils l'ont déjà fait en allant à Griffet, comme ils veulent le faire en juillet en organisant des meetings aux portes des usines du Val de Marne, les travailleurs d'Idéal Standard sont bien décidés à prendre des initiatives dans ce sens.

LUTTES OUVRIÈRES

RHÔNE-POULENC
(PÉAGE DE ROUSSILLON)

421 licenciements annoncés

OÙ ALLER QUAND ON A 47 ANS ?

De notre bureau régional de presse de Lyon

Péage de Roussillon, petite ville de la vallée du Rhône dont toute l'activité est liée aux deux usines Rhône-Poulenc : la chimie et le textile (acétate). A l'usine de textile, l'embauche est arrêtée depuis dix ans, puis quand la crise du textile et les plans de liquidation patronaux ne sont précisés dès la fin 75, le chômage partiel est apparu, et en mars 76 la direction de Rhône Poulenc a annoncé 515 licenciements, et la fermeture de l'usine, avant la fin de l'année.

La fermeture et 515 emplois suppri-

més, cela veut dire la mort lente de Péage et de nombreuses communes aux alentours, car Rhône Poulenc est la seule industrie de la région, cela veut dire le chômage pour la plupart des licenciés : à quarante sept ans (moyenne d'âge des travailleurs de l'usine), on ne se reclasse pas facilement et les rares mutations que pourrait proposer Rhône Poulenc sont bidon puisque le trust se prépare à licencier dans toutes ses usines. A quarante sept ans, on ne quitte pas non plus sa région où l'on a sa famille, ses amis, sa maison...

DÈS L'ANNONCE DES LICENCIEMENTS

A l'annonce des licenciements au cours d'un comité d'entreprise extraordinaire, la mobilisation des travailleurs a été immédiate. Lachaussée, envoyé de la direction a été séquestré dans l'usine pendant toute la journée par les travailleurs qui le sommaient de s'expliquer. La combativité des travailleurs de Péage s'était déjà manifestée dans la lutte contre les mi-temps un mois auparavant : quatre-vingt neuf femmes que la direction voulait mettre à mi-temps avaient imposé leur réemploi à plein temps !

De plus, les travailleurs avaient en tête les expériences d'Arcq, d'Isieux et de la CTA de Vaulx-en-Velin où RPT a réussi à liquider ses usines. Dans cette usine de Péage où le taux de syndicali-

sation est élevé, où l'opposition des travailleurs au projet de liquidation s'est fait vigoureusement sentir, où en sommes-nous aujourd'hui, quatre mois après l'annonce de la fermeture ? Les travailleurs des cités Rhône Poulenc interrogés en mars 76 affirmaient leur volonté de « vivre et travailler au pays » et disaient qu'il fallait « intensifier l'action ». Les mouvements de grève et d'occupation revenaient comme des possibilités d'action. On rencontrait l'idée qu'une action commune à tout le trust était la seule solution pour faire céder Renaud Gillet. C'était aussi l'analyse de la CFDT-RP qui a proposé une grève sur le tas reconductible sur tout Rhône Poulenc Textile, pour renverser le rapport de force et rompre l'isolement des boîtes menacées.



LA POLITIQUE DE HARCÈLEMENT DE LA CGT

Quelle a été la riposte de la direction de la CGT, majoritaire ? Tout d'abord elle a proposé un vote consultatif sur la grève dans les autres usines, ce qui a fait trainer les choses. Elle a refusé d'ailleurs d'organiser le vote à Péage, usine la plus touchée, qui pouvait entraîner les autres dans l'action. Pendant ce temps, les actions de popularisation et de harcèlement largement suivies se sont multipliées à Péage : manifestations dans la ville, journées d'action sur Rhône Poulenc, blocage de l'autoroute A 7, blocage de trains, débrayages nombreux. Toutes

ces actions largement suivies par les travailleurs de Péage ont montré leur mobilisation. L'affluence à la journée « ville morte » du 21 mars à Péage a montré l'écho que suscite la lutte de Péage dans toutes les couches populaires de la région.

Mais la lutte n'a pas franchi le pas au-delà des actions de popularisation. Le P(C)F à la tête de la CGT a préféré s'en tenir aux actions de harcèlement en proposant la nationalisation de Rhône Poulenc pour faire patienter les travailleurs jusqu'en 78.

EMPÊCHER LES 421 LICENCIEMENTS

La CFDT s'estimant trop minoritaire s'est inclinée. Récemment la CFDT de Péage diffusait un tract où elle disait : « Nous avons fait une analyse critique des actions menées. Elles ont eu une certaine efficacité, la direction a dû en tenir compte. Mais elles sont insuffisantes pour faire reculer Rhône Poulenc. Nous avons fait des propositions d'action plus dures à la CGT. Il nous semble urgent de les mettre en œuvre. Il nous semble inopportun de privilégier le mot d'ordre de nationalisation car d'ici là, nous serons tous licenciés ». L'opération de la CTA de Vaulx en Velin il y a un an où le P(C)F dans la CGT

avait réussi à désamorcer la lutte contre les licenciements risque de se renouveler : il y a quelques jours, Rhône Poulenc a demandé la confirmation de 421 licenciements à l'inspection du travail.

Aujourd'hui, l'échéance de la lutte se rapproche. Pour les travailleurs, le choix se précise entre la logique de capitulation et d'attente de 78 prônée par le P(C)F, et l'autre voie : celle de la lutte offensive qui s'appuie sur la combativité maintes fois démontrée des travailleurs de Péage.





Manifestations, visites éclair à la mairie, occupation du bateau d'Alain Colas... 18 mois de lutte sans relâche Les «Griffet» vont à Lip, à Fougères...

Il y a dix-huit mois... Griffet à Marseille dépose le bilan. L'usine est occupée.



Génoyer, homme politique régional, propose de reprendre l'usine, six mois avant les élections municipales.

«J'espère que le personnel, hommes et femmes de Griffet, se défoncera pour prouver que Griffet a sa place parmi les premières constructions de grues...» !



Les travailleurs restent vigilants... PAS UN SEUL LICENCIEMENT !

**18 MOIS
DE LUTTE
POUR L'EMPLOI**

**GRIFFET
VIVRA !**



Les «Griffet» bloquent le pont Galliéni à Lyon

LUTTES OUVRIÈRES

SEP (Bordeaux),
après la réintégration de 3 délégués.

"passons à la seconde étape maintenant"

La S.E.P. (Société Européenne de Propulsion) a été constituée par Debré, alors ministre des armées, en octobre 69, par la fusion de la SEPR (Société d'Etude de la Propulsion par Réaction) et la division «engins espace» de la SNECMA.

Dans les années suivantes, on assistera au regroupement accéléré des moyens industriels de propulsion par réaction. Le LRBA (Laboratoire de Recherches Balistiques et Aéronautiques) établissement girondin d'Etat viendra s'ajouter à cet ensemble.

La S.E.P. emploie 1 400 personnes dans ses trois centres bordelais. L'Etat a une participation majoritaire et est le principal client (90 % du plan de charge).

Les deux plus gros centres se trouvent à Bordeaux et à Vernon. A Bordeaux sont réalisés et essayés les propulseurs à poudre destinés aux vecteurs de la force de dissuasion. A Vernon sont faits les moteurs destinés au lanceur de satellite Ariane dans le cadre du programme européen.

ON RECHERCHE LES Responsables du dernier LICENCIEMENT de la **SEP**

(Société Européenne de Propulsion)



235 212



561 2137

**C'est ça la nouvelle
réforme de l'entreprise**
Inter Syndicale CFDT-FO-CGT
de la S.E.P. les 5 Chemins LE HAILLAN (97.05.46)

Affiche

Dès 18 heures, les portes s'ouvrent. Dans le hall d'entrée de la salle des fêtes du Grand Parc à Bordeaux, accrochés aux murs, aux fenêtres, des banderoles, des panneaux : « Contre la répression, coordonnons et unifions nos luttes », « Halte à la répression à la SEP ». 18 h. 15 : des centaines de personnes arrivent, discutent dans le hall. Nous sommes aux « 6 heures pour la SEP », gala-débat organisé par la section syndicale CFDT de la SEP. Cette initiative rentrait dans le cadre de la riposte à 5 licenciements répressifs, eux-mêmes consécutifs à une lutte de quatre semaines contre le licenciement d'un travailleur de cette usine. Au total, près de 1 500 personnes assisteront à ce meeting.

C'est au mois d'avril qu'un travailleur, jusqu'ici non syndiqué, rejoint la section CFDT et met en lumière les conditions de travail qui règnent dans son atelier. Depuis 9 mois, sous l'effet d'un règlement très particulier, non soumis au Comité d'Entreprise, les travailleurs de cet atelier doivent manger sur leur lieu de travail dans une ambiance de carbone et d'amiante. Pendant très longtemps, le CHS ne pourra y pénétrer. Aussitôt, la répression s'abat sur ce travailleur qui sera licencié sous prétexte « qu'il aurait mal interprété certaines consignes » !

Ce sera la riposte immédiate, longue : 4 semaines.

UN CONFLIT PRESQUE UNIQUE DANS SON GENRE

« Un conflit presque unique dans son genre » diront les délégués, « qui remettait en cause l'autorité du patron », une lutte possible grâce au travail d'explications de la section CFDT qui saura montrer, sur la base de l'expérience des travailleurs que, sans faire échec à la répression, aucune lutte n'était plus possible.

Ce sera une lutte riche aussi dans la mesure où la section CFDT saura, dans une certaine mesure et avec succès, déjouer patiemment les manœuvres des révisionnistes de la direction CGT qui seront de deux sortes : d'une part, tenter de récupérer la lutte, puis ne pas la soutenir sous prétexte que « la lutte n'était pas possible » pour finalement la saboter ouvertement, par le lacérage des affiches de soutien. Par deux fois, les travailleurs rejeteront les révisionnistes, sur la base de l'expérience qu'ils pourront avoir de leur « soutien ». Par la suite, cette expérience servira.

Mais la lutte échouera et 20 militants CFDT seront réprimés (5 licenciements).

POUR LES CAPITALISTES DE LA MÉTALLURGIE BORDELAISE : « UNE SECTION SYNDICALE QU'IL FAUT ABATTRE ! »

L'ampleur de cette répression (un des cas les plus importants de ces derniers mois) s'explique. Elle a un enjeu considérable, non seulement pour la direction de la SEP, mais bien pour tous les capitalistes de la métallurgie bordelaise dans la mesure où les militants de cette section ont aussi dirigés du syndicat de la métallurgie bordelaise et aussi, pour certains d'entre eux, de l'UD-CFDT. Il

s'agit de démanteler de fond en comble une section syndicale qui a su reprendre à son compte tous les acquis essentiels des luttes de ces dernières années : pratique des assemblées générales, des comités de grève, association des non-syndiqués aux négociations, refus de négocier à froid, etc. Enjeu considérable puisqu'il s'agit de détruire une section qui, alors que depuis un an toutes les luttes se brisent contre la répression, a engagé la lutte contre celle-ci, montrant la voie. Cette lutte a eu ses limites, certes, mais elle est riche d'enseignements.

Et une des leçons essentielles que vont apprendre les travailleurs de la SEP, c'est que, pour la bourgeoisie, réprimer a un enjeu autrement plus important qu'ils ne l'avaient imaginé ! En conséquence, « Il n'est pas possible de mener la lutte usine par usine ». « Porter la lutte à l'extérieur » tel sera le mot d'ordre alors.

Un comité de soutien se créera : un des acquis, non des moindres, de celui-ci, c'est que les travailleurs de la SEP, sur la base de leur expérience, sauront isoler ceux qui reviennent à la charge pour tenter de repousser la mobilisation aux calendes grecques, ceux qui diront « Pas de lutte possible sans soutien des confédérations syndicales ». On peut dire que le point de vue selon lequel il est nécessaire d'engager de suite la lutte, sans pour cela s'en remettre aux confédérations l'a emporté. Et c'est bien parce que ce point de vue l'a emporté que la mobilisation a pu s'engager !

Aujourd'hui, bien sûr, la mobilisation ne saurait en rester là. Après les « six heures pour la SEP », certains délégués CFDT, ainsi que plusieurs travailleurs CFDT et CGT feront à juste titre remarquer que le comité de soutien doit être beaucoup plus un lieu de débat, permettant que chacun s'exprime et qu'ainsi surgissent toutes les propositions d'action.

Les « six heures pour la SEP », ses 1 500 participants, leur attention, pendant le meeting est un fait très positif. Jamais la salle des fêtes du Grand Parc à Bordeaux n'avait été aussi pleine ! La question aujourd'hui est bien comment avancer, que faire après ce meeting ? Il est certain que de nombreux participants (militants syndicaux de la SIEMENS, étudiants - dont certains ont participé à plusieurs manifestations) présents au meeting, attendent qu'on leur offre des perspectives et qu'ils sont prêts à se mobiliser. En mobiliser d'autres, c'est déjà s'appuyer sur eux. Mais pour cela, il s'agit d'accorder toute son attention à trouver de nouvelles initiatives qui, il est vrai, ont fait défaut, il y a quelques jours.

Il est sûr, d'autre part, que la participation des travailleurs au gala a été modeste, eu égard notamment aux 2 000 manifestants aux côtés de ceux de la SEP, il y a quelques semaines, dans les rues de Bordeaux. Il s'agit donc, beaucoup d'interventions le souligneront, d'accorder plus d'importance à expliquer sur la ville en quoi cette lutte concerne tous les travailleurs. Aujourd'hui, 3 militants sont réintégrés. Les premières initiatives, si elles sont loin d'avoir été la cause unique de ces réintégrations, les ont à coup sûr, accélérées. Sur ce premier acquis, il est maintenant possible d'aller de l'avant si l'on s'attache à résoudre ces différentes questions.

LA FRANCE À L'HEURE DE LA «SOCIÉTÉ LIBÉRALE AVANCÉE»

CAEN

- En mai, intervention des flics contre l'imprimerie Caron-Ozanne occupée.

TRÉLAZÉ (Maine-et-Loire)

- la femme d'un carrier au tribunal pour «propos injurieux» envers un médecin des ardoisières.

REDON

- Après une agression policière contre une manifestation contre les licenciements à l'usine Garnier, 23 ouvriers condamnés à 6 mois avec sursis et 10 000 F d'amende et un autre à 4 mois ferme (juin).

QUIMPER

- 9 militants paysans de la Fédération Générale Agricole condamnés à la prison pour soutien à des ouvriers en grève (mai).

FOUGÈRES

- Le syndic porte plainte contre les ventes de chaussures (Réhault).

VILLEDIEU-LES-POËLES (Manche)

- Claudel : 4 délégués licenciés après une grève.

CORLAY (Côtes-du-Nord)

- La Chaillotine : les chauffeurs traduits en justice ; relaxés, le patron les licencie de nouveau.

COUËRON (Loire-Atlantique)

- 12 femmes de grévistes devant le tribunal pour avoir soutenu leurs maris en grève à Tréfimétaux.

LA ROCHELLE

- Avril : 20 délégués en référés, les flics chargent la manifestation de soutien ;
- en mai, nouvelle intervention des flics à la CIT-Alcatel.

BORDEAUX

- A la SEP, licenciement de 5 ouvriers dont 3 délégués et dernier avertissement avant licenciement contre 15 autres dont 12 délégués, après une grève pour la réintégration d'un ouvrier.

LIMOGES

- Legrand : action en dommages et intérêts contre la CGT.

CHÂTEAUROUX

- 23 délégués de la SNIAS en référé.

TONNERRE (Yonne)

- Licenciement d'un délégué CGT en avril.

LILLE

- En avril, intervention des CRS contre les piquets des éboueurs.

AMIENS

- Georges : un travailleur licencié à la suite d'une grève.

FORBACH

- Le patron attaque quatre militants de la Clinique St-François pour distribution de tracts.

LAVELINE (Vosges)

- Filature de La Vologne, en mai : 4 ouvriers condamnés à des peines de prison pour piquet de grève. En juin, 10 nouveaux travailleurs poursuivis pour «atteinte à la liberté du travail».

DIJON

- Licenciement de 23 travailleurs de Bourgogne-Electronique, dont 8 délégués, après une grève victorieuse ; 15 travailleurs devant le tribunal pour séquestration (juin).

MONTLUEL (Ain) : Compresseurs frigorifiques.

- Menaces de licenciements contre 175 travailleurs pour «entrave à la liberté du travail».

MANDEURE (Doubs)

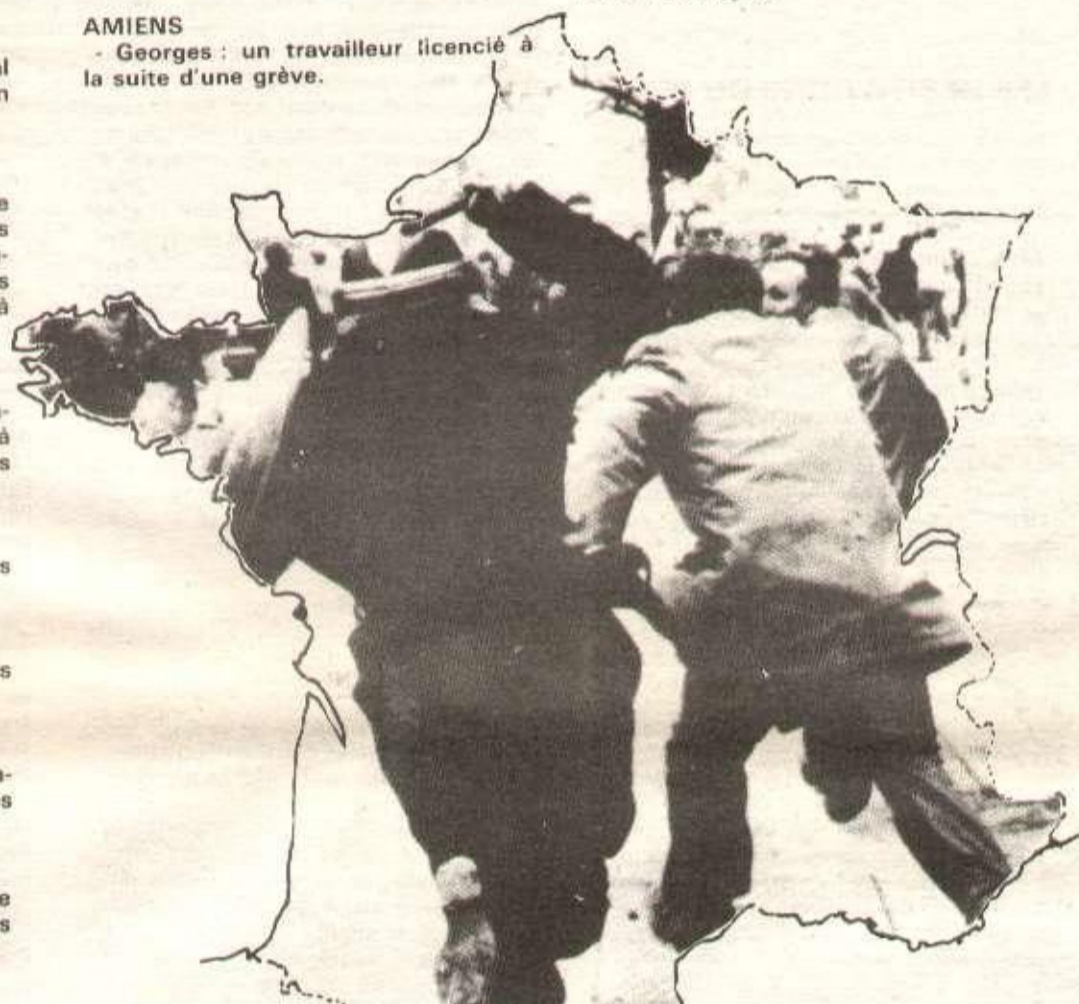
- Délégués licenciés après une grève des 5 000 travailleurs des cycles Peugeot.

BESANÇON

- Licenciements en janvier
- d'un délégué CFDT de l'usine Miserey ;
- d'employés CFDT dans les centres d'éducation spécialisée de Rougemont et d'Etalans.
- d'un ouvrier CFDT d'Unimel ;
- d'ouvriers de Weil (confection).
- En avril, chez Bourgeois : plainte contre quatre militants pour «séquestration».

GARCHES (Hauts-de-Seine)

- intervention en mai des flics contre les élèves-infirmières et les travailleurs hospitaliers.



LYON

- Interventions des flics et de l'armée à Monin-Ordures, Caluire-Légumes.
- A la SNAV, licenciement de 9 travailleurs dont un délégué après une grève de secteur.
- A Paris-Rhône, Durafour autorise le licenciement de quatre délégués.

VILLEURBANNE

- En juin, délégués CGT et CFDT d'Amtec-France en référé.

MARSEILLE

- licenciement d'un délégué CFDT du Centre Régional de l'Enfance et de l'Adolescence Inadaptée (janvier).
- intervention des flics à Descours & Cabaud.
- Intervention de l'armée lors des grèves des éboueurs.

REGION PARISIENNE

1°) Interventions policières :
- Avril : - expulsions de 18 délégués des foyers Sonacotra ;
- Intervention des flics à Paris-Brune.
- Mai : - Blanchisserie de Grenelle : intervention des flics et des nervis avec chiens.
- Juin : - agression des flics contre les ouvriers du Parisien Libéré en «rodéo» à Melun ; un travailleur hospitalisé, quatre gardés à vue.
- BNP (Gambetta) : intervention des CRS contre les grévistes ;
- FTB-St Denis : évacuation par la police des grévistes.
2°) Répression devant les tribunaux :
- Avril : Olida, les délégués CGT et CFDT passent au tribunal.
- Mai : Inno-Montparnasse, deux militantes CFDT agressées par les flics et trainées devant le tribunal pour avoir soutenu la lutte des employés du magasin.
- Juin : - Danzas transports : les délégués au tribunal, ainsi que 150 travailleurs.
- Parisien Libéré : pour participation à un rodéo, deux ouvriers condamnés : prison avec sursis, 6 000 F d'amende, 2 500 F de dommages et intérêts.

Avec la conclusion, le 28 juin, de «l'accord national sur les municipales», le PCF prétend afficher, en cette fin d'année, un certain optimisme. L'union de la gauche se serait renforcée. Et selon Paul Laurent même «l'accord est une victoire de la politique d'union» du PCF.

En fait, la situation réelle du PCF, notamment dans le cadre de l'union de la gauche, est bien moins assurée.

Si l'on examine l'évolution tactique du PCF, depuis la rentrée de septembre 1975, on observe un glissement et finalement un virage.

À la suite du XXI^e Congrès (automne 1974) face aux inquiétudes suscitées par la montée électorale du PS après la candidature de Mitterrand, il s'agirait de consolider ses positions dans la classe ouvrière, de se prémunir contre les tentatives de pénétration du PS par le canal de la CFDT : en se proclamant parti de la classe ouvrière, voire parti révolutionnaire, en parlant très fort de socialisme, en attaquant le PS pour ses tendances à la collaboration de classe. Des moyens étaient mis en œuvre pour essayer de renforcer et de multiplier les cellules d'entreprise du PCF : nombre de militants cégétistes devaient désormais se consacrer principalement à assurer l'implantation révisionniste.

Dans une situation où le chantage à la crise pesait lourdement encore sur la classe ouvrière, cette manœuvre en trompe-l'œil a pu ne pas se heurter à de trop graves contradictions : à partir de luttes dispersées, qu'il avait les moyens de circonscire et de contrôler, le PCF a réussi, sans prendre de risques, à se mettre en avant, à accréditer, dans une certaine mesure, cette image «dure» qu'il voulait se donner.



LES HÉSITATIONS DU PCF

Mais, au fur et à mesure que la situation changeait, que la politique de crise était plus largement remise en cause (dès le début de l'offensive ouvrière du printemps-été 1975), un choix s'imposait.

Fallait-il poursuivre plus avant ? Prendre appui sur des mouvements de lutte, au besoin en aidant à les déclencher, pour modifier le rapport de forces avec le PS, monnayer, dans le cadre de l'union de la gauche, l'emprise et le contrôle du PCF sur des mouvements de masse importants ?

Pendant toute une période, il y a eu, semble-t-il, hésitations. Par le biais de la CGT, les révisionnistes se sont livrés, à travers diverses journées d'action, par branches, par régions, à une série de tests : à la fois du niveau de combativité des travailleurs, et de leur propre capacité à contrôler éventuellement des mouvements d'ampleur.

L'épisode le plus significatif en ce sens, a été la grève des cheminots : une série de directives contradictoires semble avoir marqué les hésitations mêmes des états-majors révisionnistes.

De fait, le PCF a finalement renoncé, selon toute apparence, à cette perspective : d'une part, la possibilité de mouvements d'ampleur ne semblait pas mûre, du fait d'ailleurs en particulier de la défiance vis-à-vis des directions syndicales qui seraient amenées à en prendre la tête. Mais aussi parce que les révisionnistes n'étaient pas sûrs de pouvoir les contrôler de part en part.

On l'a vu, dès la fin 1975, le refus de la CGT de riposter à l'attaque de Chirac contre les libertés syndicales, sous couvert de «complot contre l'armée» a suscité, au sein même de la CGT, des contradictions souvent vives. Face au renforcement important de la politique répressive, toute lutte et, à plus forte raison, toute lutte d'ampleur vient à poser la question de la défense et de l'extension des libertés démocratiques, à déboucher plus nettement sur un affrontement avec l'appareil répressif bourgeois.

Or sur ce terrain, les révisionnistes se doivent de contrôler de très près les luttes : l'Etat bourgeois, la dictature de la bourgeoisie ne doivent pas être remis en cause. Il s'agit seulement pour eux, de défendre leurs libertés, c'est-à-dire d'obtenir un élargissement, dans le cadre de la démocratie bourgeoise, des possibilités d'expression et de publicité du parti révisionniste.

OU VA LE P" C" F?

C'est vers la fin du premier trimestre, à la suite d'ailleurs du XXII^e congrès, que le choix semble être fait. En censurant... Séguin en personne, «L'Humanité» nous signale alors, par omission, assez nettement l'orientation qui est prise. Séguin avait proféré une nouvelle petite phrase, une de ces rodromontades dont il est spécialiste et que toute la presse bourgeoise avait aussitôt reprise. Il avait déclaré : «Les printemps se suivent et ne se ressemblent pas et celui qui commence pourrait bien être l'automne du pouvoir». Toute la presse bourgeoise reproduit cette déclaration... sauf «l'Humanité».

LA PROXIMITÉ DES ÉCHÉANCES ÉLECTORALES

Pourquoi cette orientation ?

En définitive, c'est la proximité des échéances électorales qui, dans la situation présente, a déterminé cet infléchissement.

D'une part, les luttes importantes tardaient trop à se déclencher : elles risquaient alors, de survenir trop près des élections municipales de 1977 et surtout des législatives de 78. D'autre part, plus elles tardaient, moins elles donnaient de garanties de pouvoir être suffisamment encadrées et contrôlées par les révisionnistes.

Or ils semblent avoir tiré les leçons de mai 68 : la plupart des couches petites bourgeoises, décisives pour faire ou défaire les majorités électorales, ont un réflexe de défense et se replient vers les partis bourgeois conservateurs, quand il s'agit de voter «à chaud», à la suite de, ou peu de temps après un mouvement important de la classe ouvrière, qui suscite ses inquiétudes.

Ainsi, ce qui est apparu progressivement au premier plan, dans la politique du PCF, ce sont ses tentatives pour élargir son audience dans les couches petites et moyennes bourgeoises.

Le XXII^e congrès a, bien sûr, marqué nettement cette volonté. En renonçant publiquement au mot même de dictature du prolétariat, Marchais entendait, avec éclat, donner à ces couches un gage explicite, une assurance formelle que le projet de société du PCF ne répondrait en rien aux exigences fondamentales de la classe ouvrière, mais préserverait au contraire les privilèges, les positions acquises de ces couches dans la société impérialiste. Supprimer le geste du poing levé, c'était abolir le symbole même de l'énergie révolutionnaire du prolétariat - de ce qui inquiète donc en permanence tous ceux qui ont partie liée avec l'ordre bourgeois.

Toute l'atmosphère du XXII^e congrès visait à mettre à l'aise ces couches, à leur donner une image «moderniste» d'un PCF définitivement débarrassé de tout vestige de son passé révolutionnaire, pourtant très lointain et depuis longtemps renié.

DE NOUVEAUX RAPPORTS AVEC L'URSS

Dans le même sens, le PCF a sensiblement accusé ses distances vis-à-vis de l'URSS : des simples remontrances sur l'attitude trop favorable de Moscou à l'égard du gouvernement Giscard, on est passé en décembre, à des questions posées à l'URSS sur l'existence de camps de concentration et d'asiles psychiatriques «spéciaux» et à la demande publique de libérer Pliouchtch. Désormais, le PCF laisse plus clairement entendre que les libertés démocratiques n'existent pas en URSS. C'est là une concession importante aux couches petites-bourgeoises qui justifient leur crainte de la dictature du prolétariat, en l'assimilant à la dictature fasciste et reprochent sans cesse au PCF de garder des liens trop étroits avec l'URSS. Le rapprochement avec le parti révisionniste italien, réputé pour son «indépendance» vis-à-vis du PCUS, a été mené et valorisé publiquement pour les mêmes raisons.

On peut s'attendre d'ailleurs, à plus ou moins long terme, à de nouveaux désaveux (hypocrites) du PCF vis-à-vis de l'URSS : un jour ou l'autre, il en viendra à reconnaître la crise économique qui sévit en URSS et dans les pays sous sa coupe et même qui sait, à mettre en question certains de ses aspects impérialistes. Mais sans renoncer à faire croire que le capitalisme d'Etat en URSS, c'est quand même du socialisme.

La révision en cours de l'attitude du PCF vis-à-vis de l'armement nucléaire dont il est à présent partisan, renforce cette image d'un parti national, indépendant des exigences de la politique extérieure de l'URSS.

Si Marchais, dans son récent discours de Lyon, tend la main aux chrétiens (et d'abord à la hiérarchie catholique), c'est non seulement pour élargir sa sphère électorale mais aussi pour souligner que le PCF a bien renié le marxisme-léninisme en tant qu'idéologie de classe et que le révisionnisme fait bon ménage avec les anciennes formes de l'idéologie réactionnaire. Voilà de quoi rassurer encore tous ceux qui trouvent dans l'appareil religieux une garantie du maintien de l'ordre bourgeois.



POSITION DE FAIBLESSE VIS-A-VIS DU PS

Pourtant, on ne peut pas dire que le PCF tire, dans l'immédiat, les bénéfices électoraux de son orientation prédominante.

Un certain nombre de tests l'ont montré : les cantonales qui ont avant tout, confirmé les progrès électoraux du PS. Mais tout particulièrement l'élection partielle de Tours : là, le PCF avait nettement mis en pratique son XXII^e congrès. Il avait adopté pour sigle de sa campagne le point vert du «cadre de vie», mis au rancart le candidat d'origine ouvrière qui le représentait depuis des années et lancé un intellectuel écologiste. L'échec a été cuisant : même pas une stagnation, un recul par rapport aux consultations précédentes, y compris celle de 1968 pourtant bien défavorable au PCF.

À l'évidence, malgré tant d'efforts, c'est le parti socialiste qui continue à recueillir l'essentiel des suffrages des couches petites-bourgeoises qui éprouvent un certain malaise dans le cadre de la crise, et cherchent des changements qui ne remettent nullement en cause le fonctionnement d'ensemble du système capitaliste, les rapports bourgeois de cette société. De ce point de vue, le parti de Mitterrand, par son passé de parti bourgeois, par les opposi-

organes de presse de déformer la vérité. Leur crime : avoir dit que le PCF avait plié devant le PS. C'est une manière comme une autre de fermer la bouche aux militants qui posaient des questions et pensaient qu'il s'agissait effectivement d'un nouveau recul : victimes de l'intoxication radio-phonique, ils n'ont plus qu'à faire amende honorable.

UNE RENTRÉE DIFFICILE POUR LE PCF

Mais, les contradictions les plus graves qui vont affaiblir le PCF et prendre de l'ampleur à la rentrée, il les rencontre avec des militants ouvriers ou des ouvriers qu'il influence.

Un des faits significatifs à cet égard est l'accord tout récemment signé entre le syndicat patronal de la presse parisienne et le comité inter-syndical du livre. «Une grande victoire» selon Krasucki. Grande victoire qui consiste à avaliser tout simplement, les réductions d'effectifs (sous forme de «départs volontaires», retraites anticipées, mutations en province et autres moyens), exigés par les patrons de l'imprimerie pour les besoins d'une vaste restructuration.

Ainsi, l'issue qui est proposée aux travailleurs du *Parisien Libéré* qui luttent depuis des mois, c'est tout simplement qu'Amaury signe cet accord... et puisse aussi procéder, avec la bénédiction syndicale, à la réduction d'effectifs qu'il a déjà opérée.

tions feutrées, courtoises et visiblement solubles sans trop de heurts avec les partis au pouvoir, offre encore beaucoup plus de garantie et rassure bien davantage que le PCF.

Mais, dans la période, le PCF n'a pas d'autre choix que de disputer à bras armés à son rival un même gibier électoral tout en sachant qu'il n'est pas dans la meilleure position. Au lendemain des cantonales, Piquet se lamentait et protestait : «30 % des électeurs socialistes n'ont pas voté pour le PCF au second tour», mais comment y remédier.

Pour la préparation des prochaines municipales, le PCF, après avoir posé un certain nombre d'exigences, fait mine d'avoir obtenu un succès avec «l'accord national». De fait, le PS a bien accepté de signer un accord de principe préconisant «le meilleur accord possible d'union de la gauche dès le premier tour de scrutin dans toutes les communes». Mais cet accord dit national, devra se négocier commune par commune, au plan local, et là, les notables du PS sauront préserver le maintien de leurs maffias municipales !

À l'intérieur du PCF, parmi la masse même des militants qui restent enserrés dans l'électoralisme et n'ont pas d'autre horizon, cette position de faiblesse vis-à-vis du PS, les concessions successives inquiètent et suscitent des remous. Beaucoup acceptent mal que le PCF serve de marche-pied, de force d'appoint au PS qui retire lui, le plus clair des bénéfices électoraux de l'union de la gauche. À tel point que le Bureau Politique du PCF s'est lancé dans une campagne sans précédent pour accuser Europe 1 d'abord et d'autres

Cet accord a une grande portée : dans un secteur (l'imprimerie parisienne) où les révisionnistes ont une emprise très forte sur l'organisation syndicale, cela signifie qu'ils sont prêts à liquider même des luttes qu'ils contrôlaient étroitement au départ. Krasucki parle de «régler rapidement le conflit du *Parisien Libéré*... sur ces bases. Et l'*Humanité* a scandaleusement laissé de côté la défense des ouvriers du *Parisien Libéré* qui ont été sauvagement blessés par la police lors d'une opération récente de «rodéo», à Melun.

Dans sa logique révisionniste, le PCF est contraint de laisser «pourrir» la situation jusqu'aux élections de 1978 : isoler, limiter les luttes, désamorcer tout mouvement d'ampleur.

Ce faisant, il va nécessairement aggraver ses contradictions avec une large frange de masse dans la classe ouvrière en premier lieu, qui ne peuvent ni ne veulent attendre 1978.

C'est une situation favorable pour les communistes : pour développer sur le terrain même de la lutte de classe, des forces qui se battent en conquérant leur autonomie par rapport au révisionnisme, mais aussi pour détacher et entraîner au combat des militants, des syndicalistes, toute une frange d'ouvriers combattifs encore enfermés dans la perspective du programme commun.

La dernière conférence des «partis communistes» européens, tenue à Berlin-Est, a mis en évidence les remous et les divergences régnant au sein des partis révisionnistes.

Ceci tant du point de vue du décalage entre les objectifs centraux que lui fixait l'URSS et les résultats auxquels elle est parvenue, que des difficultés qui ont émaillé sa préparation, étalée sur plus de 20 mois.

Remous et divergences battent leur plein au sein des partis révisionnistes européens

Décidée au lendemain de la réunion consultative de Varsovie, en octobre 74, cette conférence devait se réunir très rapidement, «au plus tard vers la moitié 75», c'est-à-dire avant la réunion d'Helsinki et la tenue du 25^e congrès du PCUS.

Cette proposition d'une conférence européenne des P«C» était la réplique de l'URSS à la première réunion des partis révisionnistes de l'Europe occidentale, tenue à Bruxelles en janvier 74 et que le social impérialisme avait vue d'un œil assez mauvais.

Bien que le communiqué final de cette dernière parle du renforcement de «l'unité du Mouvement Communiste et Ouvrier International», elle n'en affirme pas moins : «le principe d'indépendance et d'égalité des partis» et se prononce pour une Europe occidentale «pacifique, démocratique, et indépendante (...) en mesure d'établir, aussi bien avec les Etats-Unis qu'avec les pays socialistes (...), des rapports de coopération pacifique dans le respect de la pleine égalité des droits et de l'intérêt des peuples».

L'objectif initial de l'URSS - avec la tenue de la conférence européenne - était d'obtenir une condamnation implicite ou explicite des thèses «autonomistes» défendues alors par le P«C», les partis roumain et yougoslave, et d'imposer un accord sur un programme d'action commune scellant l'unité des partis révisionnistes européens sous sa houlette.

INVITÉS CHEZ HONECKER

D'une manière très significative, le lieu de la conférence fut fixé à Berlin-Est, capitale de la RDA, bien connue pour son inéodation à l'URSS et ce fut le SED (parti révisionniste allemand) qui fut chargé de la rédaction du document préparatoire.

N'est-ce pas Honecker, secrétaire du SED qui devait encore dernièrement déclarer : «Le socialisme prospère d'autant mieux dans un pays que l'amitié avec l'URSS est plus étroite».

Comme auparavant, nous suivons le principe d'airain : l'attitude vis-à-vis du PC soviétique et de l'URSS, pierre de touche de la fidélité au marxisme-léninisme, est devenue l'affaire révolutionnaire de la classe ouvrière ?

BERLIN-EST

UNE CONFERENCE DU POLYCENTRISME

LE P«C»F : DES DIVERGENCES RÉCENTES

Le PCUS, pour réaliser son objectif, pouvait non seulement compter sur ses alliés de l'Europe de l'Est, mais aussi sur de solides appuis au sein même des partis «communistes» occidentaux.

En effet, à l'époque, le P«C»F, malgré des critiques pointillistes épisodiques - était un des plus chauds partisans des thèses soviétiques et un fidèle laudateur du «socialisme soviétique».

C'est Kanapa qui, en avril 75, au nom du P«C»F, déclarait attendre de la conférence un «programme combatif» et un «renforcement sur cette base de la coopération entre nos partis et en particulier des décisions d'actions communes».

A plusieurs reprises, le P«C»F avait pris ses distances vis-à-vis du «bloc historique» et considéré comme «opportunistes» les alliances proposées par le P«C». On connaît par ailleurs les accrochages entre le P«C»F et le P«C»I

à l'époque, et jusqu'à l'automne 75, à propos de l'expérience portugaise : le P«C»F se faisant le défenseur inconditionnel de la tactique putschiste du P«C»P, tandis que le P«C»I lui, -ainsi que Carillo- le traitait d'«aventurisme» et nouait des relations privilégiées avec Soares !

Mais en deux ans, progressivement, beaucoup de choses ont évolué, du fait précisément de l'aggravation de la lutte des classes et de l'approfondissement de la crise dans les pays d'Europe occidentale, particulièrement d'Europe du sud.

A QUAND DES ARTICLES SUR LE RATIONNEMENT EN URSS DANS «L'HUMANITÉ» ?

Kanapa, dans un rapport présenté au CC du P«C»F le 31 mars, devait faire part des remarques des délégués du P«C»F au 25^e Congrès du PCUS.

Promis à une édition publique, ce rapport est resté jusqu'à ce jour inédit.

François Cohen, dans un article publié dans la «nouvelle critique», rend compte de la situation en URSS dans des termes dont on a lieu de croire qu'ils ne sont pas très éloignés de ceux utilisés par le rapport Kanapa.

On sait que, jusqu'à maintenant, le P«C»F avait fait l'éloge de la situation économique et sociale en URSS, vantant l'«îlot en dehors de la crise, les avantages du «système socialiste», le rythme de croissance élevé, l'«élévation continue» du niveau de vie des masses populaires, etc...

Nouveau son de cloche semblable à il :

«Les prix de détail sont stables, mais pour des articles identiques. Les occasions de grandes dépenses se multiplient et le degré de satisfaction des besoins ne s'améliore pas toujours. Les disponibilités financières aidant, la



Plissonnier au 25^e Congrès du PCUS

présence en nombre encore réduit de services ou d'objets meilleurs ou nouveaux encourage les trafics, voire la corruption. La vie quotidienne est à la fois plus aisée et plus malaisée. La justice sociale n'y trouve pas toujours son compte, et la déperdition des forces individuelles, donc des possibilités collectives, devient importante, voire démesurée, si on la juge aux potentialités actuelles ou si on la compare à certains aspects voyants de la vie à l'étranger, même à l'étranger socialiste».

Par ailleurs, parlant de la tenue du 25^e Congrès, le rédacteur de l'article note :

«A de très rares exceptions près, aucune des questions politiques soulevées, jusqu' alors n'a fait l'objet de débats ou de développements, aucune des nouvelles interrogations que l'on sent pointer ne s'est manifestée. Tout se passait comme si le débat politique était volontairement gelé...»

On semblait discerner une volonté de ne rien résoudre... Le peu de changements dans la

composition du Bureau Politique et la nature de ceux qui sont intervenus au Comité Central paraissent bien confirmer cette détermination de ne rien bouger. Les interrogations suscitées par tout cela se sont alors trouvées renforcées par un phénomène surprenant : la référence faite dans toutes les interventions au rôle personnel de Leonid Brejnev, voire à ses qualités personnelles».

De nouveaux glissements du P«C»F à l'égard de Moscou ne sont-ils pas ainsi annoncés ?

sur le document qui devait en résulter, document qui affirme explicitement «l'égalité et l'indépendance souveraine de chaque parti, la non-ingérence dans les affaires intérieures, le libre choix de différentes voies dans la lutte pour des transformations sociales progressistes et pour le socialisme».

Ceci moins de deux mois après que le PCUS ait condamné les «positions scissionnistes» de certains partis occidentaux et les «variantes régionales du socialisme».

Le même texte fait litière de la notion d'«internationalisme prolétarien» sous couvert de laquelle le social-impérialisme a toujours imposé la soumission et le soutien inconditionnel à sa politique et ne retient plus que la notion beaucoup plus floue de «coopération et de solidarité internationalistes, fraternelles et volontaires».

Les interventions des participants à la conférence ont fait apparaître clairement les divergences du PCUS avec les partis occidentaux d'Italie, de France et d'Espagne d'une part, avec la Roumanie et la Yougoslavie d'autre part. Si Berlinguer, Marchais et Carillo n'ont rien dit de particulièrement nouveau, c'est la première fois qu'ils le firent d'une manière concertée, déclarant ensemble qu'«il n'y avait plus de centre dirigeant» et «discipliné», que la fidélité à l'URSS et sa défense inconditionnelle étaient révolues, qu'il n'y avait pas de «modèle» ou de «formule toute faite», que l'expérience de l'URSS «marquait le pas» et «était émaillée d'erreurs», qu'elle avait «sous-estimé quelque peu les libertés formelles», etc...

«Aucun concept, aucun régime social, et encore moins le socialisme, ne nous fera accepter l'idée de leur disparition» a ajouté Carillo, demandant par ailleurs que l'on renonce aux «intrigues».

Evoquant «les rapports entre socialisme et démocratie», Carillo et Berlinguer ont réclamé le retrait des troupes soviétiques de Tchécoslovaquie. Les 3 partis ont repris à leur compte le concept d'«euro-communisme», le trouvant néanmoins inapproprié dans la mesure où il exclut le parti révisionniste japonais qui, à l'instar du P«C»F, vient de rayer de son vocabulaire la notion de dictature du prolétariat. Enfin, dernier affront pour Brejnev, Marchais et Berlinguer ont souligné implicitement l'inutilité de la conféren-



Brejnev

D'une part, le PCUS fut contraint d'abandonner le soutien qu'il accordait à la clique Lister (qu'il avait lui-même suscité), et renouer les relations avec le parti de Carillo.

Il dut enregistrer l'échec du PCP. Enfin, il dut se résoudre à voir le P«C»F, en quête des voix de la petite, voire de la moyenne bourgeoisie, prendre ses distances vis-à-vis du modèle soviétique, se réclamer de la voie «indépendante» et «originale», et signer avec le PCI en novembre 75, une déclaration commune dans laquelle les deux partis constatent le caractère commun des problèmes essentiels qui leur sont posés et la concordance des solutions qu'il convient de leur apporter ; à savoir : le pluralisme des partis, la garantie de toutes les libertés, l'acceptation de l'alternance etc... et le refus de toute ingérence extérieure. Aussi, le social-impérialisme voit-il son projet initial d'établir un texte contraignant, remis en cause de plus en plus nettement par les partis italien, yougoslave, roumain, espagnol et français, désireux au contraire d'affirmer, à l'occasion de cette conférence, si elle devait se tenir, leur originalité vis-à-vis du modèle soviétique. Marchais, en novembre 75, déclarait publiquement que la conférence devait «écarter toute idée de stratégie commune et mettre au contraire l'accent sur l'indépendance de chaque parti».

Et Carillo : «Elle pourra se tenir, mais à la condition qu'elle ne soit pas une conférence idéologique... Il ne peut exister de ligne commune entre les PC de l'est et de l'ouest !»

LES CONCESSIONS SOVIÉTIQUES

Si la conférence a pu finalement se tenir, après avoir été reportée de multiples fois, ce n'est qu'après que les participants soient tombés d'accord



Les chars soviétique à Prague en 1968.

ce en déclarant qu'il était exclu qu'une telle initiative «ne correspondant plus aux besoins de l'époque» se renouvelle.

L'EXPANSIONNISME SOVIÉTIQUE DÉNONCÉ

Mais les interventions les plus significatives de la condamnation des pratiques expansionnistes de l'Union Soviétique ont été le fait naturellement de la Roumanie et de la Yougoslavie. Non pas évidemment que Ceausescu et Tito aient défendu un point de vue «m-l dans un aréopage révisionniste. Mais parce que leurs pays respectifs se trouvent directement confrontés aux visées de l'URSS, ils ont réaffirmé d'une manière nette et explicite la volonté d'indépendance de la Yougoslavie et de la Roumanie. On se rappelle notamment comment l'Union Soviétique, après que la Roumanie ait manifesté son indépendance à l'égard du bloc soviétique, a multiplié les pressions, allant même jusqu'à organiser des manœuvres militaires aux frontières de la Roumanie pour la faire fléchir. En vain.

Tito notamment a mentionné que malgré la conférence d'Helsinki «aucun progrès n'avait été réalisé jusqu'à présent en ce qui concerne la limitation et la réduction des armements». Sans mentionner ni les Etats Unis, ni l'URSS, il a affirmé que «la course aux armements se poursuit et s'intensifie et que l'on assiste à une nouvelle augmentation de la quantité et de la puissance destructive des armements atomiques et conventionnels». Il a également souligné que «l'ingérence dans les affaires intérieures d'autrui est ce qui fait courir à la paix les plus grands dangers».

Quant à Ceausescu, il s'est étendu longuement sur l'idée de nation et n'a pas manqué de préciser que toute agression est inadmissible, quelle

qu'en soit la forme, quel qu'en soit le prétexte. Ce qui a sans doute valu à Ceausescu de ne pas voir son discours imprimé.

LES RAISONS DE L'ATTITUDE SOVIÉTIQUE

Cependant si Brejnev a connu un échec à l'occasion de cette conférence, compte-tenu de son projet initial - raffermir l'autorité de l'URSS sur les P«C» occidentaux - il serait faux de croire qu'il ne peut en tirer aucun avantage.

Le premier est que, dans l'ensemble, les partis révisionnistes continuent de cautionner la propagande soviétique sur la détente en Europe, et par là même se font les complices des visées agressives de l'URSS. En parant le loup de la toison de l'agneau, leur propagande désarme les peuples face à ce danger de guerre.

D'autre part, le social-impérialisme peut espérer tirer parti de l'unité de façade réalisée pour renforcer ensuite ses positions.

Brejnev, dans son discours, a montré clairement que l'URSS, même si elle a dû faire des concessions, n'entend pas abandonner sa volonté de se soumettre les partis révisionnistes d'Europe. Il a présenté l'URSS comme un pays pacifique, niant le caractère agressif du pacte de Varsovie et demandant aux partis européens de défendre plus fermement les positions de l'URSS, critiquant au passage les thèses de «l'Euro-communisme» : «Avant que la pratique ne prononce son verdict définitif, on peut et on doit vérifier ces thèses par des discussions entre camarades, par une large confrontation des points de vue et de l'expérience des différents partis».

Il a demandé des réunions entre partis plus fréquentes pour pouvoir exercer ces pressions.

La conférence de Berlin des PC européens

des tendances centrifuges qui s'affirment

Depuis quelques mois, la presse bourgeoise a inventé un nouveau concept : celui de «l'euro-communisme» pour qualifier les positions de certains partis révisionnistes d'Europe occidentale, notamment le P«C»I, le P«C»F et le P«C»E espagnol.

Parler de «communisme» relève en l'occurrence de la contre-vérité car nous avons affaire là à un ensemble de partis qui ne représentent en rien les intérêts révolutionnaires de la classe ouvrière et qui ont amorcé - du moins pour le P«C»F et le P«C»I - une dégénérescence révisionniste dès le lendemain de la deuxième guerre.

Néanmoins, il est indéniable que s'est affirmé dans la dernière période un rassemblement de partis «communistes» européens sur un certain nombre de positions communes convergentes, tant sur l'attitude à adopter vis-à-vis de l'URSS que de l'affirmation d'une voie «originale», «autonome», «démocratique» de prise du pouvoir.



Berlinguer au 25^e congrès du PCUS

Cela s'est particulièrement manifesté à l'occasion de la conférence des Partis «communistes» d'Europe Occidentale dont nous rendrons compte dans l'article : «Une conférence du polycentrisme».

Comment apprécier les divergences et les oppositions apparues dans les rangs des partis révisionnistes ? Quels en sont les ressorts ? Quels peuvent en être les développements ?

Plusieurs facteurs importants amènent les partis révisionnistes occidentaux à prendre leurs distances vis-à-vis de l'Union Soviétique.

D'abord, aujourd'hui, la ré-

férence à l'URSS s'avère de plus en plus comme un handicap pour les partis occidentaux dans leurs tentatives de se hisser au pouvoir.

L'invasion de la Tchécoslovaquie en 68, avait déjà dévoilé ouvertement le caractère agressif et expansionniste du social-impérialisme, n'hésitant pas à employer les moyens les plus brutaux pour maintenir sa domination. Mais dans les dernières années est apparu de plus en plus au grand jour, le caractère répressif du régime soviétique en URSS même, l'absence de droits démocratiques élémentaires pour les travailleurs, le poids gran-

dissant des organismes de répression, l'utilisation massive des hôpitaux psychiatriques pour faire taire les opposants, etc...

Les dernières révélations sur les camps et l'affaire Pliouchitch n'ont pas arrangé «l'image de marque» de l'URSS.

Mais s'il y a encore quelques mois il était possible de faire une subtile distinction entre les «déficiences» et les «imperfections» du régime politique d'une part, et l'«efficacité» du système économique et social d'autre part (distinction dans laquelle était passé maître le P«C»F), un tel exercice devient maintenant passablement péril-

leux car démenti ouvertement par les faits.

Voici maintenant connues de tous les difficultés que traverse l'URSS du fait de la crise économique qui y sévit et de la militarisation de l'économie, le marasme dans lequel se trouve l'agriculture soviétique entraînant des importations massives de céréales, le rationnement qui pèse sur les citoyens soviétiques - du moins ceux qui ne peuvent recourir au marché noir.

Séduire la petite-bourgeoisie

Dans ces conditions, il est de plus en plus difficile pour les partis révisionnistes de présenter l'URSS - à un titre ou à un autre - comme un modèle, une référence tant ce pays devient discrédité aux yeux des masses populaires et son image décriée.

Il leur est d'autant plus nécessaire de se démarquer ouvertement du modèle soviétique que, dans leur volonté de parvenir au pouvoir, les partis révisionnistes d'Europe occidentale cherchent tout particulièrement à conquérir les couches de la petite et moyenne bourgeoisie.

Dans les conditions qui sont celles de l'Europe du Sud - aggravation des contradictions de classe, poussée des mouvements de masses pour un changement révolutionnaire, effritement des partis de droite au pouvoir - les révisionnistes font le calcul des voix de la classe ouvrière, lors des prochaines élections, leur seront acquises, même si elles le sont au nom du «moindre mal».

Aussi cherchent-ils avant tout à donner une nouvelle image de leurs partis, susceptible d'entraîner l'adhésion de couches de la petite et moyenne bourgeoisie.

C'est clair pour le PCI qui, depuis bien longtemps, se présente à la fois comme le parti de l'ordre (capable de mettre fin à la gabegie de la Démocratie Chrétienne, de remettre en route les services publics, etc...) mais aussi comme le parti de «l'ouverture», du «dialogue», de «l'innovation», de «la liberté», etc...

C'est clair aussi pour le P«C»F qui, après avoir tenté, lors du 21^e Congrès, d'effrayer sa perte d'influence dans la classe ouvrière, a amorcé depuis le dernier trimestre 75 un virage tactique qui s'est concrétisé dans la tenue du 22^e Congrès en janvier 76 : dans sa vaste entreprise de séduction des cadres, ingénieurs et autres éléments bourgeois ou petits bourgeois, Marchais n'a pas craint de multiplier les concessions : plus de référence même formelle à la dictature du prolétariat, abandon du poing levé, etc...

L'«euro-communisme», une autre image de marque

Il est évident que dans cette tentative, les partis révisionnistes doivent prendre rapidement leurs distances vis-à-vis de l'URSS. Car si les dirigeants révisionnistes du Kremlin, pour maintenir leur domination sur le prolétariat, sont nécessairement conduits, en même temps que la répression, à user de la pire des démagogues, d'affirmer leur fidélité au «marxisme-léninisme», à la «dictature du prolétariat», au «rôle dirigeant de la classe ouvrière», etc... il n'en est pas

de même des PC occidentaux. Eux au contraire, doivent se donner des allures «modernistes», «libérales», se présenter comme les meilleurs défenseurs des droits, des libertés, des avantages, des privilèges acquis par la petite et moyenne bourgeoisie dans notre société impérialiste.

Il leur faut donner l'image de partis débarrassés de ce que Marchais n'a pas craint d'appeler les «mots magiques» et «formules tapageuses», le «confort des dogmes et expressions rituelles» : de partis qui rompent absolument avec tout ce qui, de près ou de loin, pourrait rappeler leur passé prolétarien très lointain et bien révolu.

D'où la référence commune de «l'euro-communisme» à un socialisme «démocratique», qui implique nécessairement, pour être crédible, une démarche critique vis-à-vis de l'URSS et l'affirmation de l'indépendance absolue de chaque parti.

Socialisme qui n'a de «démocratique» que le nom et démarche bien hypocrite !

Un polycentrisme fondé sur les intérêts divergents des bourgeoisies impérialistes

Car quel est le fondement, la base de la répression en URSS, sinon la restauration de l'exploitation de l'homme par l'homme et l'existence d'un capitalisme d'Etat, qui s'accompagne nécessairement de la réaction politique sur tous les plans.

En ce sens, et parce qu'ils freinent et dévient le mouvement révolutionnaire dans la classe ouvrière - assurant ainsi la permanence de l'exploitation de l'homme par l'homme -, ce sont des défenseurs de leur impérialisme.

Ce faisant, il leur est bien difficile d'établir un «but commun».

D'ailleurs, la nécessité pour eux de conquérir des positions dans la petite et moyenne bourgeoisie les amènent nécessairement, pour être crédibles, à prendre en compte les besoins et les nécessités de leurs impérialismes respectifs.

Chaque parti est conduit à affirmer son autonomie vis-à-vis des autres, et n'entend nullement être lié à une discipline et à un modèle unique qui nuiraient à la poursuite de ses propres intérêts bourgeois.

Le révisionnisme - représentant d'intérêts bourgeois - conduit inéluctablement au polycentrisme.

Et quel est le projet précisément de nombre de partis révisionnistes - à commencer par «le nôtre» - sinon à travers la venue au pouvoir des «coalitions de gauche» ou par l'intermédiaire du «bloc historique», mettre en place une société de capitalisme d'Etat qui permettrait à toute une partie de l'appareil révisionniste de s'ériger en nouveaux bourgeois. On touche là d'ailleurs à un facteur décisif, qui est à la base du polycentrisme qui se développe dans les rangs révisionnistes : à savoir que chaque parti révisionniste poursuit des objectifs qui lui sont propres : avant partie liée avec leur propre impérialisme, ils se fixent pour but d'en réformer le fonctionnement de telle manière qu'ils puissent, à leur profit, remodeler les rangs de la bourgeoisie dominante.

Les partis révisionnistes, points d'appui importants du social-impérialisme pour la pénétration en Europe

Mais malgré les distances qu'ils sont amenés à prendre vis-à-vis de l'URSS et l'autonomie de leur projet politique, la venue au pouvoir - dans le cadre d'alliances de «gauche» - de partis révisionnistes d'Europe occidentale ne manquerait pas d'avoir des conséquences importantes sur les relations internationales.

Non pas qu'une telle accession signifierait d'emblée ni forcément une inféodation des pays en question au social-impérialisme.

Mais il est certain que l'instauration de régimes où les partis révisionnistes joueraient un rôle important - voire même prépondérant - et où se réaliseraient des réformes importantes - notamment des nationalisations - allant dans le sens d'un capitalisme d'Etat, entraînerait un réaménagement important et, dans tous les



cas, un affaiblissement des rapports avec les Etats-Unis qui dominant dans cette partie du monde. Ces régimes, du fait même de la dégradation des relations avec les USA, seraient amenés à tisser de nouveaux liens économiques, financiers, commerciaux, technologiques... avec le social-impérialisme et les pays placés sous son influence, notamment les pays de l'Est Européen.

Aussi, bien que la plupart des partis occidentaux révisionnistes s'en défendent, leur venue au pouvoir entraînerait nécessairement un renforcement des liens avec l'URSS et donc des positions de cette dernière en Europe occidentale.

Or ce fait est loin d'avoir une importance anodine dans une situation où les deux superpuissances - l'URSS et les USA - se disputent à outrance pour l'hégémonie mondiale, le point clé de leur rivalité étant l'Europe du fait du potentiel économique et technologique de cette dernière.

Le social-impérialisme notamment, en vue de réaliser ses ambitions en Europe occidentale, s'emploie dans un premier temps - tout en amassant un arsenal de guerre considérable - à affaiblir, à désagréger les positions de l'impérialisme US, faisant le calcul évident que tout ce qui affaiblit l'emprise des USA favorise par là même sa pénétration.

D'où, dans cette optique, l'intérêt fondamental que trouverait l'URSS à la venue au pouvoir des coalitions de «gauche».

D'où aussi, et réciproquement, l'opposition farouche des USA à la participation de partis révisionnistes au gouvernement dans les pays d'Europe occidentale, bien que certains d'entre eux aient déclaré vouloir maintenir les «alliances traditionnelles» bien qu'aussi nombre d'entre eux occupent une place secondaire dans les coalitions victorieuses.

La contagion possible des pays de l'Est

Si l'accession au pouvoir de partis révisionnistes - y compris «euro-révisionnistes», y compris «autonomes» ou «indépendants de Moscou» - est de toute manière profitable à l'URSS, il est clair néanmoins que le social-impérialisme a tout intérêt à maintenir les liens les plus étroits et les plus serrés possibles.

Faute de rompre avec certains partis occidentaux - ce qui lui serait préjudiciable car le privant de points d'appui potentiels - le social-impérialisme est obligé de faire des concessions, de lâcher du mou, d'accepter certaines exigences des «euro-révisionnistes». Ce qu'a particulièrement illustré la conférence de Berlin-Est. Mais en même temps, par des pressions, des menaces, ou des subterfuges tels que la lutte pour la «détente» - alors que le so-

cial-impérialisme est le premier à préparer la guerre - il tente de circonscrire et limiter les tendances centrifuges.

Mais quoi qu'il fasse, celles-ci sont amenées à se développer et prendre un caractère durable.

Il faut s'attendre à des difficultés nouvelles entre le social-impérialisme et les P«C» occidentaux dont l'article de Cohen (reprenant le rapport Kanapa au CC du 30-31 mars) donne un avant-goût.

Il faut aussi s'attendre à des difficultés et des frictions plus importantes entre le social-impérialisme et ses «alliés» de l'Est européens.

Car joints à la domination et l'exploitation féroce que l'URSS fait régner dans ces pays, l'affirmation d'un bloc de partis prenant ouvertement leurs distances vis-à-vis de Moscou en Europe occidentale, sans parler de la Roumanie et de la Yougoslavie, aura certainement des conséquences majeures dans ces pays.

N'y avait-il pas, à la conférence de Berlin Est, des membres des délégations des pays de l'Est allant discuter en aparté avec les délégués italiens, les félicitant de leurs discours tout en soulignant qu'il ne pouvait évidemment pas faire de même ? Affaire à suivre.

ON EN PARLERA ENCORE À LA RENTRÉE

Quelle sera la situation économique à la rentrée des vacances, c'est-à-dire un an après le plan de relance de Giscard ? Voilà une question qui revient souvent dans les discussions.

UN AN APRÈS LE PLAN DE SOUTIEN

QUE NOUS PRÉPARE GISCARD POUR LA RENTRÉE

UNE ÉCONOMIE MOROSE

Avant les départs en vacances, l'économie française restait dans un état morose. Après une reprise assez sensible au premier trimestre, due en partie à la nécessité de reconstituer les stocks des entreprises et aux effets du plan de relance, la production industrielle est redevenue stagnante au deuxième trimestre. Les belles déclarations sur une reprise rapide dès avant les vacances se sont vite envolées.

Pour les travailleurs, cette fragile reprise ne s'est pas traduite par un allègement du poids du chômage. Le nombre de chômeurs est apparemment en baisse, ce que la bourgeoisie s'emploie à faire largement savoir. Mais ce qu'elle ne dit pas c'est que cette baisse n'est due qu'à des facteurs saisonniers. Si l'on tient compte de ces facteurs, le chômage loin de diminuer continue d'augmenter.

Tous les «moteurs de l'expansion» tournent au ralenti. Premier élément : la consommation. C'est elle qui a joué ces derniers mois le rôle le plus actif dans l'amorce de reprise : automobile, dépenses de loisirs et de culture, TV, électro-ménager... Cette consommation, c'est celle de la bourgeoisie et de



la petite bourgeoisie. Par contre, la consommation alimentaire, l'habillement ont peu progressé, ce qui témoigne de la persistance des difficultés des travailleurs. De plus, la reprise de la consommation, nette de l'automne 75 à janvier 76 s'est considérablement atténuée depuis.

Deuxième élément : les marchés extérieurs, les exportations. Ici, on ne peut guère parler de moteur de l'expansion : la reprise des exportations a été



plus que compensée par celle des importations et depuis six mois la position concurrentielle des produits français sur les marchés étrangers n'a fait que se dégrader. Alors qu'en 1974/75, l'impérialisme français misait sur le Tiers Monde et notamment sur les pays pétroliers pour assurer le déploiement de son commerce extérieur, il est obligé d'admettre l'échec de cette tentative. Les exportations vers ces pays ne progressent plus tandis que des concurrents comme la RFA consolident leurs positions.

La reprise dans les autres pays capitalistes sur laquelle comptait la bourgeoisie française ont plus stimulé les importations que les exportations.

Troisième élément : les dépenses publiques. Le plan de soutien de Giscard s'est traduit par un coup de fouet de très courte durée sur l'économie et encore sur certains secteurs seulement de l'économie (bâtiment, électricité-électronique...). Aujourd'hui, les effets de ce plan sont épuisés.

Quatrième élément : les investissements. Lorsque les capitalistes ont l'impression que la consommation va rapidement croître, ils investissent, achètent des machines pour moderniser ou étendre leur production. Cela stimule l'activité des usines produisant les biens d'équipement. Actuellement, l'investissement reste au plus bas. C'est à la fois un facteur de stagnation de la production et la preuve que les perspectives ne sont pas optimistes.

Ainsi neuf mois après le plan de soutien à l'économie, la reprise reste fragile et risque de ne pas se poursuivre.

DES PERSPECTIVES INQUIÉTANTES

Les capitalistes s'attendent à un accroissement des dépenses des Français à cause des vacances - du moins pour ceux qui peuvent en prendre ! -

Mais au-delà des vacances, les perspectives sont inquiétantes. L'inflation, légèrement ralentie depuis quelques mois, n'est pas du tout maîtrisée. Le chômage va certainement faire un nouveau bond à la rentrée avec l'arrivée sur le marché du travail de plus de cinq cent mille jeunes.

La consommation n'a aucune chance de reprendre sérieusement à la rentrée en raison du maintien du chômage, de la pression patronale et gouvernementale sur les salaires et l'intensité du travail. La dégradation sur les marchés extérieurs devrait se poursuivre en raison de l'inflation rapide existant en France. Quant aux dépenses publiques, elles sont traditionnellement plus importantes au deuxième semestre qu'au premier. Mais on peut s'attendre cette année à une progression limitée car les dépenses liées au plan de soutien ont été faites au premier semestre. Enfin la morosité actuelle de l'économie n'incite pas les capitalistes à investir (ce qui aggrave la baisse de compétitivité des produits «made in France»).

LES PROFITS SE PORTENT BIEN, MERCI !

Chômage, inflation, reprise fragile : de sombres perspectives ! Mais pas pour tout le monde !

Il apparaît aujourd'hui que si le plan de soutien n'a pas relancé durablement l'activité économique, il a fortement contribué à relever les profits des capitalistes entamés par le mauvais premier semestre 75. Les données officielles confirment que les «résultats d'exploitation» qui sont un indice des profits réalisés se sont vigoureusement relevés à la fin de 75 et au premier semestre 76.

Le déblocage des prix industriels a permis aux industriels de refaire leur marge et de remplir leurs caisses. Mais cela ne constitue en aucune façon un facteur de reprise économique réelle. Comme nous le disions à l'époque, le plan de soutien, comme toute la politique économique de Giscard, vise à faire porter le poids de la crise sur les travailleurs et à «soutenir» les capitalistes.

LA PRESSE PATRONALE MOINS OPTIMISTE QUE GISCARD-FOURCADE !

Le journal patronal «Les Echos» a en général beaucoup de franchise. Ne disait-il pas avant le débat sur les plus-values «plus de peur que de mal» ? Aujourd'hui, même s'il noircit un peu le tableau de l'économie pour obtenir de Giscard de nouvelles mesures d'aide, «Les Echos» du 8 juillet 76 avoue clairement que la reprise reste fragile et que la rentrée risque d'être difficile dans de nombreux secteurs de l'économie.

«La conquête des marchés étrangers devient de plus en plus impérative, car, sur le plan intérieur, nombre d'industriels font état de leur perplexité, suite à un recul des enregistrements de commande...»

«Les industriels français, qui luttent à l'exportation pour réaliser des prises de commandes, mesurent pleinement leur perte de compétitivité progressive.»

Un motif de satisfaction : «L'alimentation, grâce notamment à la ruée sur les boissons, fait recette». Comme quoi la sécheresse est une bonne affaire pour certains capitalistes !

Voici quelques titres :

«Mécanique : situation contrastée»

«Sidérurgie : tassement des commandes»

«Bâtiment : médiocre»

«Travaux publics : toujours l'inquiétude»

«Machine-outil : dans le tunnel» (des licenciements en perspective !)

«Machinisme agricole : la crise»

«Manutention : stagnation».

Les journalistes «des Echos» ont un vocabulaire abondant pour dire que l'économie se porte mal.

Seules satisfactions : «Automobile : tous les records battus» et «Alimentation : excellent» (la chaleur est la bienvenue !).

VACANCES... VACANCES... VACANCES...

les endroits où il faut s'arrêter...



Larzac : La mobilisation continue cet été

Prendre contact avec les
Comité Larzac

ou :
Jean Louis COULON
Président de Larzac Université
agriculteur à Millau,
Tél. (65) 60.23.43.

Dix paysans et militants du Larzac sont encore aujourd'hui en prison, suite à leur condamnation par le tribunal de Millau, après l'occupation d'une antenne militaire dans le camp du Larzac. C'est là la dernière exaction en date, du pouvoir, qui n'a pas renoncé à ses projets d'extension du camp militaire, malgré la volonté affirmée depuis plusieurs années, des paysans du Larzac de ne pas se laisser déposséder de leur terre, de leur outil de travail.

Aujourd'hui, la solidarité est plus que jamais nécessaire, car il n'y aura pas de trêve pendant la période des vacances... C'est pourquoi nous manifesterons cet été notre soutien.

Naussac : Marche anti-nucléaire et anti-barrage les 7 et 8 août

Les 7 et 8 août, le Comité de Défense de la vallée de Naussac, organise un rassemblement national. Il s'agit là d'une étape capitale de la lutte engagée depuis plusieurs années contre la construction du barrage qui entraînerait l'immersion de 1280 hectares, l'engloutissement du village de Naussac et de plusieurs hameaux, la disparition de plus de 50 exploitations agricoles. Dans l'appel à ce rassemblement, le Comité de défense explique l'absurdité, les dangers de ce projet, et sa place dans une politique d'aménagement qui poursuit et achève la destruction de l'économie de la Lozère et des possibilités d'y vivre pour ses habitants. Ce rassemblement sera donc l'expression de la lutte de toute une région pour sa survie.



A Naussac même, la situation se durcit. En février, l'utilité publique du projet a été reconnue ; déjà l'administration s'apprête à entamer sa réalisation. Mais la population locale manifeste, très largement, sa résistance au projet. Sous sa pression, les conseils municipaux de Langogne, et de plusieurs autres communes du secteur, démissionnent au lendemain de l'arrêté d'utilité publique. Le 5 mars, le directeur de l'équipement qui voulait se rendre sur les lieux, en est empêché par des barrages de tracteurs. Fin mai, la Préfecture organise des élections municipales à Langogne : 6 votants sur 2 700 inscrits ; ceux qui furent ainsi «élus» n'ont jamais osé se présenter à la mairie. C'est cette détermination, cette volonté de défendre le droit de travailler et de vivre au pays qu'exprimera et renforcera le rassemblement des 7 et 8 août.

Corse : l'université d'été, symbole de la lutte du peuple corse

Avec le renouveau de la lutte du peuple corse, avec la menace de sa disparition que suppose le plan de développement décrété pour la Corse par la bourgeoisie (plaine orientale livrée aux anciens colons, et le reste du littoral transformé en parc à touristes), l'Université est devenue un important thème de lutte.

Parallèlement à l'essor des luttes populaires se sont tenues régulièrement les sessions de «l'Université d'Estate», à Corti (Corti en langue corse), centre historique de l'île. Ces sessions ont regroupé des milliers d'étudiants corses obligés de faire leurs études sur le continent, mais aussi des milliers de travailleurs corses désireux de lutter contre la disparition de l'identité culturelle corse. Le pouvoir a compris le danger pour lui de telles manifestations, puisque l'Université d'été est toujours l'occasion d'envoi massif de CRS et gendarmes.

Cette année, l'université d'été s'ouvrira à Corti, puis se dispersera dans toute la Corse, dans les villages de montagne. Voici quelques thèmes que traitera l'université :

- cours de langue et de



Non au super Phénix de Malville

A Creys-Malville (près de Morestel, dans l'Isère), la lutte contre la construction de la centrale nucléaire surrégénératrice se poursuit, malgré les interventions violentes et répétées de la police, l'arrestation de certains animateurs du mouvement. Si vous passez dans la région, faites le détour !

civilisation corse, du 29 juillet au 14 août, avec regroupement à Cervioni le 5 août.

- La culture corse avec des expositions à travers le chant, l'histoire, l'archéologie, le 1^{er} et le 2 août à Livia.

- Le problème du développement (agriculture...) à Corti dans l'Alta Rocca (3 et 4 août) et en Balagne (9 août)

- Une journée de la culture

corse, par Scola Corse, le 2 août à Corti.

Si vous passez vos vacances en Corse, cet été, l'université d'été sera un bon moyen de connaître les luttes populaires en Corse, et de les soutenir. Signalons aussi que le mouvement d'Edmond Simeoni, l'APC, fera un compte rendu public de son assemblée générale du 18 juillet.

CLISACT
56, rue des Guipons
94 800 VILLEJUIF

Sur le front de lutte contre Pechiney Ugine Kuhlman, contre la pollution des vallées pyrénéennes et alpines, et l'usure accélérée des travailleurs des usines d'aluminium, les premiers acquis des contre-expertises, de l'enquête entreprise en Ariège et Maurienne, doivent être renforcés et étendus : ouvriers intoxiqués, paysans victimes de PUK, contactez le CLISACT.

Nous tenons à votre disposition des documents sur le fluor, des questionnaires pour participer à la lutte. Des camarades du CLISACT peuvent vous rencontrer.

Lecteurs du Quotidien du Peuple, si vous êtes en rapport avec des ouvriers, paysans de l'une des régions intoxiquée par PUK, écrivez-nous.

SÉCHERESSE

LES GROS, EUX, S'EN TIRERONT

Entretien avec des paysans pauvres

La famille F. possède une petite ferme à Bois Halbout, quelques hectares et quelques vaches. Bien peu de chose. Le père a été malade. Pour pouvoir s'en sortir, il est obligé de travailler comme gardien, à l'extérieur 4 fois par semaine. Bois Halbout, c'est un village à la limite de la plaine de Caen et du bocage normand. Quelques gros paysans, des paysans moyens et de petites exploitations. On y fait de l'herbe, du maïs et un peu de betterave. Tout le monde produit du lait. Depuis plusieurs mois, le pays est touché par la sécheresse.

Vous avez beaucoup de difficultés avec la sécheresse ?

Les maïs tenaient encore le coup jusqu'ici, mais maintenant ils se mettent à souffrir. Il leur faudrait absolument de l'eau, sinon ils vont griller aussi. Les petits paysans sont vraiment inquiets. Il y en a un qui m'a dit : « J'ai encore de l'herbe pour 6 jours, lorsque les 6 jours vont être passés, je vais prendre du fourrage dans le grenier. Après lorsque j'aurai fini le fourrage de l'hiver, je mettrai mes bêtes en pension, vu qu'elles ne sont pas tout à fait en état. Si je ne trouve pas à les mettre en pension, je serai obligé de les faire abattre telles qu'elles sont ! » Moi, c'est pareil, si je viens à manquer d'herbe, je mettrai les bêtes en pension, ce qui veut dire que je payerai 6F par jour et par bête environ pour leur assurer la pâture et l'eau. Mais aujourd'hui on ne trouve même plus de gens pour mettre les bêtes en pension, car tout le monde en est au même point et manque d'herbe.

On est coincé car les abattoirs refusent les bêtes, ils manquent de place dans les entrepôts réfrigérants, il faut attendre 8 jours pour faire abattre une bête et comme c'est la carcasse qu'ils nous payent, les bêtes ont eu le temps de maigrir en 8 jours. Ça avec la chute des cours, on y perd beaucoup ! A Caen, à Villers Bocage, à Flers, c'est pareil, ils refusent les bêtes !

Et le « Plan Paille » ?

Les mesures de Bonnet, certains y croient malgré tout. Je leur dis : « Vous croyez encore au Père Noël ? ». Mon beau-frère, il a vingt hectares à peu près, il lui faudrait quatre tonnes de paille. Il n'arrive pas à trouver de paille ! Il attend en espérant que son frère qui a une plus grosse exploitation le dépannera. Ici malgré tout, on attend un peu que le gouvernement donne des prêts.

A la télévision, il y a quelques jours il était question de retarder les échéances des paiements qui doivent avoir lieu en septembre. Beaucoup encore l'espèrent. A la Saint Michel, il faut payer les loyers, les fermages, la familiale et l'assurance agricole. Et il y a aussi les emprunts à rembourser, l'hiver sera triste, l'hiver sera dur. Il y a encore un petit espoir avec les derniers orages, qu'on aura quatre ou cinq jours de pluie et que l'on pourra sauver quelque chose. Par exemple la betterave qui ne s'arrache qu'au mois de novembre, ou le maïs non pas en grain, mais à ensiler. On écoute beaucoup la télévision, la

météo, les promesses du gouvernement, les misères qui se passent. Il y a quelques jours un couple s'est suicidé du côté de Gisors, parce qu'ils n'avaient plus rien à donner à leurs bêtes !

Et les gros exploitants, comment sont-ils touchés ?

Les Belges qui ont des champs de quatre cents ou cinq cents hectares dans la plaine de Caen, on ne peut pas dire qu'ils ne sont pas touchés ! Les Van Decken, etc, ils font du lin en grande quantité. Ils le font ensuite transporter pour le faire traiter en Belgique. Pour cela, ils ont même des camions belges ! Mais, il n'y a aucun souci à se faire pour eux. Ils peuvent s'en sortir de toute façon, avoir les prêts qu'ils désirent, eux !

Les pauvres, eux, ils deviennent de plus en plus pauvres ! Les gros grossissent encore ! Par exemple, lorsqu'il y a eu toutes les pluies il y a un an, un petit paysan avait beaucoup perdu par ici. Il avait droit à la prime pour le sinistre auprès du Crédit Agricole. Eh bien, il n'a rien touché. Quand le Crédit lui a répondu au bout de plusieurs lettres, il a appris qu'il n'y avait pas droit parce que son silo n'avait pas de toit ! Qui peut se payer un toit aux silos par ici, sinon ceux qui ont les moyens. Tout le monde fait bâcher le silo ! On peut parler d'une aide, dans ces conditions, pensez ! Pour le maïs perdu, il fallait avoir au moins dix hectares de maïs planté, sinon pas de secours ! Encore pour les gros !

Tout va dans le sens de l'intérêt des gros. Ici, dans le pays, l'hectare vendu coûte trois millions ! Qui peut acheter ? Le petit qui doit partir, il a intérêt à vendre à ce prix, il n'y a pas de raison ! Mais c'est le gros qui prend sa place, forcément avec ces prix, même si à côté, il y a un autre petit qui aurait besoin de quelques hectares pour agrandir son exploitation ! Les SAFER jouent ce jeu à fond. Ils font tout pour liquider peu à peu les petits. Regardez pour le lait. Ils commencent à parler de ne plus ramasser les bidons en-dessous de cent litres par jour. Moi qui n'ai que six vaches, je n'y arrive pas. Ils encouragent les gros à s'équiper de citernes réfrigérantes où ils peuvent stocker le lait et ils font la collecte en camion citerne. Les gros qui ont des citernes, ils leur payent le lait six centimes de plus ! Ce dont ils rêvent, c'est de forcer tous les paysans à s'équiper ainsi parce que c'est plus rentable pour eux ! Mais moi, je vais vous dire une chose, ça je ne crois pas qu'on va l'accepter, parce que c'est notre fin, sinon !

INÉGAUX FACE À LA SÉCHERESSE

Tous les paysans ne sont pas touchés de la même manière par la sécheresse.

Vendre une bête n'a pas la même signification pour tous les paysans. Pour un paysan pauvre, ça peut être le premier pas vers la ruine.

Pour une ferme de 20 hectares avec environ 15 vaches laitières plus les génisses, la sécheresse coûtera très cher. Environ 5 tonnes de foin à 40 centimes soit 2 000 F, 8 000 F en maïs, 2 500 F en paturage, 2 000 F en orge, 900 F en blé, 500 F en paille, 500 F en concentrés, au total, à peu près 16 000 F de perdus. Pour deux paysans sur la ferme, 8 000 F de perte par paysan.

Les gros producteurs de céréales subiront dans l'ensemble des pertes bien moins importantes que les éleveurs de l'Ouest. Les baisses de rendement seront rapidement compensées par la hausse des prix des céréales.



LES PROFITEURS DE L'EAU

«Seuls les gros peuvent se payer cette eau».



Les cultures sèches, les restrictions d'eau potable sont devenues la règle en France. L'eau est devenue pour quelques mois peut-être, un privilège. A Saint Malo, l'abonnement a augmenté de 47 %. Histoire de décourager la consommation populaire... De nombreux campings seront limités en eau. Pourtant, la France reste un des pays d'Europe les plus riches en eau. En période normale, les prélèvements d'eau ne représentent que 12 à 15 % des ressources potentielles totales. Comme la plus grande partie de l'eau consommée est remise immédiatement en circulation, la consommation véritable ne s'élève qu'à 5 % !

Parler de pénurie dans ces conditions, c'est une véritable escroquerie. Il n'y a pas de pénurie. Il n'y a qu'une organisation anarchique de la production d'eau, faite de restrictions pour les uns et de gaspillage pour les autres.

DES MILLIARDS DE MÈTRES CUBES D'EAU INEXPLOITÉS

Les nappes d'eau souterraines contiennent de 100 à 150 milliards de mètres cubes d'eau, alors que le volume total des lacs de barrage est de 7 à 8 milliards de mètres cubes.

Depuis 73, le Bureau de Recherches Géologiques et Minières a fait 500 forages en Bretagne. Aucun ne s'est avéré négatif. De l'eau, on en trouve toujours, au débit de 200 à 50 000 litres à l'heure, ce qui est suffisant pour la culture ou l'alimentation d'une commune.

«LES FORAGES, ÇA NE SE FAIT PAS TOUT SEUL».

C'est souvent l'idée qui est mise en avant. Il suffit pourtant de deux ou trois jours pour creuser un puits de 10 mètres.

On pourrait en creuser, aux dires du BRGM, mille fois plus sans altérer les réserves souterraines. L'eau puisée dans les nappes souterraines est d'une qualité supérieure aux eaux de surface. Elle est filtrée à travers l'épaisseur du sol, et constitue une réserve naturelle et permanente indépendante des conditions climatiques. Cette eau souterraine est le résultat de l'accumulation des pluies sur une dizaine d'années. Qu'une année soit plus sèche que la précédente n'est pas grave, dans ces conditions. La France n'utilise que 46 % de ses réserves souterraines, alors que la Suisse en utilise 75 %, l'Allemagne 92 %, l'Italie 89 %. Le pompage des eaux souterraines a l'avantage sur les barrages de ne pas noyer de bonnes terres, ni de détruire les sites. Alors pourquoi malgré tous ces avantages, les nappes phréatiques sont-elles si peu utilisées ? Pourquoi des milliers de petits paysans courent à la ruine et n'ont pas d'eau ?

«Au prix où est l'installation, il n'y a pas de risque que l'on puisse se la payer !», disent les paysans de l'ouest. Un forage de dix mètres coûte au minimum sept mille francs. Un trou de quatre vingt mètres de trente mille à trois cent mille francs selon le débit ! Le matériel d'adduction en surface est à rajouter à la facture. Seuls les gros peuvent se payer cette eau... gratuite.

LE FREIN DE LA PROPRIÉTÉ

Chaque commune, chaque syndicat intercommunal dispose d'un réseau hydraulique. Les réseaux voisins se touchent presque, mais ne fusionnent pas. Ainsi Longwy regorge d'eau, alors que Villerupt en manque. L'interconnexion n'existe pas ! Le syndicat intercommunal des eaux de Beaufort se tourne en catastrophe vers son voisin, le syndicat des eaux de Lamballe, pour avoir de l'eau. Les responsables locaux des syndicats communaux, conseillés par des ingénieurs conseils privés, ont tout calculé dans le sens des intérêts étriqués et égoïstes de la commune, ou de tel gros propriétaire, notable de surcroît. Ils ont mesuré au plus près, ne sont pas allés chercher de l'eau chez les voisins. Ce bien collectif que représente l'eau a été accaparé et réparti au détriment des intérêts de la majorité, au mépris de la prévision du lendemain.

Pour les forages, c'est la même inégalité, la même anarchie. Ceux qui en ont les moyens creusent dans leurs champs, asséchant au besoin le puits du voisin. Dans la Creuse, un gros propriétaire a même fait un forage simulé, il a fait courir des canalisations souterraines jusqu'à la rivière voisine. L'étang de Lescouet a été complètement pollué par les déchets d'un abattoir qui s'en était assuré la propriété. Dans les rivières, les capitalistes rejettent leurs déchets industriels. Adviene que pourra ! Pendant que les firmes d'eau minérale s'enrichissent, la qualité de l'eau potable se dégrade. Les stations d'Ivry et de Charenton n'assurent même plus une épuration correcte de l'eau de Seine. Les 3,6 milliards de litres d'eau minérale qui sont bus chaque année en France sont le résultat de la dégradation de la qualité de l'eau et non d'un acharnement particulier des consommateurs à payer cinq cents à mille fois plus cher l'eau qu'ils boivent ! C'est l'organisation même de la production, de la distribution d'eau, de son utilisation, fondée sur l'intérêt privé au détriment de l'intérêt du peuple, sur la recherche du profit capitaliste qui a amené, avec le concours d'un temps exceptionnel, à la situation où nous sommes réduits. Cette organisation capitaliste de la société apparaît clairement aujourd'hui comme un frein au développement de la production en harmonie avec la satisfaction des besoins des travailleurs. Elle montre la nécessité de construire le socialisme sur la base des immenses richesses dont la France dispose en fonction des besoins de notre peuple !

SÉCHERESSE

COUÉRON: LES PAYSANS CONTRE LES ACCAPAREURS DE FOIN

Couéron : 6 000 hectares, dont 1 500 en zone urbaine, et 4 500 en zone agricole.

D'une part, 80 exploitations, soit environ 200 travailleurs, moyenne de surface d'exploitation : 18 hectares (vingt familles exploitant de 5 à 15 hectares ont été obligées de rentrer en usine et aujourd'hui sont ouvriers-paysans).

D'autre part, 20 personnes qui ont accaparé sur Couéron, non par nécessité pour vivre, mais pour le profit et le prestige, de 30 à 200 hectares chacune...

SÉCHERESSE

Elle touche durement les petits paysans : pas de foin, pas de plantations, pas d'herbe dans les prés. Avant d'acheter à manger aux animaux, il faut manger soi-même et payer les dettes. Nous apprenons que 12 hectares de foin sont à faire dans la vallée. Après la demande faite par certains petits paysans, les propriétaires (riche héritier, éleveur de chevaux et avocate à Paris : ils possèdent 150 hectares sur Couéron et le Pellerin) donnent le foin à faire à Chéreau, entrepreneur du Pellerin, revenu d'Afrique du Nord. Il y a quelques années, qui décide d'acheter la machine la plus moderne pour faire le foin (elle fait des bottes de 70 kg !)

Ainsi, ils enlèvent plus de 40 hectares de foin à des paysans, qui les faisaient à

A Aigrefeuille, les producteurs de lait de la Jaunaie, regroupés au nombre d'une centaine face à l'industriel Vincendeau, lui ont remis des pétitions contenant des milliers de signatures contre la baisse du prix du lait et les nouveaux modes de paiement des matières azotées.

Corr. APL Ouest

moitié depuis plusieurs années. (Les propriétaires, plutôt que d'employer un fermier, préfèrent vendre la récolte sur pied chaque année au plus offrant)

«NOUS PRENDRONS LE FOIN»

Sous la pression des paysans de Couéron, l'entrepreneur abandonne les 12 hectares de Couéron. Mais pour 8 hectares, il n'y a pas de problème, pour les 4 autres, le propriétaire, après le désistement de Chéreau, les loue à André Radigois, de Port-Launay en Couéron. Celui-ci, gagnant entre 2 500 et 3 000 F à Carnaud Basse-Indre, exploite en plus de 30 à 40 hectares avec 50 ou 70 bêtes : ce qui revient à peu près à un double salaire !

Aussitôt connu, les paysans vont voir Radigois et lui demandent de renoncer à faire le foin : celui-ci refuse, nous lui disons que nous irons les faire collectivement lundi.

TRACTEURS : LE PRÉ BARRICADÉ !

Lundi matin, 10 heures, 30 agriculteurs se présentent avec le matériel nécessaire pour faire le foin mais Radigois avec un autre ami était déjà à faucher depuis 7 heures.

Avec tracteurs, les sorties du pré sont barricadées, lorsque la fauche est terminée. Suite à bien des hésitations, après avoir tourné dans les quatre coins du pré, Radigois vient nous voir. Presque tous les paysans lui disent dans des termes bien compréhensifs ce qu'ils pensent de son action d'accaparer toujours de plus en plus de terres en écrasant les petits paysans (surenchère).

Au bout d'une heure, nous annonçons à Radigois et ses deux amis de ne plus toucher au foin. Ce sont nous qui en prenons possession tout de suite !

Dans l'après-midi, endenneur, bottelleuses et remorques... Nous étions plus de 40 et le soir même plus de 1 000 bottes étaient remises chez certains

d'entre nous, en attendant la distribution aux paysans de la commune qui ont le plus besoin.

RÉPARTITION DU FOIN DANS LA COMMUNE !

Le lendemain, les 600 bottes restantes subissaient le même sort. Nous distribuons un tract à Carnaud et Tréfi où nous rencontrons beaucoup de sympathie (la CFDT Carnaud, favorable à notre action, n'a pas pu prendre position publiquement. Des militants ouvriers de la boîte sont venus dans le champ nous porter leur soutien).

Quarante huit heures après, tous les paysans de Couéron sont invités à faire ensemble la répartition. C'est dans la franchise et la bonne humeur que la moitié du foin a été partagée à ceux qui en ont réellement besoin, et l'autre moitié suivra dans quelques temps de la même façon.

Nous avons décidé que le foin fait collectivement et gratuitement aurait pour prix :

- pour les bénéficiaires 4,00 F la botte de 12 kg (33 c. le kilo, contre 65 c. au tarif spéculatif d'aujourd'hui)
- soit : 0,25 pour régler la ficelle, 0,25 pour la bière, (il faisait chaud), et 3,50 pour le propriétaire.

Nous prenons contact avec le propriétaire pour lui soumettre pourquoi nous avons fait le foin et lui dire que nous réglerons pour le foin comme le veut la tradition :

- la moitié pour nous qui l'avons fait
- et on lui rachète 0,40 le kilo sa part.

VERS UNE CULTURE COLLECTIVE ?

En deuxième temps, nous lui disons que ce terrain revienne aux paysans de Couéron et que tant qu'un bail ne sera pas rédigé, certains envisagent même de le cultiver collectivement.

Des paysans qui ont participé à l'action (extrait d'APL Ouest Information)



Dans la région de Guingamp

Quand on parcourt la Bretagne, les prairies verdoyantes ont fait place à un paysage désolé : l'herbe jaunie, brûlée par le soleil, est rare, les rivières asséchées.

UNE NAPPE D'EAU DÉTECTÉE IL Y A DEUX ANS...

Dans le Sud-Finistère, une nappe d'eau souterraine, située à 10 ou 20 m de profondeur a été détectée il y a 2 ans. Les municipalités ont déjà demandé des crédits pour forer des puits et permettre l'exploitation de ces nappes. Le gouvernement n'a toujours rien fait. Il mise sur les conditions naturelles (pluies fréquentes, nombreuses rivières) et ne prévoit rien pour assurer l'irrigation. Pourtant, chaque année, quand les pluies se font rares pendant plusieurs jours, les paysans voient leur production de lait diminuer considérablement, entraînant des pertes importantes de revenus.

Avec la sécheresse, les petits paysans cherchent à transformer par des moyens de fortune une situation catastrophique. Certains vont creuser des puits, d'autres vont chercher plus bas l'eau qui manque au fond du puits. Mais, nous dira l'un d'entre eux, « depuis le début de la sécheresse, le prix du matériel nécessaire a énormément augmenté, et j'ai dû renoncer à l'acheter. Actuellement, il faut des délais de 15 jours pour acheter la moindre cuve à eau ».

Dans la région de Guingamp, où se situent les plus importants abattoirs du département, il devient impossible de vendre une vache : les cours ont déjà baissé de 2F/kg et dans les abattoirs, les animaux attendent souvent jusqu'à une semaine avant d'être abattus, or au bout d'une semaine, une bête peut bien perdre le quart de son poids de viande.

LA COLÈRE MONTE

Ceux qui profiteront des mesures de Bonnet sont ceux qui sont déjà favorisés.

Ainsi, cet agriculteur nous explique comment a fait un gros paysan du coin après un orage : sur 40 ha de maïs plantés, il en a déclaré 45 sinistrés, et comme son dossier et son nom sont bien connus dans les administrations agricoles, on lui a accordé l'indemnité sans aucun contrôle. Ceux-ci se tireront toujours de la sécheresse car ils ont pu ensiler des réserves de fourrage pour le bétail ou parce qu'ils ont les moyens d'irriguer leurs terres.

La colère commence à monter chez les petits paysans et déjà certains disent « cela va exploser à l'automne ».

A Pommerit le Vicomte, région de Guingamp, les agriculteurs se sont réunis pour examiner ensemble comment faire face le mieux possible aux problèmes posés par la sécheresse. Ils se sont donné des indications sur les méthodes... De telles réunions peuvent être le point de départ d'une mobilisation des paysans contre la liquidation et l'exploitation capitaliste.

vaincre la sécheresse, c'est possible

TACHAI 1972

EN RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

A l'heure actuelle la sécheresse en France prend l'allure d'une véritable catastrophe. Faut-il incriminer la «fatalité», des «circonstances imprévisibles»? Ce que l'ampleur des dégâts révèle, c'est en fait l'imprévoyance du système capitaliste et son incapacité à faire front contre les difficultés. Par contraste, la manière dont le peuple chinois a su faire face à la grande sécheresse de 1972 nous montre qu'il est possible de surmonter les calamités naturelles dans un système où toutes les énergies des masses sont mobilisées au service de la collectivité.



TACHAI 1972 : MOBILISATION VICTORIEUSE CONTRE LA SÉCHERESSE

En 1972, une grande sécheresse s'abat sur de nombreux points du globe. C'est un phénomène mondial qui n'épargne pas la Chine. Mais dans aucune région de Chine, la sécheresse n'eut les effets dramatiques que connurent les peuples du Sahel, d'Inde... : famines, destructions massives de bétail, exodes de populations etc. Bien plus, 1972 fut une année de bonnes récoltes grâce au système d'irrigation déjà en place et marqua un nouveau progrès dans l'aménagement des campagnes (canaux, réservoirs, etc). Ce fut le cas de la province du Chansi, en Chine du Nord, où se trouve la célèbre brigade de production de Tatchai. La province du Chansi connut durant cette année 1972 la sécheresse la plus grave depuis 1877 : Tatchai n'a pas vu de grosses chutes de pluie en 300 jours et pour toute l'année n'a reçu qu'un cinquième des précipitations normalement enregistrées. Et pourtant, le revenu global de la brigade a augmenté de 10 % par rapport à 1971.

Comment expliquer de tels résultats. Un camarade qui a séjourné à Tatchai durant la grande sécheresse témoigne des efforts et des réalisations des membres de cette commune populaire :

«Lorsque je suis arrivé à Tatchai, en juillet, il n'avait pas plu depuis 6 mois et les vieux du village nous disaient : «on n'a jamais vu une sécheresse pareille!». Sachant que la sécheresse régnait dans tout l'intérieur du pays, je m'attendais à voir l'eau rationnée. En fait, les gens l'utilisaient sans restriction pour leurs besoins quotidiens. J'ai également gardé de ma visite l'image saisissante d'une terre sèche, jaune et craquelée d'où sortaient des maïs magnifiques. Contraste incroyable, incompréhensible jusqu'au moment où on voyait le sol sillonné d'une multitude de petits canaux irrigant l'ensemble des rangées. Ces rigoles étaient équipées de petits clapets destinés à arrêter l'eau, comme de petites écluses. Des canalisa-

tions reliaient ces canaux à de gros réservoirs d'eau de pluie placés au dessus de la zone cultivée. L'alimentation en eau de Tatchai est également assurée par le captage d'une rivière souterraine.

UNIS CONTRE LA SÉCHERESSE

Les membres de la commune m'ont expliqué comment un tel résultat avait été obtenu.

Des équipes ont travaillé jour et nuit, cadres aussi bien que simples paysans. Grâce aux efforts collectifs, de nouvelles terres ont été irriguées ; ainsi, la sécheresse de 72 a occasionné un nouveau progrès dans la politique d'aménagement pour mieux maîtriser la nature.

UNE LUTTE DE LONGUE HALEINE

A Tatchai, il a fallu d'abord lutter contre l'esprit de défaitisme dû au manque de confiance dans les initiatives des membres de la commune ; le point de vue révisionniste selon lequel les paysans ne pourraient venir à bout des éléments naturels a été combattu sur le thème : «on peut vivre à Tatchai». Ainsi, contre les «spécialistes» qui prétendaient impossible la mise sur pied d'une agriculture rentable (Tatchai se trouvait dans une région semi-aride) les paysans ont pris les affaires en mains : pour vaincre l'érosion, ils ont modifié la composition du sol, travail gigantesque qui a pris plusieurs années ; l'épandage d'engrais a permis de vaincre l'infertilité et l'emploi de tracteurs d'effectuer des labours plus profonds et plus nombreux. En Chine, l'industrie ne se développe pas au détriment de l'agriculture mais la soutient en assurant l'équipement.

Ces résultats ont été possibles parce que les paysans ont véritablement pris en charge et organisé la lutte : à Tatchai, il n'y a pas d'un côté une minorité de spécialistes

chargés de donner les directives et de l'autre les masses chargées d'exécuter les travaux. Les cadres participent au travail manuel et tous les membres de la commune prennent part aux expérimentations scientifiques. Ces débats permanents nourris de l'expérience des paysans ont permis à Tatchai de trouver des solutions nouvelles, d'enrichir ses connaissances dans tous les domaines : aménagement des montagnes, culture des semences, conservation des eaux... Par exemple, les paysans se sont aperçus que les murets de pierre ne suffisaient pas à retenir l'eau et ont planté des arbustes.»

C'est la grande leçon de Tatchai : quand les masses sont libérées et jouent un rôle dirigeant, elles peuvent vaincre les plus grandes difficultés. L'exemple de Tatchai illustre pleinement tout ce que le socialisme apportera aux paysans : c'est seulement lorsqu'ils seront libérés des contraintes qui pèsent sur eux à cause du système de propriété privée que tout pourra être mis en œuvre pour maîtriser réellement la nature.

Dès aujourd'hui, la lutte contre la domination des gros propriétaires, contre la main-mise des firmes agro-alimentaires ouvre la voie au pouvoir des ouvriers et des paysans.

ILS ONT FENDU LA MONTAGNE ET L'EAU EST VENUE

L'HISTOIRE DU CANAL DRAPEAU ROUGE

Après 12 ans de travail, la population du district de Linhsien, dans la province du Honan a construit un réseau de canaux totalisant 1500 kilomètres apportant la prospérité à la région.

Avant la révolution, ce district était considéré comme une région maudite où, disent les paysans, «l'eau était plus chère que l'huile». Après la révolution, l'aménagement de plusieurs réservoirs se révéla insuffisant. Une idée commença à germer : acheminer l'eau de la rivière Tchang-ho située au delà des monts. Devant les nombreuses difficultés, les ingénieurs se montrèrent sceptiques. Mais les paysans refusèrent de se résigner à vivre sans eau et le Comité de Parti décida de tailler la montagne et de dériver les eaux de la rivière en février 1960. Les paysans apprirent à fabriquer des explosifs, des outils ; les notions ainsi acquises leur ont permis de créer ensuite de petites usines, exemple de développement d'une économie diversifiée. La chaux venant à manquer, quelques vieux paysans expérimentés inventèrent une méthode permettant de fabriquer de la chaux sans four...

Toute la population, les jeunes scolarisés aussi bien que les simples paysans participèrent à la construction du canal. Les 2/3 des surfaces cultivées sont maintenant irriguées et de petites centrales hydro-électriques ont été installées.

Ce travail gigantesque est un magnifique exemple des réalisations possibles sous le pouvoir populaire, grâce à la puissance de création collective des masses.

CONTRE LA MISÈRE, CONTRE LES PROFITEURS

ENGAGEONS DES CENTAINES

Des milliers de paysans sont ruinés, les cours de la viande se sont effondrés, pendant que les profiteurs s'enrichissent sur la paille, le foin, la viande, le matériel d'irrigation. Si pour les petits paysans, c'est l'année terrible, les gros, eux, s'en sortiront.

Dans l'immédiat, de graves problèmes se posent. Comment nourrir les bêtes ? Que sera l'hiver ? Pourra-t-on nourrir tout le monde sur l'exploitation ? La grande sécheresse de 1976 met en valeur, de façon cinglante, les difficultés de la paysannerie pauvre et moyenne, victime de la politique capitaliste.

Il manque aujourd'hui des millions de tonnes de foin et d'herbe pour sauver le cheptel.

Face à la sécheresse, les paysans pauvres et moyens sont laissés pratiquement seuls. Pour les plus petits, dont le revenu est inférieur ou égal au SMIC, c'est le minimum vital que la sécheresse atteint.

Pour ceux qui se sont lancés dans la mécanisation, l'intensification, l'élevage en batterie, c'est tout un édifice précaire fondé sur la course au rendement permanent et sur une série d'emprunts qui commence à s'écrouler !

Le Crédit Agricole, les firmes agro-alimentaires, le syndicalisme agricole officiel ont encouragé depuis de longues années le développement d'une technologie agricole fondée jusque dans le détail sur la course au rendement, au profit. Ce n'est qu'en se mettant un peu plus sous la coupe du Crédit Agricole, en s'endettant toujours plus que ceux-là s'en «sortiront». Pour les jeunes, ces difficultés supplémentaires les poussent à l'exode vers la ville, vers l'ANPE...

La paysannerie pauvre et moyenne a été durement touchée par la crise. Le revenu moyen agricole a diminué de 9,6 % en 1974. L'agriculture a subi de plein fouet la hausse des prix de l'énergie et des produits industriels. Au cours des deux dernières années, les coûts de production agricole ont augmenté de 30 % alors que l'indice de prix agricoles n'a augmenté que de 12,3 %. L'endettement s'est aggravé, au cours du VI^e Plan, le revenu des paysans n'a progressé que de 2,7 % par an. De surcroît, la «reprise» n'a pas fait sentir ses effets. Les prix du poulet, du porc, des bovins stagnent ou s'effritent. La différenciation de

classe s'accroît au détriment des petits et moyens paysans. C'est dans cette conjoncture que la bourgeoisie vient présenter à la paysannerie la note de la sécheresse. Une note qui signifie la disparition d'un grand nombre de paysans et l'accélération de l'exode rural.

LA SÉCHERESSE : UNE OCCASION POUR RESTRUCTURER

Subissant au niveau de son chiffre d'affaires, les conséquences de la sécheresse, le capital agro-alimentaire semble bien décidé à faire payer la note aux travailleurs.

Les laiteries annoncent déjà une rupture dans la livraison des produits frais (lait, beurre, yaourts). Un certain nombre de réductions d'horaires et de licenciements sont prévus. «Les tra-



vailleurs victimes du chômage partiel seront indemnisés», déclarait récemment Durafour annonçant par là une vaste opération de réduction d'horaires et de licenciements. Déjà, partout dans l'industrie agro-alimentaire, on a cessé d'embaucher. La bourgeoisie tente de se saisir de cette période comme d'un justificatif pour accélérer la restructuration du secteur agro-alimentaire, entamée depuis de Gaulle. Dans ce secteur, en 1958, on comptait 6 000 sociétés, en 74, on n'en comptait plus que 2800, 365 groupes se partagent 80% du marché. Un trust comme

Nestlé qui a la haute main sur le lait, fait à lui seul plus de 9 milliards de chiffre d'affaires ! Dans l'Ouest, les licenciements commencent. Les coopératives s'y préparent. Dans les conserveries, il y aura des problèmes. De nombreuses entreprises de services agricoles qui louent des machines et des hommes pour la moisson, par exemple, vont licencier. Les ouvriers agricoles sont menacés. L'embauche de saisonniers sera considérablement réduite. Pendant que sa branche lait licencie, la branche eaux minérales du trust BSN-Gervais Danone réalise des profits historiques grâce à la chaleur. Là, pas question d'augmenter les salaires ou d'augmenter les effectifs ! Une seule chose est en hausse : les cadences ! Le lait est payé moins cher aux éleveurs l'été que l'hiver, les fermes se réfugiant derrière le fait qu'il est produit en plus grande quantité. Cet été, les baisses de

paysans se sont mobilisés contre un «gros» qui accaparait l'eau pour arroser ses cultures. A Aigrefeuille, des pétitions circulent contre la baisse du prix du lait. Des ventes directes de fruits commencent à être organisées. Dans les usines, c'est par dizaines que les ouvriers ont emporté des victoires sur la question de la chaleur. Contre l'esprit d'attente et de résignation, ces actions ont permis de marquer des points, ont montré leur efficacité. C'est ce type de mobilisations collectives qu'il faut multiplier, pour contrôler le prix du foin, de la paille, du lait, des semences nécessaires pour les dérobées fourragères d'automne. Les terres en friches, les forêts domaniales sont bonnes pour le bétail, il faut les utiliser collectivement, malgré les manœuvres des propriétaires fonciers ! Pour repousser les échéances de versement des fermages, des remboursements, pour obtenir des prêts sans intérêt, pour développer l'entraide, les paysans doivent d'abord compter sur eux. La FNSEA, en organisant démagogiquement le ramassage de la paille, tente de renforcer son crédit à la campagne, fait des bénéfices sur le dos des paysans et privilégie les gros. Multiplions les bourses, les actions d'entraide et de solidarité pour construire une première unité de lutte, nécessaire pour imposer au pouvoir, dès l'hiver, le maintien du revenu des petits paysans ! Les syndicats élaborent des plans, des revendications, pour les présenter ensuite au gouvernement, et laissent les paysans dans l'isolement, dans le désespoir. Ce n'est pas sur ce type d'action qu'il faut compter ! Le PCF élabore un cahier de revendications et envoie ses parlementaires en mission dans l'Ouest, comme l'ont déjà fait, de leur côté, Bonnet et «M. Europe Verte». Ce faisant, il ne propose pas aux paysans d'autre type de rapports que ceux qui leur sont proposés par la bourgeoisie par l'intermédiaire des notables, des dirigeants agricoles : rapports de soumission, d'attente. Non, ce n'est pas cette voie qui correspond à l'intérêt des paysans pauvres ! Leur intérêt est dans la lutte collective, dans l'alliance avec la classe ouvrière ! Pour préparer la lutte d'ensemble, pour refuser de payer la crise, arrachons des centaines de victoires ! C'est possible et c'est le moment !

ENGAGEONS LA LUTTE

Face à cette politique, le mécontentement grandit. A côté de nombreux suicides, manifestations de désespoir, la révolte s'approfondit. Des premières actions sont menées dans l'Ouest contre les accapareurs de foin, dans le Pas-de-Calais pour imposer un prix limité. En Vendée, les

D' ACTIONS



fruits et légumes

DES PRIX POUR DIVISER

Le prix des fruits et légumes ressemble à un problème incompréhensible. «Comment se fait-il qu'avec une telle récolte, les prix ne baissent pas ?», demandent les ménagères sur les marchés. «Comment se fait-il qu'en période de forte consommation de fruits, comme en ce moment, on nous les paye moins cher ?» s'interrogent les paysans.

En raison du beau temps exceptionnel de cette année, la récolte de fruits est très abondante. Pour l'abricot, dont la saison est courte (de fin juin à la mi-juillet), la production qui est d'ordinaire de 90 000 tonnes est passée à 130 000 tonnes. Il faut y ajouter la concurrence des fruits italiens, espagnols qui alignent des prix compétitifs. La production de pêches qui était l'an dernier de 110 000 tonnes est en passe d'atteindre 500 000 tonnes de pêches. 75 % de cette production est concentrée sur le mois de juillet et d'août. Là encore, concurrence sévère des italiennes et espagnoles.

Si la récolte est abondante, la consommation va augmenter considérablement avec les chaleurs. La consommation nationale est (abricots) est de l'ordre de 80 000 tonnes environ. 25 % de la récolte est mise en boîte chaque année. Compte tenu de l'abondance de la production, on aurait dû assister normalement à des baisses de prix. Or qu'on constate les travailleurs des villes ? Au moment où on payait 7 % de moins leurs fruits aux paysans, les prix de vente ont augmenté de 15 à 40% ! Sur les marchés, les cours ont atteint 6 à 8 F. «Ils seraient moins cher, j'en aurais bien acheté plus !» disaient les ménagères. De nombreuses familles se sont privées de fruits alors que l'excédent est tel que 20 000 tonnes de fruits sont détruites, en échange d'une indemnité dérisoire du gouvernement !

A qui profite une telle anarchie ? Le circuit de commercialisation des fruits et légumes est composé d'une foule d'intermédiaires, véritables parasites, qui s'étant approprié le réseau de distribution, imposent leurs tarifs, d'un côté aux ouvriers, de l'autre aux paysans. Ces capitalistes sont souvent liés au capital agraire, dirigeants de grosses coopératives, souvent «syndicalistes» agricoles du style Debatisse. Cette année, nous venons d'assister à une opération de «pénurie artificielle». Les grossistes, alors que les besoins des travailleurs étaient très importants, ont acheté les fruits en petite quantité aux paysans, et ce, à bas prix. La quantité limitée mise sur le marché leur a permis de faire grimper les prix à la consommation. Bonne affaire pour ces escrocs qui ont empêché la différence ! Après avoir joué un petit moment à ce jeu, ils commencent à pratiquer la méthode de «dumping», c'est-à-dire qu'ils ont baissé les prix de vente et mis de grosses quantités sur le marché. Leurs camions, leurs installations, leurs salariés «tournent à plein» sur une période très brève et les profits montent en conséquence.

Pour la viande, il en va de même. Alors que la demande est en baisse très nette, les travailleurs consomment moins de viande par les fortes chaleurs, et que les abattages sont en forte hausse - plus de 15 % par rapport à l'an dernier - (les paysans ne pouvant plus nourrir leurs bêtes), il n'y a aucune baisse sur l'étal du boucher ! Alors que les éleveurs perdent à la vente 500 à 1 000 F par bête, la viande augmente de 11 % en un an à la consommation ! Là encore, les capitalistes de la viande ont empêché la différence. Ils commencent même déjà à parler d'augmenter le steak à la rentrée, en donnant pour raison la diminution du cheptel à cause de l'abattage. Or les frigorifiques des

grands abattoirs sont pleins de carcasses pour un bon moment !

UNE POLITIQUE DE DIVISION

Par de telles méthodes, l'organisation capitaliste du secteur agro-alimentaire vise à «monter» les travailleurs des villes contre ceux des campagnes. A juste titre, les ménagères s'insurgent, alors que la récolte est si abondante, de voir des prix pareils ! Les paysans n'arrivent pas à admettre qu'alors que les besoins sont si importants, les prix qu'on leur paye baissent ! Par ce moyen sont entretenues les bases objectives de l'aggravation de la contradiction ville-campagne.

La bourgeoisie fait mine de plaindre les paysans, voire de leur venir en aide. «Mangez plus de fruits pour aider les producteurs», ose même déclarer cyniquement Bonnet, alors que pendant le même temps, la classe dont il défend les intérêts s'enrichit de la ruine des paysans, qu'elle organise leur appauvrissement ! Alors qu'elle se sert habilement du jeu des importations en provenance du Marché Commun pour faire tomber les cours des produits !

La politique agricole capitaliste, c'est la politique des parasites, de ceux qui cherchent à diviser sciemment les travailleurs des villes et des campagnes pour pouvoir continuer à exploiter les uns et les autres ! Contre cette politique, il faut s'unir, il faut combattre ! Dès cet été, faisons la vérité sur les prix, développons la solidarité entre ouvriers et paysans en multipliant les ventes directes de fruits à la porte des usines, sur les campings, sur les marchés populaires des villes ! Tissons collectivement cette solidarité, première étape vers des affrontements plus larges !

quinze mois de lutte contre la liquidation de la révolution palestinienne



De gauche à droite : Boutari (Armée du Liban Arabe), Habache (FPLP), Arafat (OLP, Fath) et Khatib (ALA), symbole de l'unité des peuples palestinien et libanais.

Quinze mois sont déjà passés depuis le massacre phalangiste à Aïn Remmaneh. C'était le début d'une attaque contre la Résistance Palestinienne en vue de la liquider, pour que les Etats arabes puissent passer des règlements avec l'Etat sioniste, pour laisser l'impérialisme américain piller la région comme il le veut. Les Phalanges, espéraient accomplir assez vite leur besogne, mais elles ont été surprises par la capacité de lutte de la Résistance, et la solidarité qui s'est manifestée aussitôt entre les forces patriotiques libanaises et la Révolution Palestinienne.

Les Phalanges, bientôt suivies par d'autres formations fascistes et confessionnelles, ont utilisé tous les moyens pour entrainer la Résistance : provocations confessionnelles, appel à l'armée, appel aux régimes arabes et aux Etats impérialistes. Mais la juste politique de l'OLP a permis de faire face à ces dangers.

L'UNITÉ DE COMBAT PALESTINO-LIBANAIS

Au cours de cette période de lutte, bien des choses ont changé au Liban. Tout d'abord, et c'est une chose fondamentale, c'est l'unité de lutte qui s'est construite entre la Révolution Palestinienne et le mouvement patriotique libanais, entre les peuples libanais et palestinien en armes. Il s'agit d'une condition essentielle pour empêcher toute liquidation de la révolution arabe en général et palestinienne en particulier.

C'est la première fois depuis le déclenchement de la Révolution Palestinienne qu'une telle unité organique se forge entre la Résistance Palestinienne et un peuple arabe non-palestinien. Ceci est un pas important sur le voie de la libération de cette région du monde, compte-tenu que, comme l'indique l'OLP, la liquidation de l'Etat sioniste en tant que base de la domination impérialiste sur le Moyen-Orient ne peut être le fait de la Résistance seule mais suppose la participation au combat des autres peuples arabes de la région.

Ce qui a changé aussi, ce sont les rapports entre la population dans les quartiers contrôlés par les forces

patriotiques. Les rapports féodaux tendent à disparaître, la population apprend à compter sur ses propres forces, formant des comités populaires, organisant ses propres milices. Toutes ces actions sont menées en coordination avec la Révolution Palestinienne. La division entre les organisations des premiers jours a disparu peu à peu. La formation de l'Armée du Liban Arabe, qui est en liaison étroite avec la Résistance, est un premier pas vers la formation d'une armée populaire libanaise.

Toutes ces transformations ne peuvent que faire peur aux régimes arabes et surtout à l'Etat sioniste. C'est dans ce cadre-là que se situe le rôle du régime syrien.

LE RÉGIME SYRIEN POUR LA LIQUIDATION DE LA RÉSISTANCE

Le but du régime syrien est l'affaiblissement ou la liquidation de la Révolution Palestinienne. Son intervention au Liban a changé de nature entre le début et le moment actuel.

Au début du conflit, le régime syrien a alimenté la guerre par l'intermédiaire de la Saïka pour pouvoir se placer en juge, en médiateur au Liban.

Par ce moyen, il espérait contrôler la Révolution Palestinienne.

La montée de la lutte et les changements intervenus au Liban sont allés dans le sens de la consolidation de la Révolution Palestinienne en tant que force indépendante des régimes arabes et avant-garde de la révolution arabe. Cela est insupportable pour le régime syrien.

En effet, en 15 mois, la Résistance Palestinienne s'est affirmée plus que jamais comme le fer de lance du mouvement de libération arabe. Le renforcement des liens avec le peuple libanais, les coups écrasants portés aux Phalanges et autres réactionnaires, empêchaient toute possibilité de mise sous tutelle de la Résistance Palestinienne. Ceci constituait une grave menace pour le projet syrien de Confédération syro-jordano-libanaise, où la Syrie aurait un rôle prépondérant dans le cadre de négociations pour un règlement global sur le Moyen-Orient.

D'autre part, le développement aux frontières de la Syrie d'une situation révolutionnaire au Liban, marquée par une mobilisation anti-impérialiste de plus en plus grande des masses libanaises, menaçait le régime même de Assad qui craint d'être emporté par la mise en mouvement des masses arabes dans la guerre de libération contre l'Etat d'Israël. C'est dans ce contexte que l'intervention syrienne a changé de nature, le régime syrien passant d'une intervention pour contrôler la situation au Liban à l'intervention actuelle : face à la résistance palestino-libanaise, une véritable boucherie est organisée pour liquider la Révolution Palestinienne. En cela, le régime syrien accomplit le plan américain dans la région. Il reçoit la complicité de la réaction et de l'Union Soviétique.

Chronologie :

PROVOCATIONS PHALANGISTES

- 13 avril 1975 : Les Phalanges massacrent une trentaine de Palestiniens à Aïn Remmaneh
Juin 75 : Echec de la tentative réactionnaire de former un gouvernement militaire.
Août-septembre 1975 : Les provocations phalangistes s'étendent au Nord et à la Békaa. La guerre commence dans ces régions.
Septembre-décembre 75 : La guerre s'étend à tout Beyrouth. Intervention de l'armée aux côtés des forces réactionnaires. Destruction des centres commerciaux.

MASSACRES PHALANGISTES LA SYRIE FAIT LA «MÉDIATION»

- Janvier 1976 : Blocus réactionnaire de Tell Zaatar, Jisr al Bacha et la Quarantaine. Prise de la Quarantaine et massacres phalangistes. Les forces patriotiques palestino-libanaises prennent Damour, située entre Saïda et Beyrouth.
Intervention politique et militaire syrienne pour briser la lutte des forces contre les Phalanges et tout le camp réactionnaire au Liban.
Février 76 : Formation de l'Armée du Liban Arabe, armée patriotique issue de l'ancienne armée libanaise.

OFFENSIVE PATRIOTIQUE

- 11 mars 76 : Coup d'Etat du général Ahdab. Il demande la démission de Frangié.
Mars-avril 76 : Devant le refus de Frangié de donner sa démission, les forces patriotiques, renforcées par l'Armée du Liban Arabe, lancent une grande offensive à Beyrouth et dans la montagne, mettent en échec le plan de partition du Liban.
Mai 1976 : Crise politique sur la question de la démission de Frangié. Le régime syrien fait nommer Sarkis président au lieu de Raymond Eddé, soutenu par les forces patriotiques.

INVASION SYRIENNE

- Début juin 1976 : Au moment où les forces patriotiques cherchent à régler leur conflit avec Sarkis, entre Libanais, le régime syrien envoie ses troupes d'invasion au Liban le 1^{er} juin 1976.
Juin 76 : Les troupes syriennes se heurtent à la résistance populaire palestinienne et libanaise à Saïda, Sofar, Tripoli, et Beyrouth. La Saïka (organisation fantoche syrienne dans l'OLP), est liquidée.
Fin juin - début juillet 76 : Les forces réactionnaires libanaises et les troupes syriennes lancent une offensive contre Jisr Al Bacha, Tell Zaatar, et Nabaa. Jisr Al Bacha tombe. Tell Zaatar résiste.
5 juillet 76 : Les forces patriotiques déclenchent la guerre de libération au Liban, pour desserrer le blocus contre Tell Zaatar et empêcher l'écrasement de la Résistance Palestinienne par l'agression meurtrière du général Assad. Au nord, dans la montagne et au sud, c'est la contre-offensive patriotique.

PALESTINE OCCUPÉE

*Neuf mois de lutte ininterrompue
contre l'occupant*

Depuis novembre 75, la lutte des masses palestiniennes vivant sous l'occupation n'a cessé de se développer. Les opérations armées se sont multipliées mais surtout, les soulèvements de masse se sont poursuivis l'un à la suite de l'autre. Par leurs luttes, les masses palestiniennes ont dénoncé les plans de colonisation, la défiguration des sites religieux, la torture dans les prisons et la barbarie sioniste. Solidaire avec leurs frères au Liban, les masses palestiniennes ont protesté avec vigueur contre l'intervention syrienne au Liban et ont organisé des collectes de médicaments pour les soutenir.

Cette année a vu pour la première fois depuis l'occupation de la Palestine, le soulèvement de l'ensemble du peuple palestinien, qu'il vive dans les terres occupées en 1948, en 1967 ou en exil. Le 30 mars 1976 a été la «Journée de la terre» et le 15 Mai 1976 la «Journée de la lutte Palestinienne».

Ces luttes qui touchent l'ensemble de la Palestine sont un pas en avant vers la libération de la Palestine par la guerre populaire prolongée. Elles portent un coup très dur au projet des super-puissances, des sionistes et de la réaction arabe, qui sépare les terres occupées en 48 de celles occupées en 67.



15 mai 1976, à Jaffa, «Journée de la Lutte Palestinienne». Au cours des manifestations, hommes femmes et enfants affrontent les soldats de l'occupation.



19 mars 1976, à Jérusalem, les masses palestiniennes se rassemblent à l'esplanade de la mosquée El-Aqsa pour protester contre sa violation par les autorités occupantes.

RÉPUBLIQUE ARABE SAHRAOUIE DÉMO- CRATIQUE

*Tout un peuple
debout contre
l'invasion*

Après avoir obligé les fascistes espagnols à partir du Sahara, le peuple sahraoui doit affronter l'invasion de son territoire par les armées marocaine et mauritanienne. Parce qu'il a refusé de se soumettre, il a connu les bombardements au napalm, les massacres. Il n'a pas plié. Le 28 février, il a proclamé la République Arabe Sahraouie Démocratique. Cet héroïque combat a empêché le roi du Maroc de s'emparer des richesses du Sahara, lui a fait subir de lourdes défaites, a plongé le régime mauritanien dans la crise : autour de la lutte du peuple sahraoui s'ouvre une voie nouvelle, celle de l'unité de combat des peuples maghrébins contre les régimes réactionnaires. Chaque jour de cet été sera marqué par cette lutte : mobilisation dans les camps où les femmes et les enfants surmontent toutes les souffrances, combats dans tout le territoire du Sahara, et aussi au Maroc et en Mauritanie. Chaque jour de cet été doit aussi être marqué par le soutien, des actions de solidarité.



en syrie, bouillonnement populaire à homs, hama et alep

INTERVIEW DE MILITANTS DU RASSEMBLEMENT DES PATRIOTES SYRIENS EN FRANCE

Question : Comment expliquez-vous le rôle du régime syrien au Liban, alors qu'il paraissait hostile à un règlement dans la région, au moment de l'accord sur le Sinaï ?

Réponse : Depuis la guerre de 73, la politique américaine a cherché à diviser le camp arabe pour faciliter un compromis avec Israël, en imposant de grandes concessions nationales au peuple palestinien et les autres peuples arabes. L'accord intervenu le 1er septembre entre Sadate et Israël en est une étape fondamentale. Cet accord a mis Assad dans une position difficile. Depuis ce tournant, le régime Assad a fait de nouveaux choix politiques :

-Face à l'initiative unilatérale de Sadate, Assad a essayé de mettre sur pied une structure tripartite dont il serait le porte-parole. Il s'agissait de former un bloc entre la Syrie, la Jordanie et l'OLP. La Syrie serait le représentant de ce nouveau bloc et acquerrait une position de force dans les négociations avec Washington et Tel Aviv. Ainsi, l'objection israélienne à traiter avec l'OLP serait levée.

-Contrairement à Sadate, Assad avait besoin pour réussir sa nouvelle politique, de maintenir ses relations privilégiées avec l'Union Soviétique, tout en pratiquant une politique d'ouverture à l'impérialisme américain.

Les faits illustrants cette politique sont le rapprochement spectaculaire

avec le roi Hussein consacré au mois d'août 75 par la création d'un commandement militaire unifié entre la Syrie et la Jordanie ; les pressions exercées par Damas sur la Résistance Palestinienne pour qu'elle rejoigne ce commandement, et parallèlement, l'encouragement donné au fantoche jordanien d'améliorer ses rapports avec l'URSS.

Ainsi, le régime Assad a tenté de mettre la main sur la Révolution Palestinienne afin de mener son plan à terme. Pour ce faire, il a joué un rôle plus qu'équivoque dans la guerre civile libanaise, en alimentant le conflit des deux côtés et en utilisant comme élément provocateur son cheval de Troie dans la Résistance, la Saïka. Pour Damas, c'est un moyen de pression pour obliger la Résistance à accepter le commandement militaire unifié sous l'égide syrienne. Mais le tournant pris par les événements du Liban (émergence de forces populaires libanaises se coordonnant directement avec la Résistance Palestinienne) a obligé Damas à jeter successivement les masques d'«ami» de la cause palestinienne et du mouvement national libanais puis de «médiateur neutre» dans le conflit, pour jouer ouvertement la carte de l'intervention militaire afin de maîtriser par la force la Révolution Palestinienne et le mouvement national libanais, et de liquider une direction populaire hostile à sa politique capitaliste. D'où l'alliance ouverte avec les fascistes libanais.

- Sur quelles forces s'appuie le régime syrien pour mener sa politique actuelle ?

- Tout d'abord, le régime syrien bénéficie du soutien explicite et implicite de la réaction arabe, notamment l'Arabie Saoudite et les Emirats du Golfe, et des régimes capitulards.

A l'intérieur, ce sont les forces de répression, l'armée parallèle, une fraction de la bourgeoisie commerçante qui connaît, depuis l'ouverture vers les marchés capitalistes, un essor considérable, une fraction de l'administration bureaucrate et technocrate. Il y a aussi la complicité de fait de certaines formations politiques dépassées par les événements, qui participent au pouvoir. C'est le cas du parti révisionniste de Bakdach et d'une fraction des nassériens.

- Quelles formes prend l'opposition populaire à cette politique et quelles sont les forces de cette opposition ?

- La répression permanente et les manœuvres politiques du régime ont affaibli les organisations politiques et syndicales des masses populaires. De ce fait, le mouvement d'opposition populaire prend une forme spontanée.

Cependant, d'importantes forces d'opposition se sont regroupées à nouveau pour faire face à l'intervention du régime au Liban. Ainsi, un front patriotique a été constitué par plusieurs organisations représentatives de courants populaires.

Des tracts ont été distribués à travers le pays. Des explosions de bombes ont eu lieu dans des lieux officiels. Le couvre-feu a été décrété dans la province de Soueïda, qui a vu le mouvement populaire le plus hostile à l'intervention et d'où le chef prestigieux de la révolution syrienne contre l'occupation française (1925-26), Sultan Al Atrach, a lancé un appel contre cette intervention. Des témoignages nous sont parvenus récemment qui font état de bouillonnement populaire dans les villes de Homs, Hama et Alep.

- En tant que patriotes syriens, comment envisagez-vous les liens avec la Révolution Palestinienne et le mouvement de libération arabe ?

- Pour le peuple syrien, la lutte du peuple palestinien constitue le noyau central de son combat contre l'impérialisme et l'occupation. L'unité arabe, étant le but stratégique du mouvement de libération arabe, se heurte à l'hostilité manifeste de toutes les forces impérialistes de par le monde. Dans ce contexte, l'unité des forces patriotiques arabes autour de la Révolution Palestinienne menace à la fois les intérêts impérialistes (qui ne peuvent continuer à piller que dans le cadre de la balkanisation actuelle) et ceux des régimes bourgeois issus de cette balkanisation.

- Des faits de répression en Syrie ont été rapportés. Pouvez-vous nous brosser un tableau de la situation sur ce plan ?

- Depuis l'intervention syrienne au Liban, avec la montée de l'opposition populaire à cette intervention, la répression s'est renforcée, touchant les forces patriotiques et une fraction même de ceux qui soutiennent le régime. Les manifestations populaires ont été réprimées par les chars. Des bataillons tout entiers ont été dissous. Des officiers patriotes ont été exécutés ou mis en prison.

L'armée parallèle, les «bataillons de la défense», dont le rôle est le soutien au régime, ont fait des parades dans les grandes villes pour apeurer les masses. Il y a aussi la répression idéologique : les journaux et autres moyens d'information ne parlent que pour justifier l'intervention au Liban, dénigrer la Révolution Palestinienne et les forces nationales libanaises.

Une répression féroce s'est abattue contre les camps palestiniens en Syrie. Certaines bases militaires palestiniennes ont été fermées et un grand nombre de militants palestiniens sont dans les geôles du régime. L'engagement du régime syrien au Liban va obliger de plus en plus le régime syrien à consolider ses pratiques répressives.



la résistance à tall zaatar, symbole de la résistance du peuple palestinien

INTERVIEW D'UN RESPONSABLE DU BUREAU DE L'OLP EN FRANCE

- Q.- Quelle est l'importance de la bataille de Tall Zaatar pour la Révolution Palestinienne ?

- R.- La bataille de Tall Zaatar a une importance capitale pour la résistance palestinienne et le mouvement patriotique libanais, ainsi que pour les comploteurs phalangistes et les forces d'invasion syrienne. Pour trois raisons principales :

- Tall Zaatar est le maillon principal qui concrétise le complot dans le sens où les forces isolationnistes et les forces syriennes veulent réaliser l'Etat du Mont-Liban, qui serait « pur », nettoyé de toute présence « étrangère », c'est-à-dire des Palestiniens et des Libanais qui ne sont pas avec les forces isolationnistes. Donc Tall Zaatar, à l'intérieur de ce Mont Liban, entrave l'édification de cet état.

- La bataille de Tall Zaatar a une importance car les réactionnaires veulent frapper les Palestiniens, les déloger de leur camp, les désarmer, donc liquider la résistance palestinienne, là où elle existe, dans les camps, là où il y a une concentration palestinienne.

- La détermination et la résistance de nos masses palestiniennes et des masses libanaises à l'intérieur du camp, car à Tall Zaatar, il y a 20 000 Palestiniens et 15 000 Libanais, leur résistance est le symbole de la résistance du peuple palestinien, le symbole de la résistance du peuple libanais face aux complots, face aux forces isolationnistes, face au régime syrien qui est en train d'appliquer bel et bien le complot impérialiste contre la résistance palestinienne et contre le Liban en tant que peuple et en tant que pays souverain, pour permettre la main-mise de l'impérialisme.

Ceci dit, si Tall Zaatar tombe aux mains des forces isolationnistes et des forces syriennes (car les forces syriennes participent, avec une division de l'armée syrienne, celle qui a combattu au Golan, côte à côte avec les forces isolationnistes), si Tall Zaatar tombe aux mains de cette coalition, la Révolution Palestinienne et le mouvement patriotique libanais ne vont pas s'arrêter et la lutte ne s'arrêtera pas à cause de la perte d'une bataille. La guerre pour notre liberté nous la continuerons.

- Q.- Quelle a été le rôle du régime syrien dans l'offensive réactionnaire ?

- R.- Le rôle du régime syrien est très clair. Dès le début de l'invasion de ses troupes, son but était clair, c'est appliquer les plans impérialistes. Au début, c'était l'aide efficace et agissante aux forces isolationnistes, avec tous

leurs moyens pour frapper la Révolution Palestinienne, les camps, les quartiers populaires libanais qui sont sous le contrôle du mouvement patriotique libanais. Dans leur attaque, les Syriens frappaient toutes les assises de l'économie libanaise : les entreprises, les raffineries, les hôpitaux. Aujourd'hui, on assiste à la résistance formidable de nos masses à Tall Zaatar. Quand les forces syriennes ont vu que les forces isolationnistes n'ont pas pu envahir le camp, elles ont accentué leur aide pour que les forces isolationnistes parviennent à pénétrer dans le camp.

Quand les forces patriotiques et la Révolution Palestinienne ont entamé une offensive dans la montagne pour empêcher la formation de l'Etat du Mont-Liban, les forces syriennes ont commencé à bombarder aussitôt les concentrations des troupes patriotiques libano-palestiniennes.

Tout cela, c'est pour réaliser concrètement la Confédération syro-jordano-libanaise. Une partie du Liban sera annexé par l'armée syrienne, et notamment la Békaa, riche région agricole. Cette confédération sera la garantie pour la négociation avec « Israël », pour essayer d'annexer une partie de la Palestine, la Cisjordanie et la faire rentrer dans cette confédération, pour frapper le mouvement de libération nationale palestinien et le mouvement patriotique libanais.

- Q.- Après plusieurs mois de guerre commune, comment voyez-vous les liens entre la Révolution Palestinienne, le peuple libanais et les autres peuples arabes ?

- R.- La relation entre le mouvement de libération nationale palestinien et le mouvement patriotique et progressiste libanais est une relation stratégique. Dès le début, la Révolution Palestinienne a défini ses alliés stratégiques, qui sont les masses arabes, car c'est avec elles qu'on va faire le long chemin de la libération de la Palestine, ce sera aussi le chemin de l'émancipation et de la libération des peuples arabes. Ce qui s'est passé au Liban est un événement historique dans la lutte dans le monde arabe.

Deux mouvements, le mouvement de libération nationale palestinienne et le mouvement patriotique libanais, qui ont pris les armes pour lutter contre l'impérialisme, le sionisme et leurs agents dans la région, sont unis dans la lutte, c'est très important, c'est une cause qui amène les impérialistes et leurs agents à se dépêcher pour étouffer ces liens organiques. Je rappelle qu'il y a un commandement unifié, politico-militaire, cela on ne l'a pas vu avant. Nous espérons que ça se consolidera encore dans l'avenir, cela va avoir des répercussions, des impacts, pas seulement en ce qui concerne le Liban et la Palestine, mais ailleurs dans le monde arabe, et c'est cela l'avenir de l'ensemble des masses arabes.

- Q.- Quelles formes de soutien pouvons-nous apporter à la Révolution Palestinienne dans sa lutte au Liban ?

- R.- Notre peuple lutte contre le génocide. Les complots que nous affrontons avec le peuple libanais visent non seulement notre force, notre résistance, mais nos deux peuples. Je vais donner des exemples : à Tall Zaatar, le Comité International de la Croix-Rouge n'a pas pu pénétrer au camp pour évacuer les blessés et nos martyrs dans les camps à cause des tirs des forces syriennes et des forces isolationnistes, les bombardements de l'hôpital Osseirane à Saïda, ainsi que la crèche des enfants de martyrs à Tripoli et à Saïda, tout cela montre la dimension de l'attaque barbare contre les peuples palestinien et libanais.

Il est du devoir de tout homme épris de liberté de faire tout ce qu'il peut, dans ses moyens, pour aider à ce que les complots de génocide ne se réalisent pas, soit par un soutien matériel, à travers les associations amies en France, financier ou médical, soit en expliquant et en défendant cette bataille de liberté que les peuples palestinien et libanais sont en train de mener aujourd'hui. Ce sera une participation que le peuple palestinien appréciera, cela consolide sa lutte et l'aide à résister face à ces complots.



L'offensive patriotique vers la montagne au cœur de l'«Etat» phalangiste.

L'internationalisme

des enfants



Dessin réalisé par des enfants de Beyrouth.

Dessin sur le rôle des commandos palestiniens : ils attaquent les avions israéliens et creusent un abri pour protéger le peuple, ils arrangent le camp.

A des milliers de kilomètres de distance, ils illustrent à leur façon cette lutte héroïque contre le sionisme et l'impérialisme.

A Calonne, cité minière du nord de la France, comme au camp de Tell-Zaater, à Beyrouth, des enfants ont voulu représenter par leurs dessins la lutte du peuple palestinien.



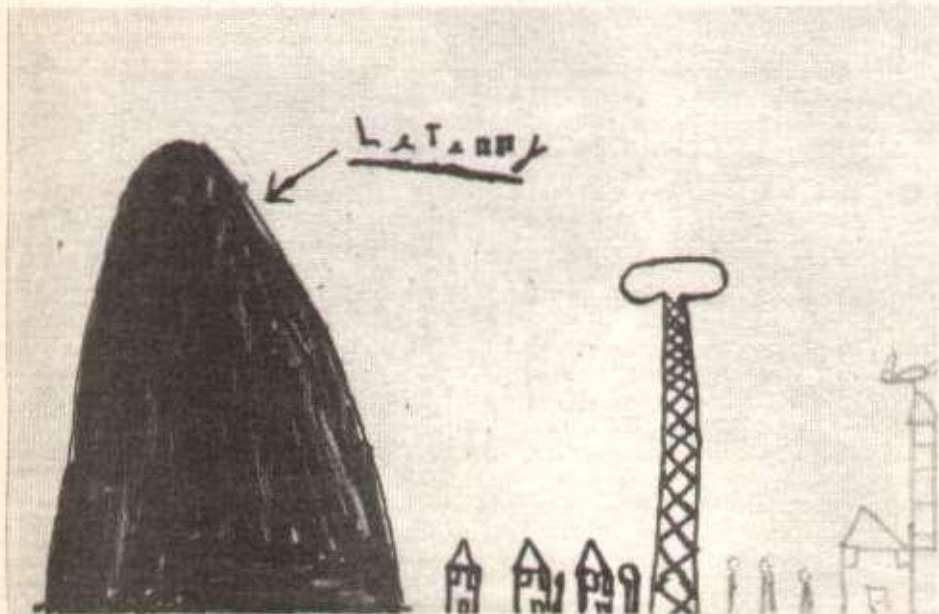
Dessin réalisé par des enfants de Calonne.

Dessin réalisé par des enfants de Calonne.



Aux Palestiniens venus à Calonne, où une exposition était organisée sur la lutte du peuple palestinien, les enfants de Calonne ont remis une petite fresque dessinée par l'un d'eux.

Ils enverront aussi des dessins de paysage minier...



Dessin réalisé par des enfants de Calonne.

...aux enfants palestiniens.

Dessin réalisé par des enfants de Beyrouth.



Dessin sur les travaux de la femme palestinienne

UN PEUPLE ENTRE EN LUTTE

Jean-Pierre CHAMPAGNY

**Mercredi
16 juin,
Soweto ...**

Le soulèvement de Soweto et des autres ghettos qui entourent les grandes villes industrielles d'Afrique du Sud marque une étape importante dans la lutte du peuple de ce pays. Après les importantes grèves ouvrières de 1973 et 1974, après les manifestations de soutien au Mozambique en 1974, c'est la jeunesse africaine qui s'est révoltée

massivement contre le régime raciste. Refusant d'apprendre l'afrikaaner, la langue des racistes, refusant une école de sous-éducation et de sous-qualification, refusant un avenir de misère et d'oppression, les jeunes de Soweto ont affronté les flics.

Rejetant l'idéologie de la non-violence, ils ont pris l'offensive, ils se sont organisés et ont pris les armes pour venger leurs frères assassinés. Ils ont incendié les écoles, les magasins et les bureaux des racistes, instruments et symboles de l'humiliation quotidienne du carcan raciste. Mais surtout, ils n'ont pas revendiqué une quelconque amélioration du système, une «égalité» illusoire : le poing levé, ils ont crié «Pouvoir africain !»

C'est un formidable mouvement qui vient d'ébranler le bastion impérialiste en Afrique, cette enclave raciste qui n'existe que par le soutien des impérialismes américain, français, allemand qui participent au pillage des richesses et exploitent la main d'œuvre africaine bon marché parce que surexploitée. Comment ce bastion pourrait-il subsister, alors que le régime raciste est condamné par l'immense majorité des peuples du monde, alors que l'ensemble des peuples d'Afrique veut en finir avec ce régime ! Comment le peuple d'Afrique du Sud pourrait-il ne pas être certain de sa victoire, alors que les peuples des anciennes colonies portugaises viennent de gagner par les armes l'indépendance, alors que les luttes de libération nationale des peuples de Namibie et du Zimbabwe se développent ? Aujourd'hui, le peuple d'Afrique du Sud s'est mis en marche, avec le soutien des peuples du monde, pour détruire le régime raciste. Rien ne pourra plus l'arrêter.



Mercredi 16 juin, les lycéens et écoliers de Soweto manifestent contre le fait qu'on leur impose d'apprendre l'afrikaaner, la langue des racistes. Ils boycottent les cours depuis un mois. La manifestation est réprimée par les flics qui chargent et tirent des grenades lacrymogènes. Les jeunes ripostent en prenant des bâtons et en jetant des pierres. Très vite, les flics tirent et assassinent un jeune de 13 ans.

C'est alors que tout le ghetto se soulève et affronte massivement les flics racistes, combattant jour et nuit. Jeudi 17, des groupes de jeunes criant des mots d'ordre de «Pouvoir Noir» incendient les écoles, les autobus, les bâtiments de l'administration raciste, instruments de l'oppression quotidienne. Les hélicoptères de la police déversent des grenades lacrymogènes sur les manifestants, les patrouilles tirent à vue. Dans la nuit de jeudi à vendredi, un groupe organisé attaque le poste de police de Meadowland, près de Soweto en utilisant pour la première fois des armes à feu contre la police.

Vendredi, le soulèvement gagne Alexandra, l'autre ghetto noir. Les flics assassinent un automobiliste noir qui ne s'était pas arrêté à un barrage de police. Immédiatement la population commence à leur jeter des pierres. Comme à Soweto, bâtiments administratifs, bus, magasins sont incendiés aux cris de «le pouvoir à Soweto, le pouvoir à Alexandra». Les habitants du ghetto disent «si tout brûle ici, nous aurons quelque chose de mieux. Ces salauds de blanc doivent le savoir. C'est de leur faute». Une dizaine d'autres ghettos entrent en lutte ce jour-là. Le gouvernement raciste doit envoyer des milliers de flics et de soldats pour les cerner et les quadriller. Une répression sauvage commence, avec les armes les plus modernes. Les civils blancs formés en milices participent au combat.

Pourtant d'autres manifestations auront encore lieu lundi et mardi 21 et 22 juin à Alexandra et dans les ghettos autour de Prétoria. Le bilan officiel de la semaine est de 140 morts. Il s'agit des plus importants soulèvements depuis des années.

← Les patrouilles tirent à vue

SOWETO

- A 12km de Johannesburg
- Un million d'habitants
- Des habitations de 3 pièces où s'entassent 6 ou 7 personnes
- 86% des maisons n'ont pas l'électricité
- 93% n'ont pas d'installation sanitaire
- 54% des habitants au chômage
- Un seul cinéma
- 4 heures de transport par jour, entre le ghetto et le lieu de travail.

**Les racistes
sud-africains
assassinent
avec des armes
françaises**

Depuis plus de dix ans, l'impérialisme français est un des principaux fournisseurs d'armes du gouvernement raciste. Entre 1964 et 1966, 54 hélicoptères Alouette, 16 hélicoptères Super Frelon, 20 Mirages 3 E 2 équipés de missiles Matra. En 1969, grande réalisation franco-sud-africaine (Matra et Thomson CSF, le Cactus, missile sol-air, capable de porter une tête nucléaire ou un gaz toxique.

Les fournitures n'ont jamais cessé. Les gouvernements français successifs ont toujours prétendu qu'ils ne vendaient pas d'armes destinées à la répression. En août

75, Giscard en visite au Zaïre déclarait un embargo sélectif. En fait, il fait mieux : ce sont des équipements et des machines pour fabriquer des armes et des munitions en Afrique du Sud même qui sont exportés. Récemment le gouvernement français annonçait la vente de réacteurs nucléaires. Là encore, il a le cynisme de prétendre qu'ils sont destinés à un usage pacifique. Alors que le gouvernement raciste accroit de 40% son budget militaire pour l'année prochaine et déclare ouvertement qu'il prépare la guerre contre les peuples africains !

INTERVIEW D'UN CAMARADE QUI A SEJOURNE EN AFRIQUE DU SUD

QDP : Tu es allé en Afrique du Sud, tu as vu Soweto. Peux-tu expliquer ce que c'est.

R : Soweto est à douze kilomètres de Johannesburg, c'est un «township» que les Africains qui travaillent dans l'agglomération sont obligés d'habiter. Ça se présente vraiment comme un camp de concentration, entièrement entouré de barbelés, avec des miradors, des entrées surveillées par les flics. A l'intérieur, des rangées de petites baraques en tôle ondulée, à perte de vue, pas d'arbres, des rues poussiéreuses, des tas d'immondices. Ça ne m'étonne pas que la révolte ait éclaté là, la vie doit y être vraiment insupportable, les travailleurs africains doivent être rentrés avant 10 H du soir ; si un Africain est trouvé à l'extérieur de Soweto, il est en situation illégale et immédiatement envoyé en prison. De plus un Africain doit toujours avoir sur lui un «pass» (passeport) qui donne son identité, son employeur, son origine «tribale», le township où il doit revenir, son casier judiciaire. S'il ne l'a pas, il est immédiatement envoyé en prison. Par exemple, un gars qui va chercher des cigarettes pour son patron, s'il ne prend pas sa veste et sort sans son pass, on peut très bien ne jamais le revoir.

QDP : Tu as pu visiter Soweto ?

R : Il n'est pas question d'y circuler individuellement et librement. Il y a des visites organisées en car où ils montrent un spectacle : les racistes te montrent une école modèle où ils font danser des gosses, les quelques pelouses, les quelques maisons de médecins et de commerçants qu'il peut y avoir à Soweto. Ils croient prouver ainsi qu'il y a un «développement séparé» !

QDP : Tous les Africains sont-ils parqués dans un township ?

R : C'est le même système partout sous des formes différentes. Pour les mineurs, c'est encore pire : ils sont dans des baraques misérables autour des mines appelées «compounds», ils n'ont pas le droit d'avoir leur famille, pas le droit de sortir. On les répartit en les divisant suivant une appartenance tribale qu'on leur impose. Il y a aussi les réserves, les «bantoustans» où les Africains sont déportés dès qu'ils n'ont plus de travail. Par exemple, les enfants d'un travailleur qui habite un township, s'ils n'ont pas de travail autour de l'âge de 14 ans, donc pas de passeport, ils sont envoyés dans une réserve à des centaines de kilomètres de leur famille.

Dans certaines petites villes, il y a encore des quartiers africains, des «tâches noires». Pour les disperser, le gouvernement raciste envoie des camions pour déménager de force les familles et les envoyer dans de nouvelles réserves, dans des zones

L'hôpital de Soweto...



désertiques. Tout est fait pour mettre systématiquement les Africains sous la menace constante de la prison ou de la déportation. Tout est fait pour les empêcher de s'organiser, en accentuant les divisions entre nationalités et même en les provoquant.

Stérilisation des femmes africaines

Un témoignage de Martin Wolf, paru dans «Spiegel»

«Des collègues blancs suggéraient qu'étant donné ma spécialisation dans la gynécologie et la chirurgie, je devais rendre stériles le plus souvent les malades noirs qui passaient entre mes mains. Cela représentait une aide pour le pays.

J'ai bien entendu, refusé cette proposition. Par contre, j'ai vu très souvent faire de telles opérations sur les malades sans qu'elles le sachent, par exemple lors d'une opération de l'appendice. Un médecin, faisant semblant de plaisanter, remarqua que la personne qui rendrait stériles le plus grand nombre de femmes noires recevrait sans doute une médaille d'or de la part du premier ministre.

Dès qu'il y a la moindre révolte, il faut voir les moyens qu'ils emploient. Tout de suite, le township est cerné, les racistes envoient des hélicoptères alouettes et des voitures blindées (AML Panhard). Les blancs ont tous des fusils et se forment en milices. C'est pour cela que, quand il y a des affrontements, ils sont très violents.

Mais la haine des racistes est quelque chose de quotidien. On peut voir dans le journal que deux noirs ont été abattus parce qu'ils avaient cueilli des fruits, on peut aussi voir des racistes essayer d'écraser avec leur voiture des travailleurs qui traversent une rue.

QDP : Est-ce qu'il y a une certaine opposition à l'apartheid chez les blancs ?

R : Les ouvriers blancs, c'est vraiment une aristocratie ouvrière. Ils sont prêts à tout pour défendre leurs privilèges. Les syndicats sont racistes à fond et empêchent qu'on emploie des Africains qualifiés. C'est dans la jeunesse étudiante, surtout dans les universités anglaises, qu'il y a une opposition. Mais ils sont très durement réprimés : on les arrête, on les assigne à résidence. Beaucoup de jeunes quittent le pays car ils sont écœurés par cette société figée et rétrograde.

UN PEUPLE ENTRE EN LUTTE

GHETTOS ET BANTOUSTANS



LA RÉSERVE DE DIMBAZA

Dix mille personnes vivent là, surtout des femmes et des enfants. Les baraques ont deux pièces, elles sont cimentées, sans plancher, ni plafond. Il y a des points d'eau dans la rue. Les nouveaux arrivants sont parqués dans des huttes en bois avec des toits en tôle ondulée. Trois adultes et quatre enfants vivent dans un espace de trois mètres sur cinq.

Les gens disaient que les autorités leur avaient dit qu'à Dimbaza, ils auraient des maisons à eux, avec chauffage et salles de bain ; qu'ils auraient des magasins et

d'autres commodités... D'autres disaient qu'on les avait menacés d'envoyer des chiens contre eux s'ils ne voulaient pas déménager. Comme l'un d'entre eux le disait : « On ne peut pas dire non à un blanc ».

Une femme avait demandé aux autorités qu'on l'envoie en prison plutôt qu'à Dimbaza. « La vie ici est pire qu'en prison. J'ai de l'asthme et depuis que je suis ici j'ai attrapé la tuberculose ; l'humidité de ma maison l'aggrave ».

ALEXANDRA
ghetto de Johannesburg

Un ouvrier parle : « J'ai fait enregistrer mon nom au bureau de main d'œuvre de Giyani, le village d'où je viens. Un jour, on m'a appelé parce qu'un blanc de Johannesburg voulait des ouvriers pour son usine. Quatorze ont signé en même temps que moi. On nous a dit qu'on aurait neuf rands par semaine pour commencer et qu'on nous permettrait de retourner chez nous une fois par an pour deux semaines ; qu'on serait logé à Alexandra pour trois rands par mois. Je n'ai pas eu de copie de mon contrat.

Je suis content d'avoir du travail, mais je ne suis pas heureux, parce que je suis loin de ma famille. Mais si j'étais chez moi sans travail, je ne serais pas heureux non plus. Je suis forcé d'aller à Johannesburg pour travailler, mais les lois des blancs ne me permettent pas d'emmener ma femme et mes enfants avec moi.

Vivre à Alexandra, c'est comme être dans un troupeau de bétail. On est huit par chambre. On ne se sent pas chez soi. C'est très dur et décourageant. On ne peut pas être un homme. On a l'impression d'être un animal ».

LES PLUS TERRIBLES
REPRÉSAILLES

« Chaque fois que nous les noirs, nous revendiquons pour nos droits, nous encourons les plus terribles représailles. Pendant les grèves de Durban en 1969, la police est intervenue avec des armes et les patrons ont licencié les trois mille grévistes. Quand les grévistes n'obéissent pas à l'ordre de reprendre le travail dans les quatre heures, ils sont déportés dans les «bantoustans» et privés de travail à l'avenir.

Pendant les grèves du début 73, on a vu le même déploiement de forces : deux unités de police furent amenées en avion. Cent cinquante grévistes furent arrêtés, fichés et photographiés par la police. Quand les négociations avec le patronat eurent lieu, des policiers avaient pris place autour des bâtiments avec des mitrail- leuses ».

Les organisations de libération : l'A.N.C.

L'African National Congress (ANC) a été fondée en 1912. Après une résistance acharnée des Africains au siècle dernier paralysée par les contradictions entre nationalités et entre tribus, l'ANC, dès sa fondation affirmait l'unité de combat du peuple africain.

Cette organisation a dénoncé systématiquement la mise en place du système de l'apartheid.

Après la seconde guerre mondiale, avec l'exemple des luttes contre le colonialisme, des mouvements contre l'apartheid se développent.

L'ANC leur donne, de 1950 à 1960 une orientation non-violente : pétitions, rassemblements, etc... Après la fusillade de Sharpeville en 1960 contre une de ces manifestations, l'ANC décide de s'engager dans la voie de la lutte armée.

Pour l'ANC, « l'Afrique du Sud appartient à tous ceux qui y vivent, noirs et blancs ».

L'ANC revendique les mêmes droits pour toutes les nationalités, l'égalité des droits pour tous, le droit au travail, au logement et à la culture.

Le Panafricanist Congress of Azania
(P.A.C.)

Le PAC a été fondé en 1959 par des militants de l'organisation de jeunesse de l'ANC. Le PAC se fixe comme but « la destruction de toutes les forces et de tous les facteurs qui ont porté atteinte à la dignité humaine dans ce pays ». Le PAC lutte pour « un gouvernement des Africains, par les Africains, pour les Africains », pour une Démocratie socialiste africaine et la réalisation de l'unité de la nation africaine dans les Etats-Unis d'Afrique. Pour le Panafricanist Congress « la liberté des Africains implique la liberté pour tous dans le pays, car seuls les Africains peuvent garantir l'instauration d'une démocratie dans laquelle tous les hommes seront des citoyens ».

En conséquence, le PAC ne lutte pas pour l'égalité ou pour les « droits civiques » mais pour un « pouvoir africain ».

La lutte armée
se développe au Zimbabwe

Après la victoire des peuples des ex-colonies portugaises, c'est toute l'Afrique Australe qui s'embrace. Au Zimbabwe (Rhodésie), le régime raciste de Ian Smith, disciple de Vorster, connaît des difficultés accrues. Les mouvements de libération du Zimbabwe ont engagé la lutte armée depuis plusieurs années.

Pour essayer de couper la guérilla du peuple qui la soutient, le raciste Smith déporte les habitants des villages dans des « zones protégées », véritables camps de concentration analogues aux « hameaux stratégiques » des Américains au Vietnam.

Le début de cette année a été marqué par deux faits nouveaux. D'abord, la recrudescence de la lutte armée. Il ne se passe pas une semaine sans que soient annoncées la coupure d'une route, d'une voie ferrée, une embuscade tendue aux troupes racistes. C'est que les manœuvres de division de Smith, sa tentative de faire entrer des Africains dans son gouvernement a échoué. Aujourd'hui, les mouvements de libération se sont unis sur l'objectif de la lutte armée.

De plus, en même temps, les gouvernements des pays voisins, Tanzanie, Zambie, Mozambique ont décidé d'appliquer les sanctions prévues par l'ONU (blocus économique, fermeture des frontières) et apportent une aide politique, économique et militaire à la guérilla. Samora Machel, président du Mozambique s'est engagé à soutenir la lutte de libération du Zimbabwe jusqu'au bout, déclarant « La libération du Zimbabwe, c'est notre libération ».



Après décembre 1970, juin 1976 : une nouvelle fois les ouvriers polonais se sont révoltés contre un pouvoir qui voulait leur imposer de formidables augmentations de prix. Qu'y a-t-il de communiste dans un pouvoir qui impose des augmentations de 50 % voire de 100 % des prix des produits de première nécessité pour les masses populaires ? Gierek pas plus que Gomulka qu'il avait remplacé après les révoltes de Gdansk n'ont pour souci la satisfaction des besoins des masses et encore moins « l'élévation constante de leur niveau de vie », comme ils osent encore le prétendre. Comme chez nous, ils se débattent dans une crise qui s'aggrave de jour en jour, crise d'une bourgeoisie qui détient tout le pouvoir, crise aggravée par les exigences de l'URSS qui a fait de la Pologne une véritable colonie. Les chiffres parlent, les témoignages que nous ont envoyés des lecteurs ayant voyagé en Pologne en 73 et en 74 sont significatifs. Les ouvriers polonais, comme les ouvriers français, en recourant à la grève et même à des manifestations violentes, refusent de supporter la crise. En attaquant les sièges d'un parti qui n'a d'ouvrier que le nom, les travailleurs rejettent le capitalisme d'Etat polonais et affirment leur volonté d'établir leur pouvoir.



« LE CAPITALISME, C'EST VISIBLE À L'ŒIL NU »

TÉMOIGNAGE D'UN LECTEUR QUI A VISITÉ LA POLOGNE EN 1973

« Il suffit de traverser les campagnes faites de petites et pauvres exploitations individuelles et ce, après 23 ans de « réforme agraire ». Et dans les villes, c'est tout aussi évident.

Prenons le cas de la médecine : elle est gratuite. Mais les médecins des dispensaires soignent les malades à l'emporte-pièce. Les médecins privés qui n'ont jamais cessé d'exercer connaissent un nouvel essor. Ils s'occupent mieux de leurs malades ; mais le font payer... en devises. Là-bas, pas de médecine au service du peuple. Au contraire, en Pologne, les D^r Brass prolifèrent. Le D^r Brass, de l'académie de médecine de Wrocław, fut félicité par les membres du parti, pour ses capacités exceptionnelles à se faire payer en devises !

Prenons le cas du sport : on y pratique le culte de la vedette, du super-cham-

pion, tout comme dans les pays capitalistes. « Badenski fut un super-champion (...) on avait l'impression que ses rivaux couraient sous sa dictée ». Les démonstrations de danse gymnique en groupe se font sur l'air de « Love me, please love me ».

Et les villas ; les primes de toutes sortes remises directement dans des enveloppes à certaines catégories de fonctionnaires (ministères, parti, armée). Les carnets de chèques en blanc à la disposition de certains privilégiés, tels que le sculpteur Dunkowski ou l'actrice Traszko-Cwinlinska ou encore le réalisateur Alexander Ford qui touche cent vingt mille zlotys (quand le caissier de la Banque demanda à Dunkowski ce qu'il allait faire de ces vingt cinq mille zlotys, ce dernier répondit : « J'irai voir les putains ». Coût de ces dames : cinq cents à mille zlotys).

« ETE LES TRAVAILLEURS SE DRESSENT CONTRE LA NOUVELLE BOURGEOISIE

LA JOURNÉE DU 24 JUIN POUR LES OUVRIERS DE L'USINE DE TRACTEURS D'URSUS

Dans l'usine de tracteurs d'Ursus, petite ville de trente mille habitants au Sud-Ouest de Varsovie, la nouvelle tombe le 24 juin. Jaroszewicz, le président du Conseil des ministres annonce pour le 28 juin une hausse de 69 % pour la viande et le poisson, 50 % pour le beurre et le fromage, 100 % pour le sucre et, en « compensation » 240 zlotys d'augmentation pour les bas salaires (1 500 sz. par mois) contre... 600 sz. pour les cadres qui touchent 8 000 sz. et plus !

C'est la stupéfaction et la colère. C'en est trop. Tout le monde discute. Jaroszewicz a bien lancé des appels à la « dignité » et au « sens des responsabilités » des citoyens mais on n'en a que faire. On sait que dans la ville, comme partout ailleurs certainement, les magasins sont déjà dévalisés, mais il faut faire plus. Et on se souvient de décembre 70 quand la révolte avait éclaté contre Gomulka qui avait décidé lui aussi d'augmenter les prix. L'équipe de nuit décide de débrayer et le lendemain, toute l'usine est en grève.

Les cinq mille ouvriers se répartissent dans toute la ville. Cinq cents paralysent le trafic de la ligne Varsovie-Pruszkow en coupant l'électricité et en dressant des barrages, bien vite rejoints par les femmes et les enfants. Tous sont prêts à tenir longtemps, autant qu'il le faudra. On est sûr qu'ailleurs autour de Varsovie, dans toute la Pologne, ça doit être pareil. On écoute la radio, mais rien ne filtre.

Et le soir, à vingt heures, Jaroszewicz parle à nouveau. Il annonce que le « projet de réforme » est repoussé (la veille, il parlait d'un décret immédiatement applicable). Il dit que c'est à cause de la « grande quantité d'amendements et de propositions » suscités par le « projet ». Ça ne trompe personne. Et c'est la preuve qu'ailleurs les autres ouvriers ont eux aussi manifesté. La joie éclate, immense : on a fait reculer Gierek ! On allume des feux pour fêter la victoire et toute la nuit la ville en restera illuminée.

Mais bien vite, à la radio, ça change. On apprend bien qu'ailleurs aussi, la grève a éclaté. A Radom, au Sud de Varsovie, où les ouvriers ont incendié le siège du parti et affronté les flics qui ont tué deux manifestants. Mais on entend aussi que les grévistes d'Ursus et de Radom sont des « éléments aventuriers qui, sous couvert de la classe ouvrière, ont provoqué des désordres et saccagé la propriété sociale ». Et Gierek parle de nouvelles « consultations » pour les prix. On sait qu'on a fait trembler les dirigeants et qu'ils ont préféré reculer pour ne pas sauter comme en 1970. Mais maintenant, ils injurient les manifestants pour tenter de les isoler et faire passer les projets. La lutte n'est pas finie. Il va falloir rester vigilants.

POLONAIS »

UN JEUNE OUVRIER FRANÇAIS TÉMOIGNE...

DES JOURNÉES DE TRAVAIL RALLONGÉES PAR LE TEMPS DE TRANSPORT

Un des jeunes Polonais que je connais travaille à Cracovie dans une usine d'automobiles pour trois mille cinq cents sz. par mois. Son horaire est de sept heures à quinze heures. Mais il habite à cinquante kilomètres de son usine. Il doit se lever à 4 h 30 pour ne revenir chez lui qu'à 17 h 30. Et c'est le cas pour des milliers de travailleurs qui logent parfois jusqu'à cent kilomètres de leur usine, comme dans les pays capitalistes. Les transports en commun sont mal conçus, chers, lents et irréguliers, les voitures trop chères pour les ouvriers, les taxis augmentent sans cesse et pratiquent le marché noir. La différence saute aux yeux entre les ouvriers dans des bus malcommodes et la bourgeoisie en voitures.

LA VIE CHÈRE

Dans le budget d'un travailleur, l'alimentation prend de huit cents à

mille sz. par mois et par personne, pour manger des légumes (pommes de terre, salade, choux, tomates) et des soupes. Pas souvent de poisson, quant à la viande, elle est assez rare. A Bochnia, petite localité du Sud, si l'on veut de la viande, il faut se présenter dès l'ouverture de la boucherie, car une heure après, il n'y a plus rien. Et en plus, ces produits de première nécessité augmentent. C'est le coup classique, comme chez nous, du changement d'emballage pour une même qualité. La farine est passée comme ça de vingt cinq à quarante, cinquante sz., le demi-litre de wodka de soixante à cent sz.

Les logements, on en trouve difficilement et ils sont petits pour environ cinq cents sz. par mois. Par contre, les fonctionnaires de l'Etat ont tous des appartements réservés. Et les bourgeois se font construire des maisons individuelles luxueuses qui contrastent avec les immeubles populaires à l'aspect laid, souvent pas terminés et peu confortables.

La Pologne, colonie soviétique

PILLAGE ALIMENTAIRE

A cause de ses mauvaises récoltes, l'URSS a rompu les accords d'approvisionnement en céréales (en 75, 46 % de moins qu'en 74). La Pologne est contrainte d'acheter au prix fort sur les marchés occidentaux. Par contre, l'URSS exige de grandes quantités de viande et de produits à base de viande.

EXTORSION D'HOMMES ET DE CAPITAUX

Depuis les années 60, la Pologne, comme les autres pays de l'Est, finance le développement économique de l'URSS. Par exemple, l'installation des mines de sel de potasse en Biélorussie, des combinats à Kiembayev et à Ustlim. Actuellement, pour l'oléoduc qui relie Orembourg en Sibérie à la frontière ouest de l'URSS, elle doit construire elle-même un tronçon de 550 kilomètres et donner cinq cents millions de roubles.

DÉPENDANCE INDUSTRIELLE

Un ouvrier polonais sur quatre travaille avec des matières premières et des produits semi-finis importés d'URSS (96 % du pétrole, 85 % du fer, 60 % du coton... viennent d'URSS).

Pour le pétrole, non seulement l'URSS a arbitrairement doublé ses prix en 1975, mais elle en livre de moins en moins. La Pologne a besoin de vingt-quatre millions de tonnes par an. En 1974, elle en a reçu treize millions, en 1977, l'URSS n'en annonce que sept millions huit.

les révoltes de Gdansk, il y a 5 ans

12 décembre 1970, Varsovie. Le gouvernement annonce une série de hausses de prix : viande 19 %, pain 24 %, fromage 25 %, chaussures 23,8 %, charbon 10 %.

14 décembre : les ouvriers des chantiers navals de Gdansk déclenchent la grève. Ils encerclent radio-Gdansk pour exiger d'y parler. On leur refuse. Ils se rassemblent devant le siège du Comité de parti.

15 décembre : le mouvement gagne les villes voisines de Gdynia et de Sopot. Des dizaines de milliers de manifestants encerclent le siège du parti en chantant l'Internationale et en scandant : « Donnez-nous du pain ! », « Nous voulons la liberté ! », « A bas la dictature bourgeoise de Gomulka ! », « Vive la dictature du prolétariat ! ». La répression du gouvernement de Gomulka est féroce : tanks blindés et hélicoptères tirent sur les ouvriers : six tués, cent quinze blessés. La région complètement isolée est livrée aux brutalités militaires et policières. A la radio, les manifestants sont traités de « voyous », « aventuriers », « étrangers à la classe ouvrière »...

Les masses refusent de plier, affrontent les flics, incendient le siège du parti et la révolte gagne Szczecin le 17 décembre, pendant que des grèves se déclenchent dans les centres industriels.

Le 20 décembre, le pouvoir obligé de reculer, remplace en catastrophe Gomulka par Gierek.



« ON DIT QU'IL N'Y A PAS DE CHÔMAGE... »

Si on veut mais ça prend un autre aspect. Il y a des agences de travail qui attribuent un emploi obligatoire mais les salaires ne sont pas tous les mêmes suivant l'importance de la boîte, entre mille cinq cents sz. et cinq mille sz. au maximum (le directeur principal d'une grande entreprise comme Nowa Huta, lui, gagne cent mille sz. par mois). En plus, il y a la question de l'éloignement. Alors, il y a sans arrêt des travailleurs à la recherche d'un travail mieux payé. D'ailleurs, pour éviter cette trop grande mobilité, le gouvernement, à certaines périodes, oblige les ouvriers à passer par les agences qui acceptent ou non de fournir un travail, et l'ouvrier faute de cette autorisation, ne peut pas quitter son travail.

Il n'y a pas ou très peu de collectifs dans les campagnes. C'est la petite propriété qui domine. Beaucoup de petits paysans cultivent blé, maïs, pomme de terre, fourrage sur quelques petits lopins, avec des méthodes très archaïques. La mécanisation est très lente, sauf... pour les gros propriétaires (car il y en a). Pour la majorité des petits paysans, c'est l'obligation du travail à l'usine avec les longs trajets et en plus au retour le travail à la ferme.

LA RELIGION, AVEC LA VODKA SONT VRAIMENT L'OPIUM DU PEUPLE

LA COUPURE ENTRE LES VILLES ET LES CAMPAGNES

Encore une chose frappante. Pendant mon voyage, je n'ai pas vu ou très peu, d'usines même petites dans la campagne de la région de Cracovie. Toutes les usines dans le Sud de la Pologne sont concentrées autour des grandes villes et c'est à cause de cela que les journées de travail sont autant rallongées.

La coupure, elle se situe aussi au niveau des mentalités. Les gens des

villes ont tendance à considérer les paysans comme arriérés. Or la misère est telle dans les campagnes que, comme chez nous, des paysans sont obligés d'aller travailler en ville pour s'en sortir.

Les campagnes polonaises sont très religieuses. Les églises, les chapelles y fourmillent et sont très fréquentées. Il est frappant et révoltant de remarquer le contraste entre les maisons en torchis des petits paysans et les décorations abondantes et luxueuses de ces églises. On croirait vraiment entrer dans un autre monde. On ne voit absolument pas la moindre trace d'un combat idéologique de la part de l'Etat pour lutter contre cet état de fait. La religion est une véritable amie du gouvernement qui se complait tout-fait de son influence.

22 juin :
50 000 à Madrid
contre la vie chère
et pour le droit
d'association



CRISE POLITIQUE

La crise politique que connaît l'Espagne n'est pas simplement la crise d'une forme de domination fasciste à laquelle la classe au pouvoir en Espagne s'est identifiée depuis plus de 40 ans. Il s'agit plus profondément d'une crise qui affecte les bases mêmes de ce pouvoir, objectivement, et qui commence à s'exprimer au niveau d'une frange importante des masses, par une remise en cause claire, explicite de ce pouvoir.

Ce sont les masses qui font l'histoire ; aujourd'hui, ce qui se passe en Espagne rend cette vérité plus vraie encore, plus enthousiasmante pour les révolutionnaires du monde entier. En quelques mois, les voix que la paix des cimetières franquistes n'avait jamais réussi à étouffer sont devenues cette clameur : « Juan Carlos, escucha, el pueblo esta en lucha ! Juan Carlos, écoute, le peuple est en lutte ! ». En quelques mois, les masses ont pris l'initiative, elles ont, sous la pression de leurs luttes, accéléré la décomposition interne de l'appareil et des institutions franquistes au point que ces mêmes fascistes qui, hier encore, voulaient seulement rénover la façade franquiste, envisagent aujourd'hui une reconversion plus radicale...

Et pourtant, c'est toujours le fascisme en Espagne. Et malgré ces pourtant, la lutte des peuples d'Espagne est riche de promesses.

Par Hélène VARJAC

C'est toujours le fascisme ? Combien sont-ils qui voudraient que le soleil d'Espagne ait aussi le goût de la liberté, combien qui croient peut-être que le rêve est devenu réalité ? Et pourtant, par le sang versé à Vitoria, et ailleurs, Elda, Montejurra, par les trente prisonniers politiques évadés de Segovia et abattus à bout portant au cours d'une véritable chasse à l'homme dans les montagnes pyrénéennes, c'est toujours le fascisme ! Par les tortures subies par la syndicaliste navarraise Amparo Arangoa entre beaucoup d'autres dans le fond des casernes de la Guardia civil ou dans les sous-sols de la DGS, c'est toujours le fascisme.

Et dans le regard farouche des Basques venus quand même, sur la place centrale de Pampelune, défier les brigades anti-émeutes, en ce jour 18 avril de l'Aberri Eguna, interdit pour la quarantième fois, cela se lisait que c'était toujours le fascisme ! Par cette confiance

d'un militant révolutionnaire : « Tu sais, ça existe toujours les rendez-vous de sécurité après les manifestations, pour voir qui a disparu », c'est toujours le fascisme. Par l'interdiction du premier Mai et de l'Assemblée Nationale des Commissions Ouvrières illégales, par l'interdiction des partis d'opposition, par la censure sur la presse qui ne peut parler de la torture - domaine réservé - par les expéditions punitives contre les journalistes, par les charges contre les familles rassemblées à Aranjuez, par les ratissages et les blindés envoyés contre les ouvriers agricoles en Andalousie, par le quadrillage des villes, et par l'emploi de la matraque électrofilée contre la classe ouvrière de Madrid, et aussi par les bavardages et les pantomimes compassées d'un Parlement dérisoire qui se demande s'il doit demander au pays légal par référendum si le futur héritier de la Couronne pourra accéder à la Majorité avant trente ans, par tout cela, c'est bien encore le fascisme.

UN POUVOIR EN DÉCOMPOSITION

Un fascisme qui n'en peut plus, un fascisme miné de toutes parts, fragilisé par le mouvement de masses. Qui aujourd'hui, parmi les fascistes, ose encore proclamer la fidélité totale à l'héritage franquiste ? Giron, le ministre des anciens combattants ? Ovi, et derrière lui tous ceux dont l'existence même est liée à la survie du régime sous sa forme actuelle : appareil

syndical, bureaucrates divers du Mouvement National (Parti Fasciste), de l'appareil d'Etat, chefs militaires en mal d'une nouvelle croisade, et surtout, omniprésents, puissants, les corps répressifs sans lesquels le franquisme n'aurait pu durer : Brigades politico-sociales, Garde Civile, police armée (« grises »), brigades anti-émeutes, services d'information de l'armée...

UN POUVOIR MINÉ PAR SES CONTRADICTIONS

Certes, ces secteurs pèsent de tout leur poids pour freiner ne serait-ce que le programme de réformes destinées à rénover le franquisme sous l'égide de Juan Carlos. Ce sont leurs résistances qui ont fait avorter le projet de loi sur les associations politiques aux Cortès. Ils ne sont pas pour rien dans la crise qui s'est ouverte au sein du gouvernement avec la démission d'Arias Navarro et la désignation - transitoire - de Suarez. En réalité, ces secteurs expriment la crainte,

d'ailleurs commune à l'ensemble de la classe au pouvoir, de voir le mouvement des masses s'engouffrer par la moindre petite brèche.

Mais dans cette classe au pouvoir, composée de grands propriétaires fonciers, de capitalistes de la finance et de l'industrie étroitement imbriqués à l'appareil d'Etat, et liée à l'impérialisme américain, le point de vue dominant est qu'il faut lâcher du terrain sur la forme de domination pour sauvegarder

l'essentiel de ses intérêts de classe. Il ne s'agit pas pour cette classe d'un choix, mais d'une attitude qui lui est imposée par les circonstances, concrètement par le mouvement des masses. Toutes les nuances ou même les contradictions, secondaires, qui secouent les milieux politiques franquistes portent sur la manière d'opérer cette reconversion et sur les délais dans lesquels elle doit être réalisée, mais aussi sur l'ampleur de la reconversion. Entre un fascisme édulcoré, baptisé pour la circonstance « démocratie à l'espagnole » ou « programme de réformes », thèse défendue officiellement jusqu'à il y a peu de temps, et une démocratie bourgeoise musclée, incluant la légalisation du Parti Révisionniste, mais réprimant très durement les mouvements de masses pour ne laisser aux peuples d'Espagne que l'exercice restreint d'une démocratie formelle, la frontière est ténue. Seul le mouvement des masses contraindra la classe au pouvoir à en finir avec le fascisme, rénové ou pas. Mais aucune solution de rechange n'offre aux yeux de l'oligarchie espagnole une garantie suffisante, et pour cause !

LE MOUVEMENT DES MASSES REND PRÉCAIRE TOUTE ISSUE

En huit mois, le mouvement des masses s'est considérablement radicalisé, et le courant révolutionnaire s'est renforcé dans la classe ouvrière. Chaque jour qui passe rend plus aigu l'affrontement avec le régime fasciste de Juan Carlos et développe la conscience politique des masses. Fraga, ministre de l'Intérieur s'en est rendu compte : sa démission signifie le refus d'une nouvelle période transitoire retardant encore l'ouverture démocratique. C'est aussi le point de vue d'Areliza, ministre des affaires étrangères et ancien ambassadeur à Washington. Kissinger lui-même n'avouait-il pas il y a deux mois à peine : « Le maintien du statu quo en Espagne favorise les extrêmes... » Cette nouvelle période transitoire est incarnée aujourd'hui par Suarez, dont le rôle spécifique est de liquider en douceur les résistances des secteurs les plus récalcitrants à l'ouverture, le bunker comme on dit parfois, et d'accélérer le programme de réformes prévu. Mais tout nouveau délai approfondit la crise politique, et use la carte

monarchiste à laquelle la bourgeoisie se raccroche. La seconde cause d'affolement, pour la classe au pouvoir, est la gravité de la crise économique que connaît le pays. A grands traits, elle se caractérise par une inflation de l'ordre de 20 %, par la présence de plus d'un million de chômeurs, aggravée par le retour des émigrants d'Europe de l'Ouest, par la paralysie du secteur industriel qui était « la locomotive de l'économie », c'est-à-dire la construction, enfin, et fondamentalement, par l'effritement des bénéfices issus du tourisme. Le développement économique basé sur le tourisme est très fragile, et il s'effectue dans un style plus anarchique, plus « sauvage », plus déséquilibré que dans d'autres pays capitalistes.

Autant dire qu'il y a peu de chances d'un redressement notable. Or la principale mesure « imaginée » par la classe au pouvoir, a été le blocage des salaires. Cette mesure ne peut pas être rapportée. Quelle que soit la

forme de domination de la bourgeoisie, elle constitue l'essence même de la politique de toute bourgeoisie face à une crise : faire payer à la classe ouvrière et aux masses populaires ses propres difficultés économiques.

En fait, cette mesure, et plus généralement la dégradation des conditions de vie des masses, a constitué un puissant ferment de lutte ; elle a joué le rôle de catalyseur de la volonté de lutte, et d'unificateur du mouvement. Elle a entraîné de nouvelles couches sociales dans le combat : couches charnières des services publics (métro, téléphone, hôpitaux), petite bourgeoisie intellectuelle, particulièrement les enseignants auxiliaires. Elle a fait venir dans les luttes, assez massivement, les femmes, et c'est là un fait capital. Elle explique le caractère résolu, prolongé des luttes ouvrières pour le renouvellement des conventions collectives, luttes anti-capitalistes qui se sont affrontées à la répression fasciste de toujours. Il y a donc là une condition objective durable, favorable au développement et à l'approfondis-

sement du mouvement des masses.

Le troisième facteur c'est toute la force de la revendication nationale des différents peuples de l'Etat espagnol. Inégale suivant les parties de l'Etat, inégalement organisée, elle est pourtant omni-présente de la Galice à l'Andalousie. Au pays Basque, comme en Catalogne, elle fait l'unanimité de la population et est parvenue à se donner une expression politique incontestée à travers l'assemblée de Catalogne, et plus récemment à travers l'Assemblée Populaire de Navarre, constituée le 17 juin dernier. Ces aspirations ne peuvent se satisfaire des concessions accordées, ni des projets d'autonomie régionale ; ils ne les admettent que comme des étapes - insuffisantes - vers l'objectif final qui est la conquête de l'indépendance, sans préjudice des liens qui pourront

exister entre les différents peuples qui constituent aujourd'hui l'Etat espagnol.

Voilà trois facteurs qui empêchent la classe au pouvoir en Espagne de dormir tranquille ! Il est clair qu'elle va essayer par tous les moyens de diviser le mouvement de masses, de diviser en particulier les forces qui composent la Coordination Démocratique. Les manœuvres étaient trop grossières, et les garanties promises trop minces pour réussir jusqu'à présent. D'autre part, il y a, dans la Coordination Démocratique, des forces révolutionnaires PTE, MC et ORT qui s'opposent de toutes leurs forces, tant dans cette instance que dans le cours même des luttes, à toute compromission, et profitent de cette période pour consolider, clarifier le mouvement de masses en vue d'affrontements de classes plus décisifs.

EN ESPAGNE



L'armée brise la grève des conducteurs de bus.

LES RÉVISIONNISTES MONTRENT LE BOUT DU NEZ

Mais, à travers certaines déclarations et certains faits assez inquiétants, réformistes et révisionnistes montrent le bout du nez ! Ils montrent clairement qu'ils entendent se servir du mouvement de masses comme d'un moyen de pression, pour imposer que ceux du prolétariat, ceux de la moyenne bourgeoisie et

de certains secteurs de la petite bourgeoisie.

Qu'est-ce qui se mijote dans les rendez-vous secrets entre le fasciste Fraga et le PSOE (Parti socialiste), entre Areliza et le Parti de Carillo ? Que signifie la promotion spectaculaire par le PSOE de l'UGT (Union Générale des Travailleurs), inconnue il y a six mois encore, si ce n'est des historiens ? N'est-ce pas une tentative de division de la classe ouvrière, et le désir de faire pièce aux Commissions Ouvrières illégales dans lesquelles s'affirment aujourd'hui, contre les révisionnistes, les positions révolutionnaires ? Que dire aussi de cet aveu troublant de Carillo : « Si la situation ne change pas, nous changerons notre attitude à l'égard de la monarchie » ?

Quelle a donc été l'attitude vis-à-vis de la monarchie ces derniers mois ? Qui ne sait aujourd'hui en Espagne, qu'après avoir accompagné



30 000 à Pampelune pour la liberté d'Euzkadi.

les luttes jusqu'en janvier, depuis, le Parti révisionniste de Carillo est allé de silences en renoncements, au point de briller par son absence le 20 mars à Madrid, le 18 avril en Euskadi, le premier Mai, le 7 juin à Aranjuez, le 22 juin à Madrid lors de la manifestation populaire contre la vie chère ?

Quel projet - sinon bourgeois - poursuit le parti de Carillo quand il déclare vouloir discuter avec deux com-

posantes : « le peuple, et la droite raisonnable et civilisée du franquisme ? »

En quelques mois, le Parti révisionniste, même s'il gagne des forces importantes dans la petite-bourgeoisie et chez les éléments les moins déterminés de la classe ouvrière, les plus tard venus dans la lutte, a perdu du terrain, de l'influence auprès de dizaines de milliers d'ouvriers et d'éléments révolutionnaires du peuple.

APRÈS LE SCORE D'OTELO DE CARVALHO



"front de masse" : promesses et questions

Après la grande surprise de la bourgeoisie avec les votes obtenus par Otelo, les journaux et les partis de droite s'appliquent à inventer les explications les plus fantaisistes sans cacher leur inquiétude. Selon certains, cela s'explique par la sympathie personnelle d'Otelo. Quant au mouvement lui-même, pour Manuel Alegre, du PS, «*il est, de par sa nature, incapable de se structurer et de s'organiser*», et animé «*d'un esprit anti-parti, phénomène semblable à ce qui se passa avec Hitler et Mussolini*». Pour le Parti Populaire Démocratique, il est «*constitué essentiellement par une bande de marginaux*». Une situation nouvelle est-elle créée ?

LES REMOUS DANS LE PS

Au sein du PS, la campagne en faveur d'Eanes et les résultats n'ont pas fini de provoquer des remous. Dans le Nord et le Centre, des militants réclament un congrès. Il vient de se constituer un «*groupe de défense du programme socialiste*» composé essentiellement par la fédération socialiste du Nord (Porto, une très forte base ouvrière). Des dirigeants accusent Soarès publiquement de mettre la gauche du parti sur la touche. Ce qui va être décisif est le passage au gouvernement, et seul.

Beaucoup de travailleurs laissent pour l'instant au parti socialiste sa chance de redresser l'économie : «*on va voir ce qu'il est capable de faire*». Mais déjà les dernières mesures prises par le gouvernement avec 14 ministres socialistes sur 17 le laissent entrevoir : augmentation des impôts, augmentation des prix des produits de première nécessité, coupures d'électricité de une heure trente par jour pour économiser.

Mario Soarès, avec son gouvernement ne pourra que continuer à prendre des mesures qui touchent principalement les travailleurs pour pouvoir redresser l'économie ; ce qui le coupera définitivement des secteurs ouvriers et populaires de plus en plus réduits qui sont trompés par la démagogie de son parti. Déjà de nombreux travailleurs socialistes ont voté pour Otelo et participent aux GDUP comme à Abrantes. Ce courant risque de se renforcer dans les mois qui viennent.

LE PCP VEUT REGAGNER SUR LES GDUP

Le PCP rappelle de plus en plus clairement dans un document du comité central «*qu'il n'appuiera pas un gouvernement PS seul... parce qu'un tel gouvernement appliquera une politique de droite anti-ouvrière*» et que «*en même temps que ce combat qui a comme ennemi principal des forces réactionnaires de droite*» qu'il avait eu tendance à oublier ces derniers temps «*... il est nécessaire de lutter contre les forces gauchistes et aventuristes*». Mais le comité central demande aux organisations régionales de «*ne pas prendre de mesures*

administratives précipitées contre les camarades et amis qui sont tombés dans les illusions». «*Et la tâche, continue-t-il, est de discuter fraternellement et d'en tirer les leçons*». Dans la pratique «*il est ordonné aux militants de quitter les GDUP*» en même temps qu'on laisse courir le bruit qu'il va infiltrer des militants sûrs à l'intérieur, que dans son quotidien «*O Diário*» les attaques contre Otelo se multiplient.

Dans toutes ces attaques, dans toutes ces calomnies des partis de la bourgeoisie, un objectif commun : minimiser la signification du score obtenu par Otelo. Une crainte commune que ce mouvement s'organise.

«COMMENT SE SONT DÉVELOPPÉS LES GDUP ?»

A Setubal, à une cinquantaine de kilomètres au sud de Lisbonne, ville industrielle de 50 000 habitants, un travailleur membre de la direction des GDUP de la ville explique : «*La formation des groupes s'est pratiquement faite toute seule. Nous sommes allés dans des usines où des réunions étaient convoquées et nous discussions du programme proposé par Otelo. Les points les plus importants étaient la réforme agraire et le rôle des commissions de travailleurs et d'habitants auxquelles les travailleurs sont très attachés. Souvent surgissaient des gens du PCP qui criaient à la division. Mais pour les travailleurs présents la situation était claire. Les programmes sont tous beaux. Mais Otelo a montré dans la pratique depuis le 25 avril ce qu'il pouvait faire. On a confiance*». Cette remarque durant la campagne électorale était constante : des mineurs de San Loval da Pevade, près de Porto aux paysans d'Albernoa, dans l'Alentejo.

LES GDUP A SETUBAL

Le mouvement à Setubal est très important puisque toutes les usines de la ville ont un GDUP et même dans certaines usines, comme les conserveries, c'est 90% des travailleurs qui y ont adhéré. Et il existe plus de vingt GDUP de quartier. Otelo a obtenu dans la ville 47% des voix, le candidat du PCP, 9%. Eanes, quant à lui, faisait moins que le PS aux dernières élections 30%. «*Après les*

élections, de nouveaux GDUP se sont même créés». Leur composition : des militants d'extrême-gauche, et des militants indépendants qui sont dans les commissions d'habitants et de travailleurs. Et le reste, la majorité, «*des travailleurs, des personnes qui ne militaient pas, que l'on ne connaissait pas*». Cette caractéristique semble être vraie pour l'ensemble du pays et c'est dans ces faits que réside l'importance de cette nouvelle organisation : un front de masse, telle est la définition qui en a été donnée lors de la réunion tenue une semaine après les élections. Elle doit mener à un congrès national à la fin de l'été.

Au cours de cette réunion, Otelo devait déclarer : «*Nous devons lutter contre notre sectarisme partidaire qui pourrait couper à la naissance de cette réalité embryonnaire que sont les GDUP. La réponse sera donnée en allant au devant des aspirations profondes des travailleurs de ce pays, sans triomphalisme, sans démagogie, avec fermeté, pour que puisse arriver l'heure de la libération, pour que la société que nous voulons construire soit celle d'une véritable démocratie économique, sociale et politique, la société des travailleurs : le socialisme*».

«TRANSFORMER LES VOTES EN ORGANISATIONS»

Si dans certaines régions comme Lisbonne et Setubal, les GDUP sont importants, ils sont encore loin de regrouper tous les votes obtenus. Dans l'Alentejo, le paradoxe est atteint dans le village d'Arriolo où toute la population a voté Otelo et où le GDUP n'a que six membres. Ce sont dans les endroits où la menace de récupération capitaliste sont les plus grands que les GDUP sont organisés et regroupent le plus largement ceux qui ont voté Otelo (dans le centre et dans le nord du pays).

La sympathie dont jouissent les GDUP, les aspirations populaires qu'ils représentent et les succès enregistrés posent avec une certaine acuité la question de leur avenir. Au-delà du front conjoncturel, réalisé sur un objectif précis, les élections, quelle alternative politique, quel programme révolutionnaire proposera ce front de masse ? Pourra-t-il continuer à faire l'économie d'une démarcation plus nette, dans les faits, par rapport aux projets politiques du PCP ?

S'il est indéniable que le courant révolutionnaire qui s'est exprimé aux élections rendra difficile la stabilisation du pouvoir de la bourgeoisie, il est non moins certain que la clarification des objectifs politiques de ce front s'impose ; elle est la condition de son renforcement.



MILAN-TURIN

carnet de voyage

Camille NOËL

MILAN :

Ce n'est pas dans le Guide Bleu, mais Milan est aujourd'hui un miroir parfait de la crise italienne. Le Dôme qui offre ses richesses aux touristes, ne peut masquer de son ombre les réalités économiques du Milan d'aujourd'hui. Il suffit de s'écarter des circuits tracés par le syndicat d'initiative de la ville pour découvrir la réalité de la misère des masses. Cette famille ouvrière qui, pour un soir, nous a accueilli,

vit chaque jour les effets de cette crise. Elle, elle travaillait dans le textile, mais avec la crise, l'an dernier, près de 10 % des emplois ont été supprimés. Aujourd'hui, elle est au chômage, et son fils, qui allait à l'école a dû cesser de travailler pour aider la famille. Il est toujours chômeur, car il n'y a pas de travail pour les jeunes sans qualification. Lui est ouvrier à la SALK, une usine métallurgique.

En avril dernier, il a combattu avec les autres ouvriers de la boîte pour obtenir de meilleures conditions de vie et de travail dans les nouvelles conventions collectives. Devant la mobilisation des travailleurs, les syndicats et le P«C» ont eu recours à une double tactique : ils laissaient les ouvriers manifester et hisser les drapeaux rouges sur les bâtiments de l'usine, mais dans le même temps, ils prenaient la direction du mouvement et enfermaient les ouvriers dans une tactique de petites grèves qui, faisant l'objet de préavis, loin de désorganiser la production, permettaient au contraire au patron de réorganiser les horaires des ouvriers en fonction des arrêts de travail. «On a plus produit durant cette période que durant toute autre» nous déclarait-il.

La maison où cette famille ouvrière nous reçoit, elle l'occupe depuis près de trois ans. Ils se sont installés dans ce quartier, avec les autres, en 1973, quand la crise du logement s'est brutalement aiguë avec le refus des propriétaires de continuer à louer leurs appartements dont les loyers venaient d'être bloqués par l'Etat. Comme le loyer équivalait généralement à 50 % du salaire, l'Etat avait à cette époque pris cette mesure afin de briser la lutte revendicative pour des augmentations de salaires dans laquelle les ouvriers s'engageaient alors.

L'ampleur du mouvement d'occupation était alors telle que les évacuations par la police étaient impossibles. La démocratie chrétienne, qui dirigeait la ville, décida de dresser la liste des occupants et d'attribuer des logements à certains d'entre eux selon des critères allant du salaire au lieu de travail et au nombre de personnes à charge. Il s'agissait bien évidemment de briser le mouvement en le divisant. Toutefois, il reviendra après les élections de juin dernier au P«C» d'appliquer la tactique décidée par la démocratie chrétienne. La junte municipale PCI-PSI de Milan, à

peine formée, se déclare décidée à faire respecter l'ordre public et, en noyant les comités de quartier de l'«Union des occupants», réussissait dans un premier temps à ralentir le mouvement d'occupation.

Aujourd'hui, nous en sommes à la deuxième phase de l'offensive du PCI contre le mouvement. Des amis de nos hôtes nous expliquent : «*Nous sommes très souvent des ouvriers au chômage et nous ne pouvons payer les loyers, ni comme les ouvriers originaires du sud, partir dans une autre région, qui d'ailleurs ne pourrait pas nous fournir d'emploi.*»

Alors, le PCI aujourd'hui bride le mouvement en accordant certains appartements vides de HLM à leurs occupants, mais en refusant de légaliser d'autres occupations lorsque celles-ci sont le fait d'ouvriers au chômage. Dans le même temps, la SUNIA (Syndicat révisionniste national des locataires) tente de faire admettre par les locataires que les loyers soient directement prélevés sur les salaires. Toutefois, derrière les discours sur «*les loyers payés sans souci*», les occupants des maisons vides ont vu que ceux d'entre eux qui sont au chômage, sont directement visés par cette manœuvre qui, si elle réussissait, permettrait ensuite de les faire expulser faute

d'avoir pu payer un loyer. Ils ont repoussé la proposition de la SUNIA. Enfin, en exigeant que chaque occupant confirmé dans la possession du logement vide où il s'était installé, y demeure et ne le cède à personne d'autre, la municipalité cherche à contrôler le mouvement d'échange d'habitations occupées qui se développe sans qu'elle puisse s'y opposer. Mais là encore, les ouvriers et les familles concernées ont refusé.

Des usines aux maisons occupées, les masses milanaises ont donc pu commencer à voir ce que signifie le «compromis historique» du PCI : une défense systématique des intérêts de la bourgeoisie italienne.



L'EUROPE DU SUD EN CRISE

CARNET DE VOYAGE (suite)

le revers des cartes postales

TURIN : Ici, on est au cœur de l'empire Fiat. Rien que dans le Grand Turin, 120000 ouvriers produisent, chaque jour, les richesses de la famille Agnelli. Franco est ouvrier à l'atelier de mécanique de la Mirafiori et il nous a raconté comment s'est déroulée la lutte pour la dernière convention collective en mai dernier.

L'affrontement avec la direction PCI de la FLM a été très dur. Devant la volonté des travailleurs de faire payer Agnelli, la SLM a décidé d'organiser des grèves sur trois mois, de mars à mai. Mais elle déposait des préavis suffisamment à l'avance pour qu'Agnelli puisse réorganiser le travail en fonction des grèves horaires et faire récupérer aux ouvriers par l'augmentation des cadences dans les jours précédents. Dans le même temps, la SLM proposait à Agnelli une convention collective réclamant le contrôle des investissements par les syndicats

et si c'était compatible avec les finances de la Fiat, une augmentation uniforme de 30 000 liras. Il faut bien comprendre que cette augmentation était inférieure au taux d'inflation de 1975. Ce qui fait donc avec cette augmentation un salaire réel inférieur à celui de l'an dernier. Or Agnelli n'a même pas accordé les 30 000 liras, à peu près 150 F par mois. Il n'a lâché que 25 000 liras et les syndicats ont accepté que cette augmentation soit considérée comme une prime et non comme une partie intégrante du salaire. Ce qui fait qu'elle ne rentrera

pas en ligne de compte pour le calcul des retraites des vieux travailleurs qui partiront cette année. Enfin, la chantage à la crise d'Agnelli a été tel que la FLM a aussi accepté que seules 25 % des heures de grève soient remboursées. La grande « victoire » de cette convention dont parlent les syndicats, c'est l'obligation pour Agnelli de communiquer à la FLM ses projets d'investissements. Mais seul Agnelli peut décider de l'application de ces projets.

QdP : Quelles ont été les réactions des ouvriers ?

- C'était trop gros. Comme la FLM a su qu'ici à la Fiat-Mirafiori, on a refusé la convention, elle a organisé des assemblées générales. Elle a même fait venir Trentin, chef de la FLM, et membre du comité central du PCI. Aux ateliers de carrosserie Trentin n'a pas pu parler. Tout ce qui tombait sous la main des ouvriers servait de projectile. Trentin s'est replié sur l'atelier de mécanique où l'accueil a été le même.

Mais là, comme il réussissait à prendre la parole, les ouvriers sont sortis, refusant de voter une convention qui, de fait, était déjà décidée entre Agnelli et la FLM.

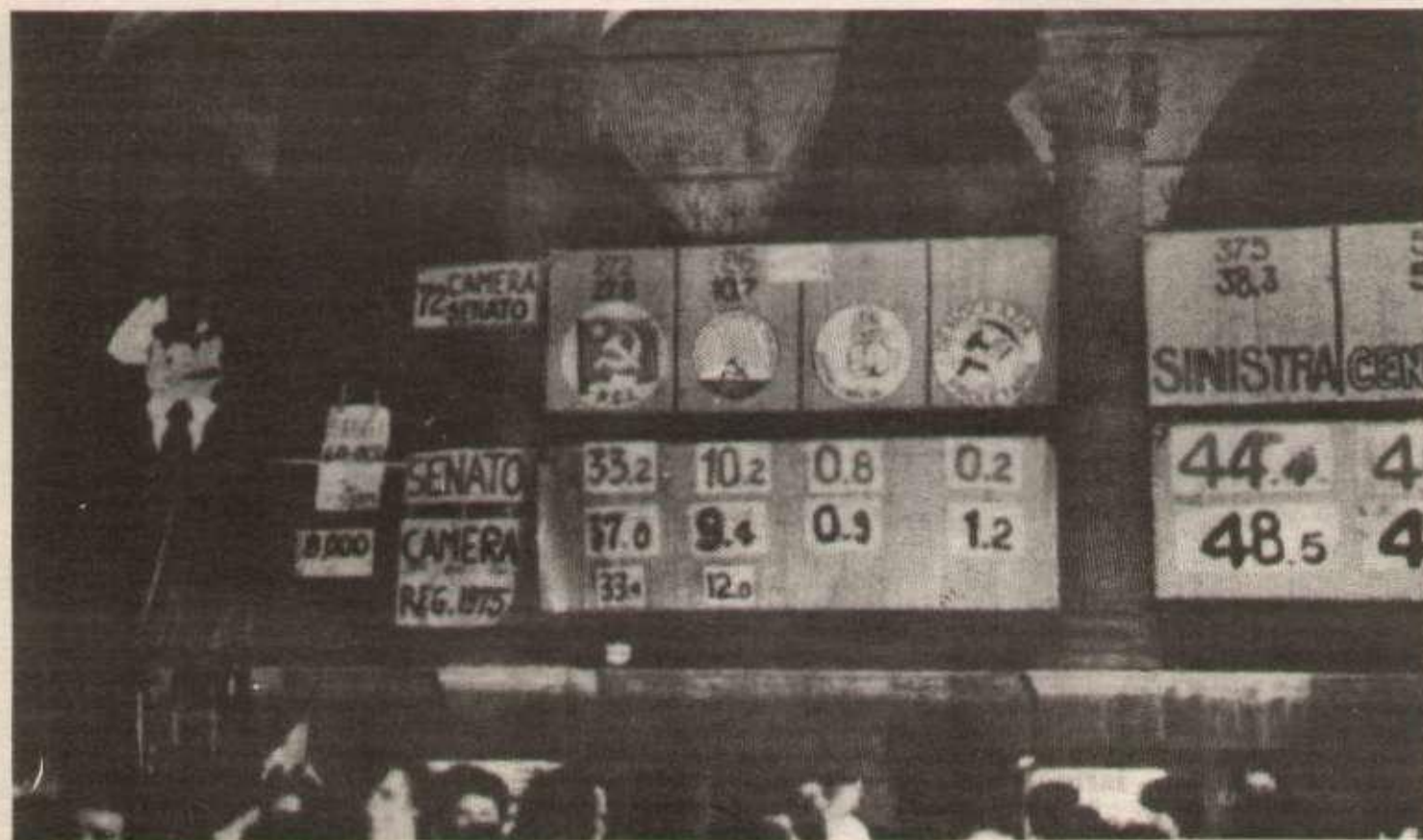
QdP : Après toutes ces luttes dans lesquelles le PCI a révélé son vrai visage de parti bourgeois, que pensent les ouvriers de Mirafiori des élections de demain ?

- Ils ont commencé à comprendre ce qu'est le PCI. Il faut te dire que l'« illustrati Fiat », journal qu'Agnelli nous distribue, célèbre « la modération et la compréhension de la FLM en ces temps difficiles » et souligne les « excellentes relations » qui se sont établies entre la direction de la Fiat et la municipalité PCI-PSI de Turin.

De plus, après un incendie dont on ignore l'origine qui a ravagé les stocks de la Fiat-Mirafiori, le PCI a organisé des comités « de vigilance contre le sabotage » qui grouperont la police municipale, la police patronale et la maîtrise. Les ouvriers ont refusé d'y être. Dans le même temps, la direction PCI de la FLM tient des discours sur « l'effort national de production » et la relance. Ce qui signifie concrètement à Mirafiori, que c'est la FLM qui a été chargée par Agnelli de lutter contre l'absentéisme. Et plusieurs ouvriers ont déjà été licenciés.

Enfin le PCI se pose comme le seul parti de l'ordre. On l'a vu quand le procureur de la République à Gênes, Francesco Coco, a été abattu. Coco avait instruit tous les procès contre les révolutionnaires et révoqué les magistrats chargés de l'instruction du scandale du pétrole qui s'apprêtaient à inculper les patrons de certains grands groupes pétroliers.

Le PCI a décidé une grève de 24 heures pour exiger le renforcement de la police afin de lutter contre la criminalité, alors qu'il y a trois semaines, quant à Sesse, les fascistes ont abattu un jeune militant du PCI, ils n'ont même pas bougé. Aucun ouvrier à la Fiat-Mirafiori n'a fait grève pour Francesco Coco car ils savent déjà ce qu'est le PCI. Les éléments les plus combattifs ont fait l'analyse du parti de Berlinguer comme étant un parti révisionniste bourgeois. Et si, certains ouvriers de la Fiat-Mirafiori votent pour le PCI, c'est d'abord pour voter contre Agnelli et la démocratie chrétienne avec l'illusion que le PCI est peut-être le moins mauvais des partis bourgeois.



"LA SITUATION EST EXCELLENTE"

Ces derniers mois plus particulièrement, la presse bourgeoise semble préoccupée de la situation en Chine. Régulièrement, elle fait part de ses « inquiétudes ». La lutte contre le déviationnisme de droite, et surtout l'incident de la place Tien An Men seraient les symptômes d'une situation trouble. De plus, d'après ces sinologues, les disparitions qui frappent la plus ancienne génération du Parti Communiste Chinois, celle de la Longue Marche, avec successivement Tong Pi-wou, Chou En-lai, Chu Teh, laisseraient le peuple chinois désespéré. La situation serait instable, l'avenir incertain. Pourtant, ceux qui spéculeraient sur la douleur du peuple chinois devant la perte de plusieurs de ses dirigeants, pour espérer une remise en cause des acquis de la révolution chinoise, se trompent lourdement.

Mao Tsé-toung lui-même a toujours dit que pendant la période historique du socialisme, rien n'était acquis une fois pour toutes, qu'une lutte prolongée entre la bourgeoisie et le prolétariat se poursuivait : « La question de savoir qui l'emportera, du capitalisme ou du socialisme, n'est pas encore résolue ». Peut-on dire pour autant que cette lutte est incertaine et obscure, qu'on ne sait pas « où va la Chine ». Actuellement, les camarades chinois disent que « la situation est excellente ». Cela signifie que la lutte contre le déviationnisme de droite, loin d'être le signe de « malaises », marque un nouveau pas dans la compréhension, l'approfondissement des leçons et des acquis de la Révolution Culturelle par le peuple chinois.

NOUVELLE TENTATIVE DE RESTAURATION

Les événements de cette année ont montré la permanence de la lutte de classes et les tentatives de la bourgeoisie de la bourgeoisie au sein même du Parti. Teng Siao-ping, critiqué et destitué de ses responsabilités pendant la Révolution Culturelle, avait retrouvé des fonctions dans le gouvernement et le Parti. Il avait fourni une autocritique, reconnu la justesse des conclusions de la Révolution Culturelle et s'était engagé « à ne plus remettre en cause les conclusions justes ». Or, petit à petit, sous divers prétextes, il a saboté l'application de la ligne révolutionnaire. Soutenu par un groupe de responsables favorables à la bourgeoisie, il a commencé cette entreprise pendant l'été 1975. Par exemple, il a commencé à dénigrer les pièces et films à thème révolutionnaire en prétendant soit qu'ils étaient « ultra-gauchistes », soit qu'ils étaient « monotones ». A l'université, il s'est opposé à l'intégration des ouvriers et des paysans à l'enseignement, des étudiants aux stages à la production, disant qu'il y avait une « crise de l'enseignement », que « le niveau baissait », selon lui, les jeunes, en discutant politique et en se liant aux masses « délaissaient leurs études ».

Point par point, c'est une ligne révisionniste qui s'affirmait, opposant systématiquement le développement de la production et de la science à la lutte de classes. Refusant de poser la question de savoir qui on sert, pour qui on produit, Teng Siao-ping reprenait son thème « un chat, qu'il soit blanc ou noir, est bon pourvu qu'il attrape les souris », c'est-à-dire que le capitalisme vaut bien le socialisme.

Ayant préparé le terrain, Teng Siao-ping et sa clique mettent en avant un véritable

« programme révisionniste ». Travestissant une directive du président Mao « stabilité, unité, lutte de classes », ils prétendent mettre ces trois points sur le même plan, alors que c'est la lutte de classes qui est l'axe entraînant tout le reste. C'est alors qu'un puissant mouvement d'étude et de lutte contre le déviationnisme de droite commence dans tout le pays.

RIPOSTE DES MASSES

Dans les universités, étudiants et enseignants ont pris conscience du fait que, sous prétexte de lutter contre l'« arriération » de la recherche, la ligne déviationniste visait à restaurer un enseignement de spécialistes coupé des masses. Dans les usines, les propositions de Teng Siao Ping consistaient en un plan de « modernisation » où il disait qu'il fallait « oser parler de production », c'est-à-dire qu'il opposait production et lutte de classes. Il préconisait le retour à des règlements antérieurs à la Révolution Culturelle. Ce programme s'est heurté à une vive opposition des ouvriers et des cadres révolutionnaires. Ainsi, il ne s'agissait pas d'une lutte au sommet « entre dirigeants ». Quand, à la fin de l'année 1975, le président Mao fit une mise en garde contre les manœuvres de Teng, les discussions et la mobilisation contre cette ligne avaient déjà commencé : c'est qu'aujourd'hui, la maturité politique des travailleurs chinois est telle qu'ils n'hésitent pas à critiquer un haut responsable du parti et de l'Etat engagé dans la voie capitaliste.

« LA BOURGEOISIE EXISTE DANS LE PARTI COMMUNISTE »

« La classe des bureaucrates d'une part, la classe ouvrière et les paysans pauvres et moyens-pauvres de l'autre, sont deux classes en opposition aiguë ».

« La gestion, c'est aussi de l'éducation socialiste. Si les cadres chargés de la gestion ne vont pas dans les ateliers ou les équipes pour travailler, étudier et vivre avec les ouvriers, et s'ils ne se mettent pas à leur école pour faire l'apprentissage d'un ou plusieurs arts, ils se trouvent toute leur vie dans une situation de lutte de classe aiguë les opposant à la classe ouvrière pour finalement être jetés à bas par elle, en tant que bourgeois ».

MAOTSE-TOUNG

Ses tentatives menacées, les partisans de Teng se lancent alors dans une entreprise réactionnaire désespérée. C'est, le 5 avril, l'incident contre-révolutionnaire de la place Tien-An-Men. Sous prétexte de rendre hommage à la mémoire de Chou-En-Lai, un groupe de réactionnaires placarde des affiches et fait des discours contre le Comité Central et le Président Mao, attaque des miliciens et incendie des bâtiments. Ces provocations, loin de tromper les masses et de susciter des troubles, ne rencontrent que la colère des masses ouvrières de Pékin et la manifestation est écrasée le soir même. Dans les jours qui suivent, des millions de travailleurs participent à des rassemblements pour dénoncer cette tentative de coup

de force. L'incident de la place Tien-An-Men permet à un plus grand nombre de comprendre la nature de classe de Teng et de mesurer la gravité des enjeux de cette lutte.

Ces événements ont été suivis d'une intense mobilisation dans tout le pays pour critiquer le déviationnisme de droite et approfondir la Révolution Culturelle.

Chacun a été amené à se poser des questions : « Qu'est-ce que la Révolution Culturelle nous a apporté ? Qu'est-ce que la lutte de classes dans la période du socialisme ? Qu'est-ce que la bourgeoisie que nous devons combattre ? ». Chacun a pu en faire le bilan, voir l'importance des conclusions de la Révolution Culturelle et la réalité du danger de restauration. En fait, comme les luttes contre Liou Chao Chi et contre Lin Piao, la lutte actuelle est une formidable école où les masses apprennent à dénoncer le révisionnisme, à prévenir toute forme de restauration du capitalisme.

Actuellement, toutes les directives de la Révolution Culturelle, parfois délaissées

de la Révolution Culturelle. Il y a également des acquis nouveaux. D'abord, la critique du droit bourgeois. Par droit bourgeois, on entend la hiérarchie des salaires, la relative division du travail qui subsiste inévitablement durant la période du socialisme. La conclusion que tire aujourd'hui le peuple chinois, c'est que, si on veut aller de l'avant vers le communisme, il faut critiquer et restreindre le droit bourgeois, car, si on ne le restreint pas, il se développe et fournit le terrain de développement d'une nouvelle bourgeoisie. Teng Siao Ping prétendait que le système des médecins aux pieds nus était « trop avancé », que c'était « concevable dans le cadre du communisme, mais pas dans celui du socialisme », alors que c'est bien par l'apparition de mesures communistes que l'on avance dans la voie du socialisme. L'étude et l'assimilation de cette conclusion sont particulièrement importantes : toute réticence à la lutte contre la division du travail, toute volonté de remettre en avant les stimulants matériels est, en fait, un pas vers



la restauration du capitalisme. Il s'agit d'un enseignement précieux pour les masses, plus que jamais capables de mener victorieusement la lutte contre le révisionnisme.

Le deuxième acquis de la lutte de cette année, c'est la désignation de la bourgeoisie dans le Parti comme cible. En effet, il ne suffit pas de dire que sous le socialisme, le prolétariat doit lutter contre la bourgeoisie. Encore faut-il savoir où elle se trouve. Or, l'expérience de la restauration du capitalisme en URSS et des tentatives de restauration en Chine montrent clairement que ce n'est pas principalement dans les débris des anciennes couches exploiteuses ou dans l'intervention impérialiste qu'il faut la chercher mais bien là où elle s'efforce de s'infiltrer, là d'où il faut la débusquer, au sein du Parti Communiste, car c'est là qu'est le pouvoir.

Faisant le bilan de la Révolution Culturelle et en approfondissant les acquis, ayant une claire conscience des méthodes et de l'enjeu de la lutte de classes pendant la période du socialisme, le peuple chinois, sous la direction de son Parti est plus que jamais capable de démasquer les tentatives révisionnistes et restauratrices, et d'aller de l'avant dans la voie du socialisme, vers le communisme. Jean-Pierre Champagny

NOUVEAUX ACQUIS

Mais la lutte actuelle ne se réduit pas au rappel et à l'éclaircissement des conclusions

«COMMENT YUKONG DÉPLAÇA LES MONTAGNES»

L'USINE DE GENERATEURS

EXTRAIT DE FRONT ROUGE N° 6

LES OUVRIERS AU POUVOIR



LES OUVRIERS MAITRES DE
LEUR USINE

Depuis plusieurs semaines déjà, passe à Paris une série de films intitulée «Comment Yukong déplaça les montagnes», réalisée par Joris Ivens et Marceline Loridan. A travers ces films, ils ont essayé de montrer comment vivent les chinois. Si vous n'avez le temps de voir qu'un seul film, il en est un qu'il ne faut pas manquer : «L'usine de générateurs».

L'USINE CENTRE DE LA VIE

Des jeunes, en habit de tous les jours, ou en short, se bousculent sur la ligne de départ, s'élançant. Par centaines. Course étrange! Plaisir de participer à la course, non d'être le premier, c'est une course autour de l'usine... La fête dans l'usine: trois ouvriers présentent un sketch racontant l'histoire d'un technicien frais émoulu de l'école, qui arrive dans l'usine; une équipe montre une danse... puis le travail reprend.

L'usine de générateurs, une usine exceptionnelle, saisie à un moment exceptionnel? Non une usine ordinaire. D'emblée, nous pénétrons dans ce monde à la fois si semblable au nôtre et si différent. Des bleus tâchés de graisse, des ouvriers qui, par gestes, dirigent les mouvements du pont gerbeur, mais pas d'affolement, pas d'inquiétude sur ces visages; pas de chefs non plus. Image fugitive : là-haut, derrière la vitre de la cabine, le pontonnier est une jeune femme...

Non, usine ne signifie pas, pour ces ouvriers, fatigue, ennui, enfer dont on n'a qu'une hâte : sortir. L'usine, c'est la vie ; le centre autour duquel tout s'organise. A la pause, on lit le journal, commente les informations, joue aux «échecs», fait de la gymnastique et de l'entraînement à la défense. A midi, les parents retrouvent leurs enfants à la crèche organisée dans l'enceinte même de l'usine, les font manger, continuent à participer à leur développement. Un ouvrier, dont la femme travaille dans une autre usine, plus éloignée de la maison, peut ainsi s'occuper de sa petite fille. Pour les plus grands, il y a une école et un lycée. C'est là que le soir, de nombreux ouvriers viennent étudier l'anglais, le dessin d'art ou la technologie... Un dispensaire est ouvert dans l'usine, où les ouvriers viennent, pendant le temps de travail... Cette profonde unité de la vie et du travail, des loisirs et de l'éducation, c'est celle des ouvriers maîtres de leurs usines.

Joris Ivens ne nous explique pas le socialisme, la dictature du prolétariat, il nous les montre à travers les images de cette usine, à travers les répliques des ouvriers, les discussions, les réunions.

Les ouvriers dirigent ; c'est sur eux que reposent profondément, toute l'organisation de leur vie, toute la gestion de l'entreprise, et cette conscience imprègne tout le film. Quel est le rôle des techniciens dans la production? Comment peuvent-ils lier leurs connaissances et la production dans l'usine, le travail des ouvriers? Est-il normal qu'il y ait du «gâchis», comme le reproche une ouvrière? Comment jeunes ouvriers et plus anciens peuvent-ils unifier leurs points de vue? A travers toutes les discussions, une dimension politique apparaît. «Avant la Révolution Culturelle»... «après la Révolution Culturelle», à chaque fois, c'est le point de référence, le point de rupture. La même impression qui revient : avant, c'étaient les ouvriers peu à peu dépossédés de leurs usines, étouffés dans leurs initiatives et leurs critiques, maintenant, ce sont les ouvriers qui ont reconquis le droit de décision, le droit à la parole.

Dans l'usine, comme témoignent les plus anciens, dans le pays aussi ; et le nom de Liu Shao Chi résonne comme le symbole de cette tentative de retour en arrière, organisée et combattue dans tout le pays, dans tous les aspects de la vie. L'usine de générateurs, ce n'est pas seulement les ouvriers de l'usine maîtres de la production et des conditions de travail. C'est la dictature du prolétariat. La «longue marche» à la campagne, des vacances? Oui, en un sens... Sac au dos,

drapeaux au vent, 1 200 ouvriers -un tiers de l'effectif- quittent l'usine pour aller travailler avec des paysans dans un village. Plus encore : dans la participation au travail, dans l'échange des expériences, à la veillée, dans l'évocation des souffrances de l'ancienne société, c'est une alliance politique qui s'enracine au plus profond de la vie, celle de ces ouvriers et de ces paysans : un même passé d'oppression et de révolte, une même volonté de lutter pour le monde nouveau.

LUTTER CONTRE LE REVISIONNISME

Lutter...ou se contenter de l'acquis. Tel est le choix posé aux ouvriers, celui dont la Révolution Culturelle a montré l'enjeu : approfondir la direction des ouvriers, en trouver les formes nouvelles, vaincre les obstacles qui freinent la progression, le socialisme...ou se satisfaire des victoires, se cantonner derrière des formules et finalement laisser les difficultés s'amasser et tirer en arrière, vers le capitalisme. C'est bien les deux voies qui s'ouvrent devant les ouvriers de l'usine de générateurs, se précisant peu à peu au fil des discussions. Ces dirigeants de l'usine, pourtant tous les deux d'origine ouvrière, dont l'un est pourtant issu de la Révolution Culturelle et qui insistent sur l'unité de la théorie et de la pratique, des ouvriers et des dirigeants, accordent-ils entièrement leurs actes et leurs paroles? Sinon, pourquoi l'usine est-elle «mal gérée»? Pourquoi les ateliers qui se développent le plus sont-ils freinés par le manque de place? Autant de questions chez les ouvriers auxquelles les dirigeants répondent mal.

Sous nos yeux, une critique s'élabore : la critique de la direction. Certes, les ouvriers n'ont pas peur de dire ce qu'ils pensent et le Parti développe cet esprit de critique par des réunions d'équipes. A l'ordre du jour de l'une d'elles : le système des primes, bon ou mauvais? Partisans du «système d'encouragement» et opposants des «stimulants matériels» affrontent vivement leurs points de vue ; mais là n'est pas la pierre de touche, l'anneau à tirer pour aller de l'avant.

L'exemple relevé dans la presse, d'une usine de montres où les ouvriers ont critiqué la direction, cristallise les griefs. Dans les discussions sur l'article, se précise la cause des difficultés, l'initiative naît. Les dirigeants sont comme «un camion ensablé dans le désert dont les roues tournent à vide». Et voilà l'image du dazibao qui prend corps, la critique qui s'affine pendant qu'un groupe d'ouvriers réalise l'affiche : un camion ensablé... «On entend le bruit du moteur... mais le camion n'avance pas». Le dessin a visé juste ; devant l'affiche, on échange commentaires sur le dessin et reproches à la direction... Une assemblée générale libère les critiques contre les dirigeants de l'usine : favoritisme (jusque dans la distribution des billets de cinéma!), manque de contact avec les ouvriers («mais qu'ont donc de si extraordinaire les bureaux de l'administration pour que les dirigeants n'en sortent jamais?»), en un mot... «il y a comme une odeur de révisionnisme chez le secrétaire du Parti». La lutte ne fait que s'engager : «si vous ne rectifiez pas, vous en aurez d'autres de dazibao!» lance un ouvrier.

A travers «L'usine de générateurs», c'est toute la vie politique du socialisme qui apparaît. Cette fête dans l'usine, cette crèche dans l'usine, ces discussions dans l'usine, ne sont que les reflets, les formes vivantes données par les ouvriers à leur pouvoir. Une vie qu'ils prennent en charge, totalement, depuis la gestion de l'usine jusqu'à l'approfondissement de l'alliance de classe avec les paysans, parce qu'ils en connaissent la signification politique ; la lutte pour continuer la révolution, pour extirper le révisionnisme des sillons les plus profonds de cette vie. A l'heure où en Chine, la lutte contre Teng Siao Ping marque de nouveaux points, quel film pouvait mieux nous rappeler la résurgence incessante du révisionnisme, nous prouver la capacité du peuple chinois à le combattre?

VACANCES : LA DETENTE AU RABAIS

Après une année de travail, les vacances, c'est un besoin : il faut se refaire une santé, comme on dit.

Depuis 1936, date à laquelle les travailleurs obtenaient par la lutte les congés payés, ce besoin n'a cessé de s'accroître. L'accélération continue des cadences, l'allongement de la journée de travail par le temps de transport, la généralisation du travail en équipe et en poste se conjuguent pour aboutir à une fatigue accrue de l'ouvrier. A cela s'ajoutent des conditions de vie (logement, loisirs...) telles que la récupération ne se fait plus.

Fuir tout cela devient, pour les familles populaires, une nécessité parfois obsédante. A tel point qu'on fait parfois des sacrifices sur d'autres postes de son budget, pour pouvoir partir.

Mais partir, ce n'est pas forcément se reposer réellement. Car la société capitaliste qui nous écrase à l'usine et dans la vie de tous les jours, on la retrouve en vacances. Des profiteurs de toutes sortes, qui, dans leurs publicités, jouent sur l'aspiration à «changer d'air», «changer de rythme», ont fait de cette évasion annuelle un commerce lucratif, très lucratif. Il faut s'entasser dans des campings, où tout est organisé pour que chacun reste sous sa tente, et considère son voisin comme l'ennemi. Encore cela ne concerne que la petite moitié qui peut partir. Pour les autres, c'est la chaleur étouffante des cités HLM, le désœuvrement qui n'élimine pas la fatigue. L'enthousiasme des premiers congés payés a fait long feu. Partout chemine l'idée que tout est lié, et que, dans cette société, les vacances ne sont qu'un pis-aller. Aujourd'hui, on prend les vacances qu'on peut. Demain, la classe ouvrière au pouvoir saura organiser de vraies vacances.

COMPOSITION ET UTILISATION DE LA TROUSSE D'URGENCE DES VACANCES

- **Matériel pour pansements** : en cas de blessure, nettoyer la plaie à l'eau et au savon de Marseille, puis à l'alcool dénaturé à 90°. Si la plaie est superficielle et peu profonde, mettre ensuite un pansement léger : **carré de gaze** (une boîte de gaze stérile 7 cm sur 7)

- Prévoir **ciseaux et sparadrap, coton hydrophile**.

- Un **thermomètre** (si on part avec des enfants).

- Un colorant désinfectant pour les égratignures, les boutons de fièvre qui s'infectent **éosine à l'eau**.

- **De l'aspirine** pour les enfants en cas de fièvre, pour les adultes en respectant les contre-indications : maladies hépatiques, digestives type ulcère, gastrite, hémorroïdes, traitement anticoagulant (dans tous ces cas, les saignements risquent d'être déclenchés) :

● pour les bébés, répartir sur les 24 heures, en quatre à cinq prises, la dose journalière de 5 à 7 centigrammes par kilo de poids. Par exemple, un bébé de 10 kilos recevra, en cas de fièvre, 50 centigrammes sur 24 heures, soit un comprimé de **juvépirine** ou un sachet de **catalgine** toutes les cinq heures (un comprimé de juvépirine = 10 centigrammes).

● les enfants plus grands, à partir de trois ans, recevront un quart de comprimé d'aspirine pour adultes 2 à 3 fois par jour.

- Ne pas oublier d'emporter les médicaments auxquels on est habitué, qui sont nécessaires en cas de crise d'asthme, de crise d'angine de poitrine (**trinitrine**).



SCÈNES DE VACANCES AU TRÉPORT

Il trempe un pied dans l'eau, puis recule en regardant autour de lui. Tout à l'heure, il se moquait de son gamin, qui la trouvait «trop froide», et maintenant, il ne voudrait pas qu'on le voie...

«Elle est pas chaude, hein ?» Je le rassure : «Non, c'est dur de se décider !»

«Allez, on est en vacances, il faut y aller !»

Une fois dans l'eau, la conversation s'engage :

«Il ne faut pas se plaindre, l'année dernière, il n'y a que les gosses qui sont partis en vacances. Cette année, on a fait un effort. Mais il ne faut pas trop penser à ce qui se passera à la rentrée.»

«Vous campez ?»

«Oui, au camping sur le bord de la falaise. On y avait déjà été. Mais ça a failli mal tourner : je leur avais téléphoné pour retenir un emplacement, et quand on est arrivé, le gars me dit qu'il n'y a plus de place ! Je connaissais le truc : ils préfèrent des groupes de six ou sept personnes par emplacement, et nous, nous sommes quatre. Pour eux, ça ne rapporte pas assez ! Finalement, on a eu quand même l'emplacement.»

«PENDANT HUIT JOURS, J'AI DORMI !»

«Les vacances, c'est vraiment pas un cadeau. Je m'en suis particulièrement rendu compte cette année : pendant les huit premiers jours, j'ai dormi presque tout le temps ! Parce que ces derniers temps, impossible d'évacuer la fatigue de la journée de travail. Avec la chaleur, je ne m'endormais pas avant trois heures du matin. Ici, comme l'air est frais, j'ai pu commencer à récupérer.»

Nous arrivons au plongeur. La marée est haute, il est possible de plonger. Le travail

exténuant, l'exploitation quotidienne paraissent loins. Et pourtant... Comme je m'apprête à plonger, il m'explique :

«Moi, je ne plonge pas, ou plutôt, je ne plonge plus. Et vous savez pourquoi ? A la boîte où je travaille, je suis tourneur-fraiseur. Je suis donc pas spécialement acrobate. Et une fois, le chef d'atelier m'a fait grimper sur un escabeau pour réparer un aérateur. L'escabeau était pourri, je suis tombé à la renverse. Je me suis ramassé avec les mains. Deux poignets cassés ! J'en ai eu pour six mois ! Et c'est depuis ce moment-là que j'ai la trouille de grimper, ça me donne le vertige.»

Eric BRÉHAT

L'INSOLATION

Moins fréquente que les brûlures solaires, elle atteint surtout les adultes fatigués après un gros effort musculaire (marche en montagne pendant quelques heures, nage prolongée, sans entraînement).

Ce sont tout d'abord des maux de tête, des nausées puis des vomissements qui précèdent la fièvre à 40°, l'accélération du cœur, parfois le malaise.

Dès le début de ces troubles, il faut allonger le malade dans un endroit frais, lui mettre des compresses froides, des bouillottes froides sur les tempes, l'abdomen, les flancs, lui donner à boire de l'eau sucrée, de la tisane, du bouillon.

Les signes doivent disparaître en quelques heures, s'ils persistent, il faut appeler un médecin qui jugera de la nécessité d'une perfusion veineuse si la tension est trop basse.

location: méfiance!

Comme partout en France, il fait chaud à Liévin en ce début juillet. Une chaleur intenable, surtout lorsqu'on est silicosé et qu'on habite dans le coron du vieux Calonne, car, en plus de la chaleur, il faut subir la puanteur du fossé d'égoût tout proche. Madame S., une veuve de mineur, elle-même silicosée, n'avait pas prévu de partir en juillet, «*mais ici, c'est vraiment irrespirable*». Madame S. lit la Voix du Nord, elle tombe sur une annonce : location encore disponible pour juillet à Wimereux, s'adresser à l'agence B. Wimereux, c'est une plage du côté de Boulogne, assez populaire, car en plus des joies de la mer, on peut y pêcher des moules. Madame S. se met à rêver : l'odeur de la mer, l'air frais, au lieu de ce maudit fossé. Madame S. téléphone à l'agence B. : on lui promet un trois pièces près de la plage, tout confort. Bien sûr, six cents francs pour quinze jours, ce n'est pas donné, mais cela doit être un bel appartement, «*ça changera du coron*», pense Mme S., et elle envoie les deux cent cinquante francs exigés pour retenir la location.

Dimanche dernier, Mme S. et son petit-fils arrivent à Wimereux ; il faut d'abord passer à l'agence. On lui fait régler le solde, soit trois cent cinquante francs, plus cinquante francs pour l'eau et cinquante francs pour l'électricité. Ce sont là cent francs qui n'étaient pas prévus au programme, et

qui portent à sept cents francs le prix de la location. Madame S. commence à s'inquiéter, mais elle paie quand même le tout en espérant que le logement sera bien. Enfin on conduit Mme S. à son appartement. C'est au rez-de-chaussée d'une petite maison. On entre dans une espèce de débarras, où se trouvent les WC dont le socle est cassé. La cuisine : un petit chauffe-eau, un réfrigérateur, et «*tout le nécessaire*», comme dit l'employé de l'agence, c'est-à-dire de la vieille vaisselle, et des couverts tout rouillés. Dans la salle à manger, une odeur de renfermé vous prend à la gorge. Pour aller dans la chambre, il faut traverser un couloir commun aux autres locataires et c'est la même odeur de renfermé. La chambre donne d'un côté sur quelques arbres, de l'autre côté sur une pièce débarras pleine de bazar. Et bien sûr, pas de salle de bains. Quelle déception pour Mme S. ! Comme disent enfin ses fils, on est mieux à Calonne ! «*Pas question de s'installer dans cette cahute*», dit Mme S., et les voilà partis pour l'agence. A l'agence, on se déclare vite prêt à réparer ce qui ne va pas. Mais devant le refus de Mme S., on la conduit faire ses réclamations directement au propriétaire, un couple de vieux bourgeois de Wimereux, douillettement installés dans un confortable appartement. Ils se déchainent alors et écrasent alors Mme S. de tout leur mépris : «*Mais qu'est-ce qu'il vous faut, il y a tout le confort, pas de salle*



«*Ça nous changera du coron*»

de bains, d'accord, mais on n'a jamais annoncé de salle de bains.

Tout le confort, pour ces gens-là, cela n'a pas le même sens quand il s'agit de leur confort à eux et de celui du peuple des mines, habitué comme chacun le sait à vivre dans ses coron sans salle de bains. Finalement, ils nous mettent à la porte en nous disant : «*Je ne veux pas d'histoires avec les gens, remboursez les, en gardant les deux cent cinquante francs d'arrhes*». On retourne à l'agence, Mme S. a déjà perdu deux cent cinquante francs, mais ce n'est pas fini. A l'agence, on ne nous rembourse que quatre cents francs, au lieu des quatre cent cinquante francs qu'elle a versés. On assure Mme S. qu'elle a mauvaise mémoire, que ce n'est pas quatre cent cinquante francs, mais seulement quatre cents francs qu'elle a versés le matin. Mme S. a beau protester, on s'était bien gardé de lui faire un reçu. «*On vous aurait fait le*

reçu en faisant l'inventaire de l'appartement, mais vous n'avez pas attendu. Voilà, c'est trois cents francs que les propriétaires et l'agence ont volés à Mme S.. Pour n'être pas venue pour rien, Mme S. n'a qu'à chercher un hôtel. Elle en trouve un, mais le moral, en ce premier jour de vacances, en a pris un sérieux coup. «*Même en vacances, ils profitent de nous*».

COMMENT ÉVITER LES DÉSAGRÈMENTS DE Mme S...

Quand on désire prendre une location-vacances, il faut porter la plus grande attention au CONTRAT DE LOCATION, qui doit être envoyé au moment où l'on demande de verser des arrhes. Ce contrat doit comprendre un état complet et détaillé des locaux qui seront occupés (nombre de pièces, situation du logement, linge, vaisselle laissés à votre disposition, etc...); ne pas hésiter le cas échéant à demander des précisions.

Si, lors de l'entrée dans l'appartement on s'aperçoit que les renseignements donnés sont erronés, on peut porter plainte auprès du Procureur de la République du Tribunal d'Instance de son domicile. Le loueur peut demander une caution pour payer les éventuels dégâts. Dans ce cas, il importe d'être présent et vigilant au moment de l'état des lieux (avant et après).

Les arrhes généralement demandées avant la prise de possession de l'appartement n'ont pas le même statut, ils sont une avance sur le prix de la location, et sont conservés par le loueur, en cas de défaillance du locataire. Cependant, si c'est le propriétaire qui rompt le contrat, il doit les rembourser. En tout état de cause, il ne peut être exigé plus du quart du prix de la location.

Travail pour les jeunes de moins de seize ans, pendant les vacances

Nombreux sont les jeunes issus de familles populaires, qui travaillent un mois ou deux pendant les vacances scolaires, ne serait-ce que pour pouvoir se payer des vacances. Les patrons y trouvent leur compte, en les payant au rabais, et en leur confiant tous les «sales boulots». C'est pourquoi, il importe qu'ils connaissent leurs droits.

PAS DE TRAVAIL À LA CHAÎNE

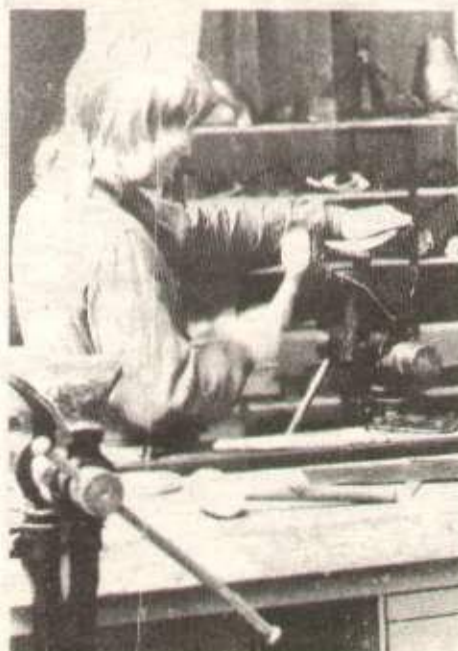
Pendant la durée du travail, qui ne peut excéder huit heures par jour et quarante heures par semaine, les adolescents ne peuvent exercer de travaux entraînant une fatigue anormale. Il est notamment interdit d'imposer des travaux répétitifs.

SALAIRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Les adolescents embauchés doivent bénéficier d'un salaire qui ne peut être inférieur à 80 % du SMIG. Il existe cependant des conventions collectives qui prévoient un salaire supérieur (se renseigner auprès des organisations syndicales de l'entreprise ou de la localité). Par ailleurs, si le jeune travaille un mois complet, il a droit à une indemnité compensatrice de congés payés égale à deux jours de salaire. Enfin, les jeunes bénéficient de l'ensemble de la législation protectrice applicable aux autres travailleurs de l'entreprise en matière notamment d'hygiène et de sécurité.

AFFILIATION À LA SÉCURITÉ SOCIALE

Le jeune embauché est obligatoirement immatriculé à la sécurité sociale.



le camping

UNE FAMILLE SUR 20 M2

QUELQUES CONSEILS POUR APPRENTIS CAMPEURS

Le camping est avant tout affaire d'expérience. Si bien qu'il est difficile, à l'avance, de tout prévoir. C'est d'ailleurs ce qui en fait tout son charme. Il est cependant utile de connaître les trucs indispensables, de s'entourer d'un certain nombre de précautions, afin d'éviter le maximum de désagréments.

CHOISIR UN BON EMPLACEMENT

● Dans un camp, le choix d'un emplacement ne pose pas de problèmes particuliers en théorie. En réalité, dans des camps mal équipés, cela peut en poser : il ne manque pas de propriétaires sans scrupules, dont le seul souci est d'entasser le maximum de gens dans le minimum de mètres carrés possibles. Il y a cependant une réglementation, et il est tout à fait possible, comme cela s'est déjà passé dans certains endroits, d'imposer le respect de ces règles par une action collective.

● En camping libre, l'emplacement idéal est assez rare. Il vaut mieux s'installer dans un endroit sûr, même s'il n'est pas totalement satisfaisant, que d'être obligé de planter sa tente en pleine nuit, parce qu'on a trop attendu. Quelques conseils sont ce-

pendant nécessaires, principalement du point de vue de la sécurité.

- Il vaut mieux se placer sur des hauteurs que dans des cuvettes, susceptibles de se remplir d'eau, en cas de grosse pluie. Il faut être en particulier vigilant aux abords des rivières.

- Les arbres ont l'immense avantage de fournir de l'ombre à la tente et donc d'assurer un confort plus grand. Ils peuvent cependant être fort dangereux en cas d'orage, car ils attirent la foudre. La bonne solution consiste donc à placer sa tente à proximité des arbres, mais pas dessous.

Enfin, on retiendra que le camping libre, reconnu à tous, est soumis en pratique à une autorisation du garde forestier pour les forêts domaniales, du maire pour les terrains communaux, du propriétaire pour les prés, bois et terrains privés.

QUEL MATÉRIEL EMPORTER

● Pour la nuit : pour dormir confortablement en camping, il est nécessaire de disposer d'un matelas pneumatique, ou d'un lit de camp (plus confortable pour les personnes âgées), et d'un duvet, en matière

Le camping est sans conteste un des modes de vacances les plus populaires. Plus de six millions de Français vont camper cet été (un quart des «vacanciers»), dont une grosse majorité de travailleurs (parmi les familles ouvrières qui partent en vacances, 30 % campent).

C'est aussi celui qui a le plus rapidement progressé ces dernières années, la hausse du coût de la vie amenant ceux qui veulent «partir quand même» à choisir ce moyen relativement économique. Durant l'été 72, il y a eu au total 90 millions de journées passées sous la tente ou dans la caravane ; pour l'été 75, ce chiffre dépasse cent trente millions de journées.

Dans quelles conditions se passent ces vacances ? D'après le règlement des campings, chaque famille doit pouvoir disposer de cent mètres carrés. En fait, les six millions de campeurs devront se partager 1 410 000 places de camping ; d'après les estimations officielles, le taux moyen d'occupation est de 450 personnes pour dix mille mètres carrés, c'est-à-dire que chaque famille dispose en moyenne de vingt-deux mètres carrés. Et ce n'est qu'une moyenne...

Le secrétaire d'Etat au tourisme, Jacques Médecin, a promis la création de soixante mille places supplémentaires par an pendant quinze ans. Dans quinze ans, M. Médecin ne sera plus secré-

taire d'Etat au tourisme et ce genre de promesses n'engage à rien.

Et à quel prix ? Dans les Charentes-Maritimes, par exemple, pour une famille de quatre personnes avec une voiture, pour une semaine, il faut compter environ 65 francs dans un camping une étoile, 80 francs dans un camping deux étoiles, mais 175 francs pour un «trois étoiles». Ce qu'on paye là, outre quelques petits aménagements supplémentaires, c'est un peu plus de place, les campings plus chers étant moins fréquentés... Mais si vous voulez être sûr d'avoir une douche pour cent personnes, alors c'est dans un «quatre étoiles» qu'il faut aller !

synthétique, ou en véritable duvet d'oie (surtout si l'on va en montagne ou si l'on est particulièrement frileux).

● Pour la cuisine : il existe des popotes, ensemble de boîtes en métal s'emboîtant les unes dans les autres, plus ou moins perfectionnées. Mais on peut très bien s'en sortir avec, selon la composition de la famille, deux ou trois casseroles de tailles différentes, une poêle, éventuellement une cocotte-minute, et surtout... avec beaucoup de boîtes plastiques pour emmagasiner la nourriture.

● Pour le chauffage : Surtout pas de feu de bois naturellement. La méthode la plus utilisée chez les campeurs, c'est le réchaud à butane. Il en existe différents modèles, à partir de 30 F.

● Pour l'eau, la toilette : Hormis les classiques gourdes, il peut être tout à fait utile, quand c'est possible, d'emporter un jerrycan, qui permettra une réserve de 5 à 20 litres. Une cuvette rendra aussi beaucoup de services.

● Pour plus de confort : Une lampe à butane (environ 50 F) complètera avantageusement l'indispensable lampe de poche. Enfin, l'achat de chaises et d'une table pliantes rendra la vie au camping plus agréable.

Il existe tout une série de gadgets plus ou moins sophistiqués, dont certains sont utiles, mais dont la plupart ne sont pas indispensables que pour assurer... les profits des fabricants. En tout état de cause, on se méfiera de la publicité en la matière.

LA RÉGLEMENTATION DU CAMPING ÉLÉMENTS MINIMUM D'ÉQUIPEMENT DES TERRAINS DE CAMPING

| Catégorie | eau potable points d'eau cimentés | WC p. 100 personnes | installations sanitaires p. 100 personnes | accès | entretien surveillance |
|-----------|--|---|--|--|---|
| 1 étoile | eau potable dans le camp ou à proximité, au maximum 100 m débit : 40 l/j et par personne | urinoir à effet d'eau WC à effet d'eau | elles ne doivent pas être aménagées en bordure des voies publiques, 1 douche froide en box | raccordement à une voie publique | surveillance constante de la part du gestionnaire ou d'un préposé |
| 2 étoiles | 50 l par personne et par jour | idem | 2 bacs à laver la vaisselle, 1 bac à laver le linge, 2 douches froides en boxes. | accès du terrain carrossable | garde de jour et clôture effective du terrain |
| 3 étoiles | 60 l/j/pers. + le nécessaire au fonctionnement des installations sanitaires | 3 WC à effet d'eau 3 urinoirs à effet d'eau | 1 bac à laver le linge en plus, 3 douches chaudes en boxes | id. + allées intérieures carrossables avec revêtement anti-poussière | garde de jour et de nuit, pavillon d'administration |
| 4 étoiles | 70 l par jour et | idem | 1 douche chaude en plus | idem | idem |

Utilisez ce tableau pour contrôler les équipements que vous êtes en droit d'attendre, selon la catégorie de votre camping, qui doit être affichée à l'entrée.



Faut-il s'assurer ? comment s'assurer ?

Si l'on ne projette de camper que dans des camps aménagés à cet effet, il n'est pas obligatoire de s'assurer. Cependant, comme il y a assez peu de risques garantis par les administrations de camping, il pourra être plus prudent de s'assurer

- soit individuellement auprès de son assureur, si l'on possède une assurance «responsabilité chef de famille» ou «multirisques», en demandant éventuellement une extension de garantie.

- soit collectivement en adhérant à un club de camping ou à une organisation de loisirs ayant des activités de camping.

FFCC. Adresse : 78 rue de Rivoli 75004 Paris

Téléphone : 272 84 08

Publie également un guide de camping-caravaning. Prix 15 Fr.

VACANCES... VACANCES... VACANCES...

NANTES: L'ERDRE POUR TOUS !

Les bourgeois de la région de Nantes veulent accaparer l'Erdre. De très nombreuses propriétés, dont le luxe est une insulte permanente aux travailleurs, se sont construites sur les rives de la rivière.

Depuis 1940, des riverains bien particuliers décidaient de clôturer leurs propriétés jusque dans l'eau. Tant et si bien qu'il n'était plus possible aux travailleurs de se promener sur les bords de l'Erdre. Comme les plages sur la côte, l'Erdre devenait propriété privée.

L'ERDRE POUR TOUS !

Depuis 1969, 1970, les luttes pour l'accès au bord de l'Erdre n'ont cessé de se multiplier. Et de nombreux succès ont été remportés. En même temps, se constituait le C.A.B.E. (Comité pour l'Accès au Bord de l'Erdre). Le C.A.B.E. s'appuie sur le droit de servitude marche-pied de 3,25 mètres, ce qui signifie qu'il doit y avoir un chemin public le long de la rivière, qu'une loi de 1965 a d'ailleurs étendu aux pêcheurs et à leur famille.

En novembre 1974, une première manifestation de 1 500 personnes obtenait qu'un propriétaire retire un permis de construire accordé sans contrepartie le long de la rivière.

Plus significatif, le 27 avril 1975, une manifestation-aménagement réalisait la première Z.A.P. (zone d'aménagement populaire) : un sentier de quatre kilomètres fut fait, qui avait nécessité la destruction d'un mur et de plusieurs clôtures.

Le 29 juin, 300 personnes continuaient le sentier sur plus de un kilomètre.

Dans toutes ces manifestations, dont plusieurs ont vu un affrontement avec les flics, participaient de nombreux paysans-travailleurs et beaucoup de militants CFDT.

Enfin, le 1^{er} mai dernier, une fête populaire a regroupé plus de 4 000 personnes. Elle a été organisée sur un terrain des bords de l'Erdre, acheté par un grand patron de Nantes. Tout au long de la journée, plusieurs chanteurs populaires bretons animèrent à tour de rôle. Un grand bal breton autour d'un feu, avec des sonneurs de biniou et de bombarde, affirmait la volonté de nouveaux loisirs populaires sur les terrains accaparés par la bourgeoisie.

Il devait d'ailleurs y avoir plusieurs accrochages avec des propriétaires, dont certains étaient armés de fusils. La fête se terminait par une «visite», chez le comte Favelli, ancien chef de l'OAS, propriétaire d'un château sur les bords de l'Erdre.

Toutes ces luttes pour récupérer les richesses naturelles accaparées par la bourgeoisie, rencontrent un écho toujours plus large chez les travailleurs, qui, par leur mobilisation, ont déjà montré qu'on pouvait faire reculer les «seigneurs de l'Erdre».

Corres. Nantes

LES PLAGES PRIVÉES



Le droit français ne reconnaît à personne le droit de s'appropriier les plages du littoral et d'y apposer des panneaux : «plage privée». Le domaine public, par conséquent ouvert à tous, s'étend jusqu'au point le plus haut de la plage atteint par les marées les plus fortes. L'espace de sable et de galets qui n'est jamais atteint par la mer est du domaine privé de l'Etat qui peut soit le transformer en domaine public, soit, et c'est la pratique la plus courante, le louer ou le concéder à des particuliers. En tout état de cause, le propriétaire d'une plage privée est tenu, au regard de la loi, de laisser libre l'accès au littoral immédiat.

Cela, bien sûr, c'est l'aspect juridique des choses. Dans la réalité il en va tout autrement et il est devenu pratiquement impossible de faire respecter, au moins individuellement, ces droits qui sont les nôtres. En effet, les plus belles plages sont de plus en plus acquises soit par des

bourgeois pour leur propre usage, soit par des promoteurs qui y voient une source de profits considérables. Dans un cas, il ne manque pas de gorilles pour veiller à ce que le plaisir des propriétaires ne soit pas perturbé. Dans l'autre, la chasse aux prétendus resquilleurs est systématiquement organisée par des sortes de milices privées, avec le plus souvent la complicité de la police. Il faut dire que pour les municipalités de la côte, ces plages privées sont souvent un bon fromage.

Depuis quelques années des luttes se sont développées sur ce terrain. Certaines, réussissant à mobiliser largement les vacanciers, ont été victorieuses, malgré une répression parfois brutale. C'est l'illustration vivante, que, dans cette société capitaliste, la classe ouvrière et le peuple n'ont d'autres droits que ceux qu'ils conquièrent.

LES SENTIERS DE GRANDE RANDONNÉE

Si vous voulez faire un circuit de ballades à pied, sachez qu'il existe dans presque toutes les régions des sentiers de grande randonnée régulièrement balisés à la sortie des localités et sur les rochers, les arbres et les pierres. Les étapes sont de cinq ou six heures par jour en général. C'est le Centre National des sentiers de grande randonnée qui édite des guides par itinéraires (tour du Queyras, Cévennes, traversée des Alpes). Ces guides, en vente dans les librairies spécialisées et dans les syndicats d'initiative, donnent toutes les indications sur le terrain et sur les possibilités d'hébergement. Le plus souvent des gîtes d'étape avec dortoir et possibilité de se faire à manger ont été aménagés. On peut aussi faire un sentier en campant.

Sans avoir une forme physique extraordinaire, il est possible de faire une randonnée d'une semaine ou quinze jours, car il n'y a pas de très grandes difficultés. Il vaut tout de même mieux être accompagné de quelqu'un qui ait un peu d'expérience.

EQUIPEMENT MINIMUM

- chaussures de marche à tige haute et semelle Vibram, en cuir (à la rigueur, Pataugas)
- anorak
- chandail
- sac de couchage
- lampe de poche
- sac à dos
- Cartes au 1/50 millième.



Signalisation

| marques à la peinture | symboles conventionnels |
|---|---|
| <ul style="list-style-type: none"> — ligne rouge — continuité du sentier — ligne blanche — changement de direction — ligne rouge — | <ul style="list-style-type: none"> note abri terrain de camping surveillance point d'eau téléphone sentier de vue gare S.N.C.F. aiguillage monument |
| <p>jalon indice de sentier</p> <p>TOURISME PEDESTRE SENTIER</p> <p>G.R. 6</p> <p>inscriptions blanches sur fond rouge</p> | |
| <p>flèche indiquant les distances</p> <p>G.R. 1</p> <p>Saint-Rémy 1 h</p> <p>Le Vauclous 5 h</p> <p>font rouge / font blanc lettres blanches / lettres et symboles bleus</p> | |

les morsures de vipère

La vipère vit à la campagne, en terrain broussailleux et mord quand elle se croit attaquée.

COMMENT FAIRE LE DIAGNOSTIC D'UNE MORSURE DE VIPÈRE ?

Plusieurs signes se succèdent :

- Une douleur immédiate au point de morsure, qui disparaît rapidement.
- On peut voir ensuite la trace des crochets ; deux fentes larges de 1 à 2 mm espacées de 6 à 8 mm, entourées d'une auréole rouge ; elles laissent transsuder une goutte sanglante rose pâle.
- En cinq à quinze minutes, apparaît un gonflement (œdème) rouge et douloureux qui s'étend de la morsure à la racine du membre.
- La peau du membre devient ensuite marbrée, couverte de taches rouges et des signes très nets de malaise apparaissent (sueurs, maux de tête, vomissements).

QUE FAIRE DEVANT UNE MORSURE DE VIPÈRE ?

Eviter toute agitation qui augmenterait la diffusion du venin : mettre le blessé allongé, tête basse.

1- Si l'on se trouve près d'un hôpital ou d'un médecin :

- désinfecter la plaie
- poser un garrot sur le membre entre le coeur et la blessure (près de l'épaule ou de la fesse), plonger le membre blessé dans l'eau froide.
- conduire le plus vite possible le blessé à l'hôpital (même s'il se sent relativement bien), pour qu'il reçoive le sérum anti-venimeux et soit surveillé et traité contre l'infection, les malaises cardiaques possibles.

2- Loin de tout hôpital (en pleine montagne à quelques heures de marche d'un médecin) :

- les mêmes précautions : désinfection, garrot (en prenant soin de ne pas trop serrer), puis injecter le sérum anti-venimeux en plusieurs points sous la peau autour de la morsure pour arrêter la diffusion du venin.
- élargir la plaie au moyen d'un couteau passé à la flamme (pour désinfection) et sucer la plaie pour en retirer le venin (opération dangereuse, car la moindre écorchure dans la bouche favorisera une infection)

Prendre toutes les mesures pour conduire le blessé dans un hôpital le plus rapidement possible.

Ce qu'en pensent les travailleurs du Tréport

Le Tréport et Mers les Bains sont considérés depuis longtemps comme un lieu de vacances populaire. Effectivement, on est loin des casinos de Deauville ou du Touquet, et l'on rencontre le long de la plage plus de familles populaires que de minets faisant admirer leur dernière Alfa Roméo.

Pour ceux qui y vivent tous les jours, qui y travaillent, et qui souvent ne partent pas en vacances, ce n'est pourtant pas un cadeau. A moins qu'ils ne soient directement intéressés à l'industrie touristique (propriétaires de camping, commerçants, loueurs...), la période des vacances, c'est avant tout la hausse des prix : «*c'est bien simple, il arrive que les prix doublent. Par exemple, le kilo de crevettes, qui est en moyenne à 12/15 F passe facilement à 25 F au moment où les touristes arrivent. Alors, si on connaît des pêcheurs, on peut se payer des fruits de mer, mais sinon, c'est fini ! Pour les tomates, ou les fruits, c'est la même chose, en moins fort*» me disait la femme d'un cheminot de Mers. Une jeune fille employée par un commerçant du marché ajoutait même : «*Entre le jeudi et le samedi, c'est la valse des étiquettes, et c'est vrai presque toute l'année, puisque beaucoup de gens viennent pour le week-end. Les commerçants y mettent du leur, mais c'est surtout au niveau du gros que se passe le trafic. Ils savent bien le nombre de gens qui viennent ici, à la Pentecôte par exemple*».

Pour ces travailleurs, le touriste apparaît souvent comme un parasite : «*Vous voyez, ce café où nous nous trouvons. On s'y retrouve souvent entre cheminots. Pendant la saison, ce n'est plus pareil, l'ambiance n'est plus la même...*» Pourtant ce touriste, c'est souvent un travailleur comme eux, qu'est-ce qui provoque cette coupure ? «*D'accord, il y a des gens comme nous qui viennent ici. Je ne parle pas de ceux des villas qui ont l'air de vous considérer comme des moins que rien parce qu'on ne les accueille pas avec un sourire jusqu'aux oreilles. Pour vous donner un exemple, on a sympathisé avec une famille de banlieusards, que mon cousin qui est marin avait rencontrée en vendant des crustacés. Eux ne font pas de chichis, alors on se voit, quand ils viennent. Mais on a beau dire, quand on voit les rues remplies de touristes et les prix qui montent en flèche, ça ne fait pas très plaisir*».

L'idée que le «touriste», le «vacancier» est un individu à part est présente. Toute la propagande faite sur le thème des vacances renforce cette conception : la période des vacances est une «trêve» ; le vacancier, qu'il soit PDG ou OS, est vacancier avant tout. La transformation de régions entières en parcs à touristes, les scandaleuses hausses de prix subies par les travailleurs en cette période, les divisions entre travailleurs et leur isolement, sont là pour rappeler à quel point cette idée de vacances au dessus des classes est fautive. Cette idée est entretenue par ceux-là mêmes qui profitent de cette exploitation, de cette division, par nos exploités.

Eric BREHAT

D'où vient l'isolement dans un camping ?

Mers les Bains, camping municipal de Rompval.

Situé au-dessus de Mers-les-Bains, sur la falaise mais hors de la vue de la mer, il fait partie des campings «abordables» (2F la nuit par personne, 2F par tente, 1,50 par voiture). Les emplacements sont d'une superficie acceptable, si l'on songe à certains campings du midi, où il est impossible de planter les piquets de sa tente ailleurs que sous le tapis de sol du voisin. On est loin cependant du minimum d'espace qui permettrait de séjourner sans pour autant connaître dans leurs moindres détails les problèmes familiaux des voisins.

L'entassement favorise-t-il les échanges, les contacts ? Un père de famille, employé aux PTT répondait :

«On se dit bonjour le matin, on discute plus facilement parce qu'on est plus détendus que pendant l'année, mais ça va pas beaucoup plus loin. A moins qu'on ne se connaisse déjà, d'une année sur l'autre. C'est notre cas, puisqu'on vient ici régulièrement.»

De fait si les relations entre familles sont plus faciles que dans une cité, ou pour prendre le pire exemple que dans les «villes nouvelles», ces relations restent superficielles. L'isolement se découvre vite derrière. En circulant dans le camping, les causes objectives en apparaissent vite : déjà la très forte proportion de campeurs étrangers (surtout hollandais)

ne facilite pas la communication et suscite parfois des réactions chauvines. Mais ce n'est pas là le principal.

Recréer son «chez soi» : les tentes à multiples pièces, fausses fenêtres...



La structure même du camping incite peu aux échanges. La seule activité commune est la toilette et la vaisselle, et c'est effectivement un lieu de discussions. Il y a bien un bâtiment prévu pour des «activités récréatives», avec quelques gradins qui lui donnent une allure d'amphithéâtre, mais «il n'y a pas de crédits pour l'animer». Enfin, le mode même de camping ne peut que pousser à cet isolement : la caravane est majoritaire et les tentes sur lesquelles les industriels du camping font le plus gros forcing publicitaire ressemblent de plus en plus à des maisons : multiples pièces, fausses fenê-

tres etc... L'orsqu'on interroge les propriétaires de telles «maisons de toile» qui ne sont pas forcément des cadres à hauts revenus (ceux-ci préfèrent louer des villas, ou séjourner à l'hôtel), on entend :

«Si on fait le choix de rester dans un camping pour plusieurs semaines, autant avoir un peu de confort, autant se sentir chez soi. Pour le camping sauvage, évidemment, ce n'est pas l'idéal, mais le camping sauvage, ça va bien quand on n'a pas de jeunes enfants, ça va bien quand on n'attend pas les vacances comme le seul moment où on peut se reposer !»

Se sentir chez soi. C'est sur ce genre d'aspirations, engendrées par la dégradation des conditions de logement des familles populaires, que reposent aussi bien les arguments publicitaires des Trigano et Cie, que les appels de Chirac en faveur de «l'accession à la propriété» (l'un des thèmes de son discours consacré à la «croissance à la française»).

Le résultat, c'est qu'en camping se recrée dans une certaine mesure les conditions de la vie quotidienne : les tâches ménagères restent une servitude pour les femmes, bien que ce soit l'occasion pour les maris et les enfants d'y mettre du leur ; le capitalisme tend à recréer l'isolement des grandes cités, à séparer des familles confrontées aux mêmes «problèmes», c'est à dire à la même exploitation dans tous les domaines de la vie.

La pollution au Tréport : cela fait partie des conditions de vie des vacances !



Sculptée dans le chêne et coloriée :

L'HISTOIRE DES BONNETS ROUGES

PAR Alain MARCON

La révolte des Bonnets Rouges, en Bretagne, appartient à l'histoire du peuple, elle témoigne de la combativité des paysans bretons du XVII^e siècle. Un sculpteur révolutionnaire, Alain Marcon, en a fait le thème de l'une de ses œuvres. Nous l'avons rencontré pour le Quotidien du Peuple.

— *Quotidien du Peuple* : Pourquoi avoir choisi le thème des Bonnets Rouges ?

— Alain Marcon : J'ai réalisé cette sculpture l'an dernier pour le tricentenaire de la révolte des Bonnets Rouges. Trois siècles après, le souvenir de la lutte des Bonnets Rouges est encore très vivace dans certaines régions de Bretagne, dans les milieux populaires, dans les bourgs du Finistère et des Côtes-du-Nord. D'autre part, plus encore que la plupart des révoltes paysannes, les Bonnets Rouges ont posé le problème de changer radicalement la société. A travers des textes tel que le «Code Paysan», ils ont esquissé une autre forme de société.



Quelques festivals d'été

| | |
|---|--|
| Festival d'Avignon du 10 Juillet au 8 Août | La Bamboche : groupe folk «musiques traditionnelles du centre» Contact : JP Naudet 22, rue Imbert Colomes 69001 LYON TEL : (16.78) 28.81.26 |
| Festival de Salon de Provence o count Basie (20 Juillet) o Ray Charles (21 Juillet) | |

Durant toute la seconde quinzaine d'octobre 1976 se déroulera le 2^e festival de théâtre populaire des travailleurs immigrés en France.

Sous la responsabilité juridique de la CIMADE, la Maison des Travailleurs Immigrés (20, rue du centenaire - 92800-Puteaux ; tel : 506-08-94) organise cette manifestation qui sera soutenue par les organisations de travailleurs immigrés et un grand nombre d'organisations françaises. Cette manifestation a pour but prioritaire de rassembler les groupes et les militants du front culturel des diverses nationalités qui composent les 4,5 millions de travailleurs immigrés en France.

Tirant les conclusions du 1^{er} festival réalisé en juin 75 à Suresnes, cette seconde manifestation culturelle des travailleurs immigrés en France revêtira cette année un caractère national. Elle sera une réponse concrète des travailleurs à la mise en place par le Secrétariat d'Etat à l'Immigration d'un Office National de Promotion Culturelle des Immigrés.

Ainsi, du 20 au 31 octobre 1976, des manifestations culturelles accompagnées de débats et de nombreuses expositions se dérouleront à Paris et en banlieue parisienne ainsi qu'à Lyon, Marseille, Grenoble, Belfort, Nancy, Orléans, Rouen et Bordeaux.

Un grand rassemblement à Paris clôturera ce 2^e festival de théâtre populaire des travailleurs immigrés en France.

LES RÉVOLTES BRETONNES DE 1675

Les révoltes bretonnes de 1675, sous le signe de Louis XIV, recouvrent deux choses différentes :

- les révoltes urbaines ou révolte du papier timbré
- les révoltes rurales ou révolte des Bonnets Rouges.

Les révoltes urbaines ont pour origine la décision du ministre Colbert d'établir le papier timbré en Bretagne (nécessaire à la plupart des actes officiels), de taxer la vaisselle d'étain et le tabac. Le mécontentement tourna à l'émeute dans plusieurs villes bretonnes. Les édifices abritant les services fiscaux sont attaqués.

La révolte paysanne des Bonnets Rouges au-delà de la lutte contre les nouveaux édits fiscaux trouve sa source dans l'oppression que subissent les paysans. Ils s'attaquent à la fois au Roi, à l'Eglise et aux nobles qu'ils perçoivent comme un seul et même système d'oppression.

Cette révolte a embrasé toute la Basse-Bretagne pendant huit mois. Dans un «Code Paysan» qui est un véritable programme politique, les Bonnets Rouges ont formulé leurs revendications :

- suppression des impôts et redevances diverses
- la terre aux paysans
- égalité entre nobles et non-nobles, etc...

— QdP : Au point de vue de la forme, comment se présente ta sculpture ?

— A.M. : J'ai choisi de représenter des épisodes significatifs de la lutte des Bonnets Rouges avec des personnages de volume simple et compact en insistant plutôt sur le mouvement des masses, sur les grands événements ou sur les aspects caractéristiques de la guerre des paysans.

Pour concentrer la réalité d'une révolte qui a soulevé des centaines de milliers d'hommes et de femmes aux quatre coins de la Bretagne, dans six petits panneaux de chêne, j'ai dû simplifier les costumes, les couleurs, éviter de me perdre dans une foule de détails naturalistes.

Les scènes ont été télescopées, mises bout à bout, pour montrer la simultanéité et aussi la continuité du récit. Je me suis inspiré ainsi des peintres modernes. La sculpture est peinte en partie afin de mieux détacher la scène et guider l'œil et ceci, c'est la leçon des anciens sculpteurs bretons. Ceux-ci ont créé à travers les siècles une sculpture simple, forte, parfois fruste, mais très expressive et dont je pense qu'on peut apprendre beaucoup.

Ces panneaux sont une tentative dans le sens d'un art lisible par tous, sur des thèmes populaires. C'est une œuvre réaliste car je pense qu'une sculpture, une peinture au service du peuple, une peinture révolutionnaire ne peut être que réaliste.

— QdP : Comment conçois-tu le rapport entre un artiste révolutionnaire et les masses ?

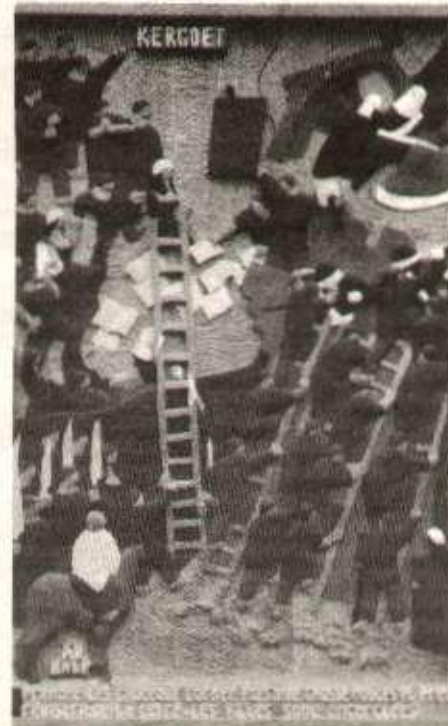
— A.M. : Je pense que le problème principal qui se pose à un artiste qui veut se mettre au service du peuple, c'est de pouvoir établir le contact avec les masses.

Ainsi en peinture, soit on expose dans des galeries, des musées, des maisons de la culture pratiquement désertées par les travailleurs, soit on va là où vivent les masses. C'est ce que j'ai essayé de faire avec «les Bonnets Rouges». D'abord, la conception technique des panneaux va dans ce sens : ils sont démontables pour pouvoir être transportés facilement. C'est ainsi qu'on les a exposés dans les Foyers de Jeunes Travailleurs, les maisons de quartier, les lycées agricoles, les cantines ouvrières, en plein air dans les fêtes populaires... dans toute la Bretagne.

— QdP : Où pourra-t-on voir «les Bonnets Rouges» pendant les vacances ?

— A.M. : En ce moment, ils sont à la MJC de Douarnenez jusqu'au 20 juillet, ensuite, ils seront à Plonéour-Lanvern (Languivoa) en pays bigouden près de Pont l'Abbé. A Languivoa, il reste encore des traces des Bonnets Rouges : Louis XIV avait fait raser le clocher de Languivoa et brûler l'église car le bourg était au centre de la révolte.

Ils seront là-bas jusqu'au 17 août, le 15 il y a une fête où viennent beaucoup de paysans du pays, j'espère bien y être.



Si pendant vos vacances, vous passez près de Douarnenez ou de Pont l'Abbé, faites un détour pour aller voir «les Bonnets Rouges» d'Alain Marcon.

si les requins étaient des hommes...



«Si les requins étaient des hommes, demanda à Monsieur K. la petite fille de sa logeuse, est-ce qu'ils seraient plus gentils avec les petits poissons ? »

«Bien sûr, dit-il. Si les requins étaient des hommes, ils feraient construire dans la mer des caisses énormes pour les petits poissons, avec toutes sortes de nourritures dedans, aussi bien des plantes que des matières animales. Ils veilleraient à ce que les caisses aient toujours de l'eau fraîche et ils prendraient toutes sortes de mesures sanitaires. Si par exemple un petit poisson se blessait à la nageoire, on lui ferait tout de suite un pansement pour que la mort ne l'enlève pas aux requins avant l'heure. Afin que les petits poissons ne deviennent pas mélancoliques, de temps à autre il y aurait de grandes fêtes aquatiques, car les petits poissons gais ont meilleur goût que les mélancoliques.

Naturellement il y aurait aussi des écoles dans les grandes caisses. Dans ces écoles, les petits poissons apprendraient comment on entre dans la gueule des requins. Ils auraient besoin de la géographie, par exemple, afin de pouvoir trouver les grands requins qui paresseusement reposent n'importe où. L'essentiel serait naturellement la formation morale des petits poissons. Ce qu'il y a de plus grand et de plus beau pour un petit poisson, leur enseignerait-on, c'est de se sacrifier joyeusement et d'avoir foi dans les requins, surtout quand ceux-ci disent qu'ils préparent un bel avenir. On enseignerait aux petits poissons que cet avenir ne serait assuré que s'ils apprenaient l'obéissance. Les petits poissons devraient se garantir contre tous les bas penchants matérialistes, égoïstes et marxistes et, si l'un des petits poissons montrait de pareils penchants, avertir immédiatement les requins.

Si les requins étaient des hommes, ils se feraient naturellement la guerre, pour conquérir des caisses à poissons étrangères et des petits poissons étrangers. Les guerres, ils les feraient faire par leurs petits poissons personnels. Ils enseigneraient à ces petits poissons qu'entre eux et les petits poissons des autres requins il y a une différence énorme. Les petits poissons, proclameraient-ils, sont, c'est bien connu, muets, mais ils se taisaient dans des langues totalement différentes et il leur est donc impossible de se comprendre. A chaque petit poisson qui, au cours de la guerre, tuerait quelques autres petits poissons, des petits poissons ennemis qui se taisent dans une autre langue, ils remettraient une petite décoration en varech et confèreraient le titre de héros.

Si les requins étaient des hommes, ils auraient aussi naturellement un art. Il y aurait de beaux tableaux sur lesquels les dents des requins seraient peintes en couleurs délicieuses, leurs gueules représentées comme de purs jardins d'agrément où l'on peut délicieusement s'ébattre. Les théâtres au fond de la mer montreraient comment des petits poissons héroïques entrent avec enthousiasme dans la gueule des requins, et la musique serait si belle que les petits poissons, charmés par ces accords, et bercés des pensées les plus agréables, entreraient en foule, orchestre en tête et comme en rêve, dans la gueule des requins.

de
BERTOLD BRECHT
(histoires d'Almanach)



Chirac



Kissinger



Guichard



d'Ornano

Il y aurait même une religion, si les requins étaient des hommes. Elle enseignerait que les petits poissons ne commencent à vivre vraiment que dans le ventre des requins. D'ailleurs, si les requins étaient des hommes, les petits poissons cesseraient d'être tous égaux comme ils le sont maintenant. Quelques-uns d'entre eux seraient chargés d'une fonction et placés au-dessus des autres. Les poissons un peu plus gros auraient même le droit de dévorer les plus petits. Pour les requins, cela n'aurait rien que d'agréable d'avoir ainsi plus fréquemment de gros morceaux à manger. Et les plus gros des petits poissons, ceux qui occuperaient des postes, veilleraient à ce que l'ordre règne chez les petits poissons, deviendraient professeurs, officiers, ingénieurs en construction de caisses, etc. Bref, il y aurait enfin dans la mer une culture, si les requins étaient des hommes.

THÉÂTRE-CINÉMA

La lutte des ouvriers et des paysans d'Apt sur la scène du théâtre de «L'Olivier»

«Le temps des cerises», ce pourrait être l'histoire d'une entreprise régionale spécialisée dans la transformation des produits agricoles, et dont l'activité fait vivre une vallée entière.

Cette entreprise pourtant prospère menace soudain de fermer ses portes. Des centaines d'ouvrières et d'ouvriers seront licenciés, les paysans de la vallée seront contraints d'arracher leurs arbres, une région entière est menacée de mort.

Devant cette menace, hommes et femmes, ouvriers et paysans décident de s'unir. Pourquoi a-t-on décidé de fermer l'usine, comment en est-on arrivé là ?

Qui donc est responsable de cette crise de la cerise...

Renouant avec la tradition carnavalesque du procès et du brûlement de Caramentran, les héros-victimes de cette farce contemporaine vont faire le procès des dirigeants de l'entreprise pour les contraindre à dire la vérité.

«Le temps des cerises», c'est avant tout une certaine forme de théâtre populaire qui puise ses sources dans les traditions culturelles régionales et réactualise le sens profondément critique et libérateur du «procès de Caramentran», une tradition toujours vivante dans un grand nombre de villages de Provence et du Languedoc.

la voir dans un village, ça les a beaucoup intéressés et ils nous ont programmé cette pièce dans différents villages du Lubéron.

C'est eux qui organisaient les représentations, donc qui prévenaient leurs amis, qui envoyaient des lettres individuelles à tous les agriculteurs de chaque commune et qui étaient présents pour la discussion. Ils ont utilisé le spectacle pour avoir une confrontation entre agriculteurs, gens du village et touristes. Chaque représentation était suivie d'un débat... Il y a de nombreux problèmes qui sont abordés : les circuits de distribution, pourquoi le kilo de cerise est acheté 1,60 F aux producteurs et pourquoi il arrive à 10 F sur la table ? Ça a permis d'expliquer le problème des intermé-

«Le temps des cerises»
par le théâtre de l'Olivier
27, rue du 11 novembre
13100 - Aix-en-Provence

tel. 26-34-55

Jeudi 15 juillet : Lagnes (Vaucluse)
Samedi 17 : Veynes (Htes-Alpes)
Du 19 juillet au 8 août : au festival
d'Avignon - MJC Croix des Oiseaux
Lundi 9 août : Apt (Vaucluse)
Mardi 10 : Octon (Hérault)
mercredi 11 : Octon (Hérault)
Vendredi 13 : Vinsorbes (Drôme)
Samedi 14 Cabrières d'Aigues* (Vaucl.)
Dimanche 15 : Cap d'Agde* (Hérault)
Lundi 16 : Gruissan* (Hérault)
Mercredi 18 : La Garde Freinet (Var)
Jeudi 19 : Figanières (Var)
Dimanche 22 : Les Arcs (Var)
Mardi 24 : Martigues (B-du-Rhône)
* sous réserve.

Le Quotidien du Peuple : Depuis quand avez-vous formé votre troupe ?

Le Théâtre de l'Olivier : On est à Aix depuis septembre 73, ça fait donc trois ans. On a fait un travail d'implantation : on a joué surtout dans la région, beaucoup à Aix-en-Provence, dans les villages et en milieu rural dans le Vaucluse, dans la région de Lubéron. Nous sommes sept permanents, plus deux personnes qui nous rejoignent pour le spectacle de cet été.

QdP : Quels sont les contacts que vous avez avec la paysannerie ?

T.O. : Les contacts se font par exemple comme lorsque l'on a préparé la pièce «Village à vendre» qui parlait de l'exode rural. Au moment où nous avons commencé l'enquête pour cette pièce, on a vu le film «Terrain à bâtir» réalisé par Télé-promotion rurale : c'est une équipe d'agriculteurs qui l'a réalisé. Ce film nous a beaucoup intéressés et on s'en est servi pour la pièce «Village à vendre». Ensuite, cette équipe d'agriculteurs est venue

«Cadavres exquis»

film de Rosi

Un hommage aux révisionnistes italiens

Adapté d'une nouvelle de L. Sciacca intitulée «Le contexte», le film de Rosi «Cadavres exquis» est censé se dérouler dans un pays imaginaire ; en fait, tout désigne l'Italie.

Des hauts magistrats sont assassinés en série. L'inspecteur Rogas, chargé de l'enquête découvre peu à peu que ce qui était peut-être au départ une vengeance individuelle devient la base d'un complot. Fomenté par les chefs militaires et le chef de la police, il vise à provoquer l'instauration d'un pouvoir fasciste. Traqué par les comploteurs, l'inspecteur fait part de ce qu'il a découvert à un journaliste du PC qui lui fait rencontrer Amar, secrétaire du PC. Au cours de l'entrevue, les deux hommes sont abattus.

Incontestablement, Rosi brosse avec vigueur un tableau exact de la pourriture de la bourgeoisie au pouvoir. Mais pendant que la bourgeoisie complote, que font les travailleurs, que font les révolutionnaires ? Mise à part la grève des éboueurs au début du film, les masses sont absentes du film, comme si leur lutte ne représentait pas le seul recours face au danger fasciste. Le film est construit sur le schéma d'une enquête policière ce qui donne une intensité dramatique au récit mais surtout, le personnage mis en avant devient l'inspecteur de police, d'autant que Rosi a choisi un acteur connu, Lino Ventura. Alors que les masses servent de masse de manœuvre aux partis politiques, alors que les révolutionnaires s'agitent stérilement ou même sont carrément manipulés par le pouvoir, le seul modèle qu'offre Rosi est le

flic : honnête, soucieux de faire éclater la vérité, faisant son travail indépendamment de la lutte des classes, bref le flic impartial, tel que les révisionnistes se plaisent à le représenter : il suffirait de changer de ministre de la police...

Et c'est bien le projet révisionniste que sert le film de Rosi. Se sentant menacé, l'inspecteur s'adresse au PCI, seule force, selon Rosi, capable d'être une alternative au fascisme. La dernière phrase du film, prononcée par un dirigeant du PCI «la vérité n'est pas toujours révolutionnaire» ne peut être comprise comme une dénonciation par Rosi de la trahison du PC (il aurait fallu pour cela présenter une alternative révolutionnaire) mais comme la preuve du «réalisme» du PC, soucieux d'éviter la provocation fasciste.

En définitive, le film débouche sur une vision assez pessimiste de la réalité italienne : les masses n'ont aucune initiative propre, les révolutionnaires sont des bourgeois coupés des masses, le PC ne peut dévoiler la vérité sur la mort de son secrétaire sans tomber dans la provocation fasciste.

«Cadavres exquis» est ainsi à la fois une présentation de la pourriture du pouvoir bourgeois en Italie (ce qui en fait l'intérêt) et un reflet des hésitations d'un «intellectuel de gauche» qui, désespérant d'un changement radical de la société, s'en remet, même si cela le laisse parfois insatisfait et sceptique, à la «sagesse» politique du PCI et sa défense du système capitaliste.

Claude ANCHER.



diaires, du Plan d'Occupation des Sols (POS) et d'autres problèmes fonciers. QdP : Comment préparez-vous votre nouvelle pièce «Le temps des cerises» ? T.O. : Grâce à «village à vendre», on a connu énormément d'agriculteurs et ensuite on a gardé le contact tout l'hiver avec eux parce qu'ils avaient un désir très grand de poursuivre le travail. Nous avons organisé deux stages d'expression à Lourmarin pour les agriculteurs, par le biais de la formation permanente pour agriculteurs. On faisait des exercices d'expression orale, des sketches sur les problèmes qu'ils choisissaient. Et c'est là qu'ils ont soulevé le problème d'Apt-Union, c'est un point qui nous intéressait aussi parce qu'il concerne à la fois les ouvriers d'usines et les agriculteurs de la région.

QdP : Donc pour vous, le théâtre est avant tout une activité militante dont le

but est de créer l'unité entre les ouvriers des usines et les paysans de la région ?

T.O. : Je ne pense pas que ça aie des conséquences aussi directes. Nous nous définissons comme des militants sur le plan culturel ; nous savons bien que le théâtre ne modifie pas, ou très rarement, les événements. Nous sommes des comédiens-animateurs, de notre métier, et il nous semble qu'il est très important que l'on fasse bien notre métier de comédiens-animateurs pour se définir clairement. On a essayé de trouver des formes de théâtre populaire et non pas de faire du mauvais théâtre-militant-de-gauche, par exemple pour la nouvelle pièce «le temps des cerises», on parle du problème spécifique de la guerre de la cerise, mais on s'est aussi beaucoup intéressés aux traditions de la région, comme le carnaval, Lou Caramentran...

**1^{er}
ANNIVERSAIRE
CAMPAGNE
D'ABONNEMENTS
EXCEPTIONNELS**

POUR SOUTENIR le quotidien du peuple ABONNEZ VOUS

9 mois déjà, 9 mois où le Quotidien du Peuple est paru régulièrement, s'est transformé progressivement grâce à l'aide, aux critiques, aux suggestions des lecteurs.

De l'avis de tous ceux qui nous écrivent, le Quotidien du Peuple correspond mieux à l'arme dont on a besoin et il faut continuer dans la voie engagée. Poursuivre cette voie, c'est préparer déjà la rentrée, ammagasiner de nouveaux reportages, élargir l'équipe de rédaction, faire fonctionner nos bureaux de presse régionaux, en mettre d'autres sur pied, renforcer nos liens avec les lecteurs et les amis

du QdP. Pour cela, nous devons renouveler l'avance financière qui avait été acquise au lancement du Quotidien du Peuple et à permis de le sortir régulièrement cette année.

En lançant cette campagne exceptionnelle d'abonnements, liée au premier anniversaire du «Quotidien du Peuple», nous visons deux buts, renforcer nos liens avec les lecteurs et les amis du «Quotidien du Peuple», accumuler cette avance financière dont nous avons besoin.

Compte tenu des retards actuels dans la réception du journal pour les abonnés de certaines régions, nous avons décidé, pour la rentrée, de sortir avant l'heure habituelle de bouclage de l'édition parisienne, une édition spéciale pour les abonnés tirée plus tôt, et aussitôt livrée à la poste : c'est le seul moyen, mis en œuvre par les journaux à grand tirage, pour que nos abonnés disposent le matin-même du journal daté du jour. Le prix de l'abonnement qui est de 300 F peut être versé, soit intégralement à la commande de l'abonnement, soit en trois versements de cent francs se succédant à un

mois d'intervalle, le premier étant envoyé à la commande.

En même temps nos abonnés disposeront d'une carte spéciale «abonné-ami du QdP», qui leur donnera un certain nombre de possibilités pour être associés plus facilement aux activités du journal (participation aux bureaux de presse régionaux), aux galas du PCRml... «L'abonné-ami du QdP» bénéficie en plus d'un certain nombre d'avantages (abonnement gratuit à une revue, réduction dans des librairies...), dont nous publions la liste complète plus bas.

LA CARTE D'ABONNÉ-AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

- A un abonnement au choix à :

- Front Rouge
- Rebelles
- Pékin Information
- La Chine
- La Chine en construction



- Et à un livre ou un disque au choix

- *Parmi les livres :
- 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung
 - La réception dès parution du «Grand Livre Rouge», ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme-léninisme
 - «Révolution et contre révolution en Argentine» de Gèze et Labrousse
 - «La Chine de Mao» par Roger Pic.



- Ismail Kadaré et la nouvelle poésie albanaise de Michel Métais.
- L'«Antidühring» d'Engels
- Les cahiers philosophiques de Lénine

*Parmi les disques :

- Un disque chinois (L'Orient est rouge. Opéras à thème révolutionnaire...)
- Un disque de François Tusques (Ca branle dans le manche) Dansons avec les travailleurs immigrés

- Un disque de Gilles Servat (L'Hirondelle, ou Le pouvoir des mots)



- Les chants de la Résistance Palestinienne.



- Un disque de Carlos Andreou (Un peuple en lutte : Espagne)



- Sur présentation de la carte (abonné-ami du Quotidien du Peuple),

REDUCTION

- ▶ de 10 % sur plusieurs librairies, dont :

- La librairie populaire (rue Duguesclin) à Lyon
- «Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans
- La librairie populaire (40 rue Jules Guesdel) à Lille
- «Mimésis» 15 bis rue de Grassi à Bordeaux
- «Librairie 71», 24 rue J. Jaurès à Nantes.
- «L'Armitière», 12 bis rue de l'École à Rouen.
- Librairie «Tschann», 84, bd du Montparnasse à Paris.
- «Graffiti», 210, rue Jean Jaurès à Brest.
- Librairie «Lire», 16, rue Sainte à Marseille.
- «Jean Rome», 1, rue des Gras à Clermont-Ferrand
- Librairie Giraudon, 20, rue de Keraumont à Lannion.
- ▶ de 15 % à la librairie «Le grand jeu», 20, rue Colbert à Reims.
- ▶ de 33 % sur les éditions Pierre Jean Oswald, 7, rue de l'école Polytechnique - Paris 5^e

Cinémas (tarif étudiant tous les jours) :

- «La Clef», 21, rue de la clef, Paris 5^e
- «Olympic», 10, rue Boyer
- «Entrepot», 7, rue Pressensé
- «Seine Cinéma», 10, rue Frédéric Santon (tarif étudiant la semaine).

ENTRÉE GRATUITE aux fêtes et galas du QdP, du PCRml, de l'UCJR, et au ciné-club «Printemps» à Paris.

NOM (en capitales)
 Prénom
 Adresse
 Ville

Abonnement normal. 300 F
 Abonnement de soutien. 500 F
 Abonnement de soutien F

Mode de Versement :
 - En une fois
 - En trois fois

Indiquez par une croix dans les cases, vos différents choix
 Découper suivant le pointillé et renvoyer au
 Quotidien du Peuple
 BP 225 - 75924 Paris Cedex 19

9 mois de quotidien du peuple

Lundi 29 septembre 1975 : C'est la date de sortie du premier numéro du «Quotidien du Peuple». Même si ce nouveau quotidien, lancé à l'initiative du PCRM a été préparé avec soin, entre autre avec l'aide et le soutien des lecteurs de Front Rouge ancienne formule, nous savions à l'époque que pratiquement tout le travail restait à faire. Notre projet de quotidien n'était viable, que pour autant qu'il mobilise autour de lui un réseau élargi de lecteurs, de correspondants, d'amis qui aident à la fois à la définition de ce quotidien, aux moyens financiers dont il a besoin, à le faire connaître.

Juillet 1976 : Depuis plus de 9 mois, «Le Quotidien du Peuple» sort régulièrement, et il s'est fait sa place. Une partie du contrat passé avec nos lecteurs a ainsi été tenu avec succès. Comment progresser, quelle appréciation porter sur le journal que nous fabriquons, quelles perspectives pour la rentrée. Voilà ce qu'il faut définir avec nos lecteurs et avec tous les amis du QDP. Pour faire le point, avec ces camarades, nous donnons dans ce numéro magazine quelques éléments de bilan, qui se dégagent de notre courrier, et de discussions que nous avons eues au comité de rédaction.

Une première constatation s'impose, le journal en 9 mois s'est considérablement transformé, amélioré, nous écrivons fréquemment nos correspondants dans la dernière période. Sur quels points les progrès semblent les plus sensibles ?

La présentation du journal. Les améliorations sont sensibles sur ce point : présentation de la une, mise en page plus soignée, plus variée aussi. L'équipe de fabrication, qui ne comportait et ne comporte toujours aucun professionnel, a progressivement appris certaines règles de montage qui permettent de faire un quotidien plus lisible, plus attrayant.

Ces progrès n'ont pu être réalisés que grâce à l'insistance de nombreux lecteurs, qui soulignent l'importance de la mise en page dans les diffusions même du QDP, importance certainement sous-estimée au départ. Les nombreuses lettres que nous continuons à recevoir sur l'utilisation des photos, des dessins, rappellent que de grands progrès sont encore à accomplir dans ce domaine.

Un journal qui informe mieux : fallait-il se limiter à faire dans notre quotidien, un commentaire marxiste-léniniste des faits les plus importants, ou fallait-il aussi investir dans le quotidien, toutes une série de questions que l'actualité de la bourgeoisie nous impose. De manière répétée, des travailleurs lecteurs du Quotidien du Peuple, insistent pour que le journal multiplie ses informations, et ne se limite pas à donner un point de vue plus ou moins rapidement. La multiplication des brèves nouvelles, la prise en main de reportages assez nombreux, d'interventions où nous allons nous même chercher les informations à la source, la diminution du décalage avec l'actualité, témoignent de certains succès enregistrés dans ce domaine, et qui ont contribué, en particulier dans les derniers mois, à donner à notre quotidien un caractère de vrai jour-

nal d'informations. Pour couvrir l'actualité, le journal comporte essentiellement trois sections : politique-informations générales, luttes ouvrières, internationale, comportant des noyaux de journalistes et de nombreux collaborateurs réguliers ou intermittents. Ainsi, à la section internationale, des groupes de collaborateurs contribuent au journal pour traiter l'actualité de telle ou telle région du monde.

Un journal qui reflète les luttes

Le Quotidien du Peuple est le seul quotidien qui rende compte aussi largement de la riposte des travailleurs à la politique de crise. La-dessus aussi des progrès notables ont pu être enregistrés : dans la dernière période, des efforts ont été faits pour rédiger des articles de luttes qui ne soient pas seulement descriptifs mais, pour qu'ils rendent compte des avancées, des reculs, des succès, des leçons qu'on peut tirer des luttes ouvrières et d'autres couches sociales proches de la classe ouvrière. Rendre compte des débats qui existent dans les masses sur la construction d'un mouvement d'ensemble, sur les obstacles rencontrés, c'est ce que nous avons commencé à faire à l'occasion de certaines luttes telles que B. E. ou à l'occasion de la tenue de coordinations : ceci a largement contribué à conquérir un certain nombre de lecteurs réguliers dans la classe ouvrière, dans les usines en lutte. Et c'est ce qu'il nous faut renforcer.

Un journal marxiste-léniniste.

Le Quotidien constitue aujourd'hui un outil irremplaçable dans la diffusion des idées marxistes-léninistes dans la classe ouvrière. Cela est concrétisé par la place que prend peu à peu le journal dans les batailles de classe : qu'il s'agisse par exemple de la campagne pour la réintégration des 23 de Bourgogne Electronique, ou de la tribune du Congrès, du débat sur la crise ou



de l'interview de responsables ouvriers dans les luttes importantes, le journal contribue au débat public sur les grandes questions politiques de l'heure : en affirmant le point de vue marxiste-léniniste dans ce débat, le quotidien apparaît de plus en plus comme un instrument de rassemblement des énergies révolutionnaires.

La contribution des lecteurs

Les progrès du Quotidien du Peuple n'ont été possibles, que grâce à la participation des lecteurs. Le Quotidien du Peuple c'est plusieurs dizaines de lettres par jour, des centaines de correspondants dans toute la France. Par leurs correspondances, leurs enquêtes, par leurs critiques, leurs suggestions, ce sont eux qui prennent en charge les transformations du Quotidien. Les réunions de lecteurs organisées au début de l'année 76 ont de ce point de vue, joué un rôle très positif pour l'amélioration du journal tant dans son contenu que dans sa présentation. Les compte-rendus de ces réunions transmis au Quotidien, la participation de la rédaction à un certain nombre de ces réunions, ont permis à l'équipe de rédaction de mieux cerner l'attente des masses vis-à-vis de la réalisation d'un journal révolutionnaire.

Le point de vue des lecteurs, des correspondants a été très précieux pour apprendre à faire le journal. Il y a 9 mois, nous avions tout à apprendre dans la confection d'un quotidien. Les journalistes ont dû se former sur le tas. Parmi les rédacteurs de l'équipe centrale, des ouvriers qui ont quitté leur usine pour devenir journalistes du Quotidien, ils ont apporté leur expérience de l'exploitation et de la lutte quotidienne et ont acquis en peu de temps un savoir-faire appréciable.

Le Quotidien c'est aussi ses bureaux régionaux de presse à travers tout le pays et notamment, dans les secteurs de grande concentration ouvrière, citons ceux de Lille-Roubaix, Nancy-Villerupt, Lyon, Marseille, Montceau-les Mines, Orléans, etc. Dans plusieurs régions, les équipes des bureaux de presse ont fait paraître des suppléments régionaux et développé des liens avec la vie de la localité et de la région qui permettent d'envoyer la parution régulière de suppléments ancrés sur la réalité locale : c'est le cas en particulier à Villerupt, Lyon, Marseille.

Sur la base de ces acquis, le Quotidien du Peuple doit franchir une nouvelle étape après les vacances.

Pour que le Quotidien soit mieux en prise sur l'ensemble de l'actualité, réponde mieux aux interrogations des travailleurs, un des objectifs est le développement des bureaux régionaux de presse et l'amélioration de leur fonctionnement. Ceci nécessite des liens plus étroits entre la rédaction centrale et les bureaux régionaux, et la constitution de véritables équipes de journalistes

régionaux pour répondre du tac au tac à l'actualité régionale, et ne pas laisser aux seuls journaux régionaux de la bourgeoisie, «L'Est Républicain», «le Progrès» de Lyon, etc... le soin de traiter cette actualité. Les bureaux régionaux doivent devenir en quelque sorte les centres d'une «toile d'araignée», où convergent de multiples informations en provenance de la région, des lieux

où de plus en plus, on vient spontanément apporter son témoignage sur les méfaits du capitalisme et sur les luttes en cours, sur la conduite de ces luttes, apporter son point de vue sur tous les sujets de préoccupation des masses. Les bureaux de presse régionaux, doivent constituer un indispensable relais pour associer plus largement les innombrables correspondants existant dans les différentes régions. Pour les grandes enquêtes et les reportages, on a commencé à associer les correspondants au travail de rédaction. Il s'agit aujourd'hui de rendre cette pratique régulière et systématique, afin que l'élaboration du journal associe plus étroitement encore les lecteurs, les correspondants réguliers ou occasionnels. C'est aussi en s'appuyant sur ce réseau de correspondants, que le journal pourra mener à bien dans ses colonnes, les débats sur les grandes questions de la crise politique et de la révolution dans notre pays.

Pour resserrer les liens avec les lecteurs, les réunions de lecteurs dans les différentes localités doivent devenir une pratique régulière, et permettre un examen attentif du contenu et de la présentation du journal. Les réunions de lecteurs doivent être aussi le moyen de découvrir de précieux collaborateurs du journal qui peuvent contribuer sur les questions correspondant plus spécialement à leur spécialité.

Dans le cadre du resserrement des liens du journal avec ses lecteurs, et compte tenu des retards actuels dans la réception du journal pour les abonnés de certaines régions, nous avons décidé, pour la rentrée, de sortir avant l'heure habituelle de bouclage de l'édition parisienne, une édition spéciale pour les abonnés, tirée plus tôt, et aussitôt livrée à la poste : ce qui permettra aux abonnés de disposer le matin même du journal daté du jour.

Des progrès ont déjà été faits pour rendre compte de l'oppression capitaliste dans tous les domaines de la vie des masses ; mais il faut aller plus loin, c'est le cas en particulier pour le secteur culturel qui doit faire l'objet d'une réflexion plus précise et tenir une place honorable dans les colonnes du Quotidien.

Nous avons ébauché ici, un bref bilan de 9 mois du «Quotidien du Peuple» et envisagé des mesures qui entreront en pratique à la rentrée. Nous demandons à tous nos lecteurs de contribuer à ce bilan en vue de faire du «Quotidien du Peuple» un instrument toujours plus efficace dans le combat révolutionnaire, notamment en retranscrivant toujours mieux le débat d'idées qui existe au sein des masses.

Un camarade nous écrit :

«J'ai lu avec intérêt les propositions d'abonnements dans les derniers numéros du Quotidien du Peuple.

Je suis parfaitement d'accord avec la nécessité de resserrer les liens avec les lecteurs les plus proches du Quotidien du Peuple, et je crois que la formule «abonné-ami» définie dans notre journal est une très bonne initiative qui va dans ce sens. Je connais déjà deux lecteurs qui vont s'abonner un avant les congés, l'autre en septembre. Mais je crois qu'une formulation utilisée dans le chapeau de présentation est pour le moins malheureuse et prête à confusion, puisqu'elle indique que tous les lecteurs doivent cesser d'acheter le journal en kiosque. Un kiosquier, auprès de qui j'avais toute cette année effectué, avec succès, des démarches pour que le journal soit affiché, m'a demandé si cela ne signifiait pas que le journal visait, à moyen terme, à ne plus se vendre en kiosque. Même si je lui ai expliqué que ce n'était nullement notre but au contraire, je crois que cette question, de nombreux kiosquiers peuvent se la poser compte-tenu de la manière dont la question des abonnés a été posée.

M.H. (Grenoble)

Tu as tout-à-fait raison de souligner ce point, notre formulation à cet endroit est inexacte.

• Nous ne pouvons penser abonner tous nos lecteurs. Tout au plus, pouvons-nous en abonner une frange minime, celle qui suit de plus près le journal, nos initiatives...

• Nous ne pouvons envisager d'asphyxier la vente en kiosque, au contraire notre politique doit être de l'élargir. Sans vente en kiosque, pas d'élargissement de notre base de lecteurs, pas de possibilité par exemple pour que dans des luttes, des travailleurs s'emparent du journal et deviennent des lecteurs réguliers. Sans vente en kiosque le QdP n'aurait jamais pu être lancé, c'est une évidence. De même, c'est une évidence, que si nous ne lançons pas une campagne de propagande pour faire connaître le QdP, l'endroit où il est en vente... nous limitons nous-mêmes le nombre de journaux que nous vendons.

C'est pourquoi parallèlement à la campagne d'abonnements, nous allons lancer dès la rentrée une campagne de propagande importante sur le QdP et nous demandons à nos lecteurs de s'y associer.



ON EN PARLERA ENCORE À LA RENTRÉE

Le libéralisme avancé de Giscard prend du muscle.



Les partis de gauche tentent d'étouffer les luttes, ils veulent des élections dans le calme.



«Il faut accepter les dures contraintes de la chaleur... Les paysans attendent septembre !



L'année a été marquée par les manifestations des viti-culteurs et des paysans contre la politique gouvernementale qui les ruine... Dès septembre ils manifesteront contre les conséquences de la sécheresse... et du marché commun agricole.

En Chine, les masses participent au mouvement de critique de Teng Siao-Ping contre le rétablissement du capitalisme.



Contre le faux libéralisme de Juan Carlos qui emprisonne et assassine, les manifestations de masse se sont succédées et renforcées toute l'année en Espagne.



En Pologne... la répression des masses luttant contre la nouvelle bourgeoisie.